

Regards géopolitiques

Bulletin du Conseil québécois d'études géopolitiques

NUMÉRO SPÉCIAL THAÏLANDE ET SOFT POWER

Associée au tourisme, au bouddhisme, à l'hospitalité, à la gastronomie ou encore au divertissement, la Thaïlande bénéficie d'une image internationale particulièrement forte. Cette capacité de rayonnement constitue aussi un instrument économique, diplomatique et géopolitique à travers lequel la Thaïlande cherche à renforcer son influence régionale et internationale.

Ce numéro spécial propose d'explorer plusieurs dimensions du soft power thaïlandais. Comment la Thaïlande mobilise-t-elle ses ressources culturelles, spirituelles, diplomatiques et infrastructurelles pour renforcer son influence ? Les contributions réunies montrent que le rayonnement thaïlandais repose autant sur des formes culturelles contemporaines, comme les séries boys love ou le cinéma, que sur des ressources plus anciennes, comme le bouddhisme. Elles soulignent également que l'influence de la Thaïlande se trouve dans sa capacité à se positionner au cœur des réseaux régionaux, à travers ses stratégies ferroviaires et sa politique étrangère envers l'ASEAN.

En contrepartie, l'image d'ouverture, de créativité et de modernité projetée par la Thaïlande peut entrer en tension avec certaines réalités socioculturelles et politiques internes. Les séries boys love valorisent une image LGBTQIA+ friendly, tandis que les productions culturelles comme Man Suang révèlent aussi les mécanismes de contrôle et d'encadrement des récits nationaux.

En réunissant des contributions pluridisciplinaires, ce numéro montre que le soft power thaïlandais ne se résume pas à une stratégie d'image : il permet aussi de mieux comprendre les évolutions actuelles de la Thaïlande, ses ambitions régionales, ses ressources d'influence et les équilibres qu'elle cherche à construire.

Gina Alberola et Abigaël Collin-Delille



Source : Culture Ministry aims to boost soft power contribution to Thai economy
<https://asianews.network/culture-ministry-aims-to-boost-soft-power-contribution-to-thai-economy/>

Volume 12, numéro 3, 2026

SOMMAIRE

ARTICLES

Revitaliser la politique étrangère de la Thaïlande envers l'ASEAN par Usanee Aimsiranun2

Les Boys' Love thaïlandais : un nouvel instrument de soft power entre image LGBTQIA+ friendly et réalités socioculturelles par Célia Million 10

Man Suang : entre ambition d'économie créative et mécanismes de contrôle politique par Nicolas Barcikowsky 19

Bouddhisme et soft power en par Manuel Litalien et Andréanne Brunet Bélanger33

Stratégies ferroviaires de la Thaïlande en Asie du Sud-est. Mettre le Royaume au cœur des réseaux régionaux ? par Frédéric Lasserre et Mahira Ech-Charrat45

COMPTE-RENDU

Comprendre l'Inde contemporaine : entre ambitions globales et contraintes internes par Thao Hoang62

RECENSIONS

Sarah Mohamed-Gaillard (2026). Géopolitique de l'Océanie. Paris : Le Cavalier Bleu 67

ARTICLE

REVITALISER LA POLITIQUE ETRANGERE DE LA THAÏLANDE ENVERS L'ASEAN

Usanee AIMSIRANUN

Faculté de droit, Université de Chiang Mai

Résumé : Cet article analyse l'évolution de la politique étrangère de la Thaïlande au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Il examine dans quelle mesure l'instabilité politique intérieure a reconfiguré la position de Bangkok, passée d'un État fondateur moteur d'initiatives à un acteur régional plus en retrait et réactif, et interroge les conditions dans lesquelles la Thaïlande peut revitaliser sa diplomatie afin de restaurer son influence au sein de l'organisation.

Alors que la Thaïlande a historiquement mobilisé l'ASEAN comme levier de sécurité nationale, puis comme plateforme d'intégration économique, son leadership s'est progressivement érodé sous l'effet d'une décennie de turbulences politiques internes et de gouvernements militaires. Le retour de gouvernements civils traduit une volonté de relance par une diplomatie plus proactive. Toutefois, cette ambition demeure confrontée à des contraintes domestiques persistantes et à des défis régionaux majeurs.

L'article soutient que la capacité de la Thaïlande à redevenir un acteur pivot au sein de l'ASEAN repose sur la stabilisation de sa politique intérieure, l'élaboration d'une vision stratégique claire, ainsi que sur sa faculté d'impulser des coopérations multilatérales en s'appuyant sur la centralité de l'ASEAN.

Mots-clés : Thaïlande, ASEAN, politique étrangère, diplomatie proactive.

Abstract: This article analyzes the evolution of Thailand's foreign policy within the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN). It examines the extent to which domestic political instability has reconfigured Bangkok's position—shifting from a founding member and driver of initiatives to a more withdrawn and reactive regional actor—and explores the conditions under which Thailand can revitalize its diplomacy to restore its influence within the organization.

While Thailand historically mobilized ASEAN as a lever for national security and later as a platform for economic integration, its leadership has progressively eroded due to a decade of internal political turbulence and military rule. The return of civilian governments reflects a desire for a relaunch through more proactive diplomacy. However, this ambition faces persistent domestic constraints and major regional challenges.

The article argues that Thailand's ability to regain its status as a pivotal actor within ASEAN hinges on stabilizing its domestic politics, crafting a clear strategic vision for the region, and

leveraging its capacity to drive multilateral cooperation based on the principle of ASEAN centrality.

Keywords: Thailand, ASEAN, foreign policy, proactive diplomacy.

Introduction

Se percevant comme un pays fondateur et leader, la Thaïlande a joué un rôle actif et constructif dans l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (l'ASEAN) depuis sa création. Cependant, le pays a connu un déclin de son influence sur les scènes régionale et mondiale, particulièrement après les coups d'État de 2006 et 2014 et l'instabilité politique interne qui s'en est suivie. Avec le retour des gouvernements civils, l'intention de revitaliser la politique étrangère thaïlandaise a été avancée.

L'article examine dans quelle mesure l'instabilité politique intérieure a reconfiguré la position de Bangkok, passée d'un État fondateur moteur d'initiatives à un acteur régional plus en retrait et réactif, et interroge les conditions dans lesquelles la Thaïlande peut revitaliser sa diplomatie afin de restaurer son influence au sein de l'organisation.

1. L'ASEAN comme pierre angulaire de la politique étrangère de sécurité de la Thaïlande pendant la guerre froide

En tant que membre fondateur de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, la Thaïlande a joué un rôle de premier plan dans la création de l'organisation en 1967. Selon le Dr Thanat Khoman, ministre thaïlandais des Affaires étrangères de 1959 à 1971, l'ASEAN a été conçue avec la vision d'établir une coopération régionale entre pays voisins non-communistes comme alternative à long terme pour garantir la paix et la sécurité dans la région. La coopération était envisagée comme un processus graduel et informel, offrant une plateforme d'échange de vues entre les États membres.

L'ASEAN était perçue comme une alternative nécessaire et complémentaire à son alliance avec les États-Unis afin d'assurer la sécurité de la Thaïlande, (Snitwongse 1997). La Thaïlande soutenait la coopération régionale qui n'excluait pas le maintien d'alliances avec des partenaires extérieurs. À cet égard, la Thaïlande a approuvé à contrecœur la proposition malaisienne de la ZOPFAN en 1971 visant à transformer l'Asie du Sud-Est en une Zone de Paix, de Liberté et de Neutralité, dans laquelle la garantie externe serait remplacée par la gestion de l'ordre régional par les pays d'Asie du Sud-Est. Si la ZOPFAN stipulait que les bases étrangères étaient temporaires et ne restaient qu'avec le consentement exprès des pays concernés, aucun délai précis n'était fixé quant au retrait des bases étrangères (Snitwongse 1997).

Pendant la guerre froide, l'anticommunisme était intrinsèque à l'objectif de protection de la sécurité nationale et de l'intégrité territoriale (Chachavalpongpun 2024). L'invasion du Cambodge par les troupes vietnamiennes et l'installation subséquente d'un gouvernement pro-Hanoï en décembre 1978 ont menacé la sécurité de la Thaïlande, qui perdait ainsi une zone tampon contre le Vietnam communiste. La Thaïlande a alors mobilisé le soutien de l'ASEAN pour internationaliser l'occupation vietnamienne du Cambodge et a gagné la sympathie internationale. Avec le soutien de la Chine et des États-Unis, l'ASEAN a parrainé des résolutions contre l'occupation à l'Assemblée générale des Nations Unies (Chambers and Bunyavejchewin 2023). En 1989, le Vietnam a retiré ses troupes du Cambodge après la chute de l'Union soviétique. L'ASEAN a gagné une reconnaissance internationale après son rôle important dans la coordination de l'opposition à l'occupation vietnamienne, tandis que la Thaïlande a réussi à mobiliser la coopération régionale pour sauvegarder sa sécurité nationale.

2. L'ASEAN comme plateforme pour stimuler les intérêts économiques et stratégiques de la Thaïlande après la guerre froide

Dans l'ère de l'après-guerre froide, particulièrement depuis la fin du conflit cambodgien jusqu'à la fin des années 1980, le développement économique est devenu central. Cette période a vu un glissement des valeurs de la sécurité nationale et de l'intégrité territoriale vers la promotion du développement économique et d'une politique étrangère à porte ouverte. Le gouvernement de Chatichai Choonhavan (de 1988 à 1991) a mis en avant une diplomatie visant à «

transformer les champs de bataille en marchés ». La Thaïlande était désireuse de saisir de nouvelles opportunités commerciales et d'investissement à mesure que les pays d'Indochine et le Myanmar ouvraient leurs marchés. Le fait que les pays voisins cherchaient également des opportunités de développement économique offrait à la Thaïlande une occasion d'améliorer ses relations avec ces pays par la coopération économique (Funston 1998). La politique visait à promouvoir le commerce frontalier et a été ensuite soutenue par l'expansion des infrastructures de transport reliant les régions intérieures aux ports maritimes sur la côte est de la Thaïlande (Busbarat 2019). Le gouvernement cherchait à gagner en légitimité par la croissance économique via une politique étrangère ouverte tout en atténuant la priorité donnée à la sécurité nationale durant la guerre froide (Chachavalpongpun 2024).

La politique de rapprochement a ouvert par la suite la voie à la « politique d'engagement constructif » avec les pays voisins non démocratiques, qui promouvait la coexistence pacifique entre voisins indépendamment des systèmes politiques (Busbarat 2014). La Thaïlande soutenait que l'adhésion du Myanmar à l'ASEAN était essentielle pour garantir la sécurité de ses frontières et permettrait une transition graduelle vers la démocratie au Myanmar. Le Myanmar a accédé à l'ASEAN en 1997 avec le soutien de la Thaïlande. Ce principe d'engagement constructif est devenu une ligne directrice générale pour la politique thaïlandaise envers ses voisins, en particulier le Myanmar (Busbarat 2019). Il n'en reste pas moins que les relations entre la Thaïlande et le Myanmar ont été marquées par des conflits intermittents découlant de différends liés à la pêche, d'une délimitation de la frontière, du commerce illicite et des problèmes posés par les rebelles des minorités le long de la frontière entre les deux pays (Snitwongse 1997).

La zone de libre-échange de l'ASEAN (AFTA) a constitué l'initiative majeure de la Thaïlande envers l'ASEAN. Ayant précédemment dirigé un groupe de travail sur les alternatives de libre-échange intrarégional en 1985, Anand Panyarachun, plus tard dans son rôle de Premier ministre thaïlandais, a joué un rôle charnière dans la promotion de ce concept auprès des dirigeants de l'ASEAN.

Il a officiellement proposé la création de l'AFTA lors du quatrième sommet de l'ASEAN en 1991 (Akrasanee 2015).

L'objectif principal de l'AFTA était de réduire les taux de droits de douane au sein de l'ASEAN à une fourchette de 0 à 5 % en 15 ans. Dans un contexte où les tendances économiques et commerciales mondiales s'orientaient vers l'intégration régionale et le protectionnisme, les dirigeants thaïlandais considéraient que l'augmentation de la coopération économique dans le cadre de l'ASEAN élargirait les opportunités commerciales de la Thaïlande et renforcerait son pouvoir de négociation avec les pays extérieurs à la région. La coopération économique a ainsi remplacé les divisions idéologiques de la guerre froide et a été mise en avant comme force unificatrice en Asie du Sud-Est (International Studies Center of the Ministry of Foreign Affairs 2024).

Soutenue par son développement économique réussi, la Thaïlande a cherché à promouvoir la coopération sous-régionale avec la vision de devenir le centre du développement économique, en particulier en Asie du Sud-Est continentale. Sous le gouvernement de Chuan Leekpai (1992-1995), la Thaïlande a proposé la coopération économique quadrilatérale (QEC) pour coordonner le développement des liaisons de transport entre la Chine, le Laos, le Myanmar et la Thaïlande. Le projet a ensuite été intégré au projet de la sous-région du Grand Mékong (GMS) soutenu par la Banque asiatique de développement (BAD), incluant le Cambodge et le Vietnam (Busbarat 2014). Sous le gouvernement de Chavalit Yongyaiyuth, la Thaïlande a adopté la politique « Look West », visant à positionner la Thaïlande comme un pont entre l'Asie du Sud-Est et l'Asie du Sud dans le cadre de l'Initiative de la baie du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle (BIMSTEC) (Busbarat 2019).

3. L'engagement flexible : une proposition d'ajustement de « l'ASEAN Way »

La crise financière asiatique a frappé durement la Thaïlande au milieu de l'année 1997 et s'est ensuite propagée dans toute la région. La crise a marqué la perte de compétitivité du pays et a sérieusement affecté sa capacité à affirmer son leadership régional (Busbarat 2019). Sous le second gouvernement de

Chuan Leekpai (1997–2001), avec le Dr Surin Pitsuwan comme ministre des Affaires étrangères, la Thaïlande a fait du respect des droits de l'homme et de la promotion de la démocratie des éléments clés de sa politique étrangère.

Dans son document de réflexion de 1998, la Thaïlande proposa d'ajuster la norme traditionnelle de non-ingérence de l'ASEAN dans les affaires intérieures avec le concept d'« engagement flexible ». Celui-ci appelle à une discussion ouverte lorsque des questions internes ont des implications régionales ou affectent négativement la disposition d'autres membres de l'ASEAN (Haacke 1999). La Thaïlande considérait que le principe de non-ingérence avait empêché les membres de l'ASEAN d'avertir leurs homologues des dangers prévisibles, et était en partie responsable de la contagion de la crise économique de 1997 qui affecta la crédibilité de l'ASEAN dans la communauté internationale. L'engagement flexible visait à permettre à l'ASEAN 1) de répondre à l'interdépendance croissante des États ; 2) de confronter les nouvelles menaces sécuritaires, telles que les perturbations économiques et divers problèmes de sécurité transfrontaliers, y compris la migration internationale, la drogue illégale, la criminalité transnationale et la dégradation de l'environnement ; ainsi que 3) d'améliorer la démocratisation et les droits de l'homme dans les pays de l'ASEAN (Haacke 1999).

Bien que cela n'ait pas été explicite, la proposition thaïlandaise d'engagement flexible semblait cibler les problèmes posés par le régime autoritaire au Myanmar. Cette position constituait une tentative de restaurer la crédibilité de la Thaïlande par la promotion de la démocratie et des droits de l'homme dans la région, marquant un changement important par rapport à la politique d'« engagement constructif » (Busbarat 2019). Malgré le fait que la proposition thaïlandaise n'ait pas été acceptée par les autres membres de l'ASEAN, la Thaïlande a réussi à démontrer une plus grande sensibilité envers les politiques occidentales concernant le Myanmar, ce qui lui a été bénéfique pour accéder à l'aide économique durant la crise (Busbarat 2014).

4. Une politique étrangère orientée vers les affaires : l'expansion du rôle régional de la Thaïlande au-delà de l'ASEAN

La politique étrangère de la Thaïlande sous le Premier ministre Thaksin Shinawatra (2001-2006) a connu une relance notable.

L'objectif de Thaksin était d'utiliser les initiatives de politique économique étrangère pour restaurer l'économie du pays après la crise financière asiatique de 1997 (Rakson 2015). La Thaïlande voulait construire un réseau de coopération avec ses partenaires stratégiques asiatiques en créant et renouvelant des accords de libre-échange, ainsi que diverses initiatives bilatérales et régionales.

En Asie du Sud-Est continentale, la Thaïlande proposa la stratégie de coopération économique Ayeyarwady-Chao Phraya-Mékong (ACMECS) visant à réduire l'écart de développement entre les anciens et nouveaux États de l'ASEAN tout en consolidant son rôle de leader sous-régional. À travers ACMECS, la Thaïlande a offert des concessions unilatérales à ses voisins et élimine les tarifs sur les produits agricoles des pays d'Indochine dans le cadre de projets d'agriculture contractuelle. La Thaïlande se positionne comme un grand donateur régional et mène une diplomatie de développement pour accroître ses échanges et ses investissements avec le Cambodge, le Laos, le Myanmar et le Vietnam (Chambers and Bunyavejchewin 2023).

La politique étrangère de la Thaïlande sous Thaksin se tournait résolument vers l'Asie (Chachavalpongpun 2010). L'objectif était de tirer parti du levier géopolitique de la Thaïlande et de promouvoir le pays comme centre du régionalisme asiatique à travers le lancement de l'initiative continentale, le Dialogue de coopération asiatique (ACD). L'ACD a été conçu comme un forum de discussion sur la politique et la coopération internationale en Asie pour construire la confiance entre les membres. L'ACD comprend aujourd'hui 35 membres. Une de ses créations est le développement des obligations asiatiques.

La stabilité issue de sa majorité parlementaire a permis au gouvernement de poursuivre une politique étrangère avec des stratégies plus claires et élaborées. Le Premier ministre Thaksin a été personnellement à l'avant-garde de cette diplomatie d'affaires, visant à étendre et affirmer le rôle de la Thaïlande en Asie. La politique étrangère sous Thaksin pouvait être perçue comme un instrument pour soutenir sa politique intérieure populiste, cherchant à attirer les investissements étrangers et à rehausser son profil international (Chachavalpongpun 2010).

Le gouvernement de Thaksin a ensuite été renversé par un coup d'État militaire en 2006. Depuis 2005, la Thaïlande a souffert d'une instabilité politique excessive, marquée par des mouvements de protestation d'envergure et une grave polarisation entre les partisans de Thaksin (les « chemises rouges ») et ses opposants (les « chemises jaunes ») (Chambers and Bunyavejchewin 2023).

Cette division politique a sérieusement affecté l'élaboration des politiques et le rôle régional de la Thaïlande. L'invasion des lieux de réunion par des manifestants antigouvernementaux a entraîné l'annulation des sommets ASEAN+3 et ASEAN+6 de 2009 à Pattaya et l'évacuation de 15 dirigeants par hélicoptère. Cet événement a été fort préjudiciable à la crédibilité de la Thaïlande et a instauré un doute quant à sa capacité à participer efficacement aux affaires régionales au milieu de cette crise politique (Busbarat 2014).

5. Politique étrangère tournée vers l'intérieur sous le régime militaire

Yingluck Shinawatra a occupé le poste de Première ministre de 2011 jusqu'à sa destitution en 2014 lors d'un coup d'État mené par le général Prayuth Chan-O-Cha. Ce dernier est ensuite devenu Premier ministre et est resté au pouvoir jusqu'en 2023. La politique étrangère de la Thaïlande s'est recentrée, délaissant les « marchés » pour revenir aux « champs de bataille » (Chachavalpongpun 2024), avec pour priorité le maintien de la stabilité interne et de la sécurité nationale. Le ministère des Affaires étrangères a été chargé de justifier le coup d'État et d'assurer à la communauté internationale l'engagement du pays envers le retour à la démocratie. Le respect de la souveraineté nationale a été mis en avant pour délégitimer les critiques étrangères du régime de la junte (Chachavalpongpun 2024). La Thaïlande a semblé se rapprocher de la Chine par suite des sanctions et critiques des pays occidentaux (Aimsiranun and Mottet 2025).

Alors que d'autres pays de l'ASEAN — notamment le Brunei, Singapour, la Malaisie, l'Indonésie et les Philippines — adoptaient une position critique forte envers le non-respect du 5 point consensus par le Myanmar (Hossain 19 January 2022), le gouvernement de Prayuth a prôné une « diplomatie silencieuse » et refusait d'intervenir dans la politique intérieure du Myanmar (Sanglee 22 December 2021).

Pendant près de dix ans sous le régime militaire, la politique étrangère thaïlandaise a été repliée sur elle-même et réactive. La Thaïlande a manqué d'initiatives de politique étrangère et a vu sa capacité à jouer un rôle international ou régional s'amoinrir.

6. Les efforts continus pour revitaliser la politique étrangère de la Thaïlande sous les gouvernements civils

Lors des élections de 2023, le Parti Pheu Thai est revenu au pouvoir et Srettha Thavisin, magnat de l'immobilier, a été élu Premier ministre. Le gouvernement de Srettha a toutefois souffert d'un problème de légitimité politique, le parti ayant collaboré avec des partis conservateurs dirigés par Palangpracharat et Bhumjaithai pour former une coalition, rompant ainsi son accord avec le parti Move Forward qui avait pourtant remporté le plus grand nombre de sièges à la Chambre des représentants (Suporn 2024).

Pour renforcer sa légitimité, le gouvernement a avancé une « diplomatie économique proactive », orientée vers la croissance commerciale, avec la promesse de renforcer le rôle de la Thaïlande et de restaurer son prestige international (Ministère des Affaires étrangères de la Thaïlande 2023). Le gouvernement a annoncé son intention de poursuivre une politique étrangère plus diversifiée et de revitaliser ses liens économiques et militaires avec les États-Unis pour rééquilibrer l'inclinaison vers la Chine durant le régime militaire. Cependant, la Thaïlande semble rester proche de la Chine pour des intérêts économiques étant donné que le gouvernement de Srettha a cherché à renforcer la coopération commerciale avec ses homologues chinois (Suporn 2024).

Après que Srettha a été contraint à la démission à la suite d'un verdict de la Cour constitutionnelle, au motif qu'il avait nommé un politicien inéligible au sein de son cabinet, Paetongtarn Shinawatra est devenue Première ministre en août 2024. Son gouvernement visait à poursuivre la politique étrangère proactive et orientée vers l'économie du parti (Ministère des Affaires étrangères de la Thaïlande 2025).

Cependant, son gouvernement a été confronté à un test diplomatique majeur par suite du conflit frontalier entre la Thaïlande et le Cambodge. Initialement caractérisé par des escarmouches de faible intensité, le conflit s'est ensuite intensifié avec des tensions militaires, incluant des explosions de mines terrestres et des échanges de tirs qui auraient tué et blessé des civils et des soldats des deux côtés en mai 2025. En juin 2025, la fuite de son appel téléphonique avec Hun Sen qualifiant l'armée thaïlandaise de « camp adverse » a gravement affecté la confiance de la population envers le gouvernement, et a conduit plus tard à la destitution de la Première ministre par la Cour constitutionnelle (Head 2025).

La gestion par les autorités thaïlandaises du conflit frontalier avec le Cambodge a révélé certaines limites, notamment un retard à riposter aux arguments du Cambodge dans la « guerre de l'information » et un manque flagrant de coordination entre l'armée et le ministère des Affaires étrangères. Ce conflit entre la Thaïlande et le Cambodge représente un défi important pour l'unité de l'ASEAN. Les pourparlers de paix organisés par le Premier ministre malaisien Anwar, en sa qualité de président de l'ASEAN en juillet 2025, ont offert une voie médiane pour la Thaïlande, qui préférait une approche bilatérale, et le Cambodge, qui cherchait à internationaliser le différend. Même si l'influence de la déclaration du président Trump liant le cessez-le-feu aux négociations tarifaires avec la Thaïlande et le Cambodge ne pouvait être ignorée, l'existence de l'ASEAN comme plateforme régionale de médiation permet d'éviter une intervention directe ou un jeu de puissance entre grandes puissances concernant ses membres. Les parties ont finalement accepté qu'une équipe d'observateurs intérimaires de l'ASEAN vérifie le cessez-le-feu en tant que tierce partie.

Anutin Charnvirakul a été élu Premier ministre avec la promesse de modifier la constitution de 2017 et de dissoudre le parlement pour permettre une élection générale de la Chambre des représentants d'ici janvier 2026. Sihasak Phuangketkeow, diplomate expérimenté ayant été représentant permanent de la Thaïlande aux Nations Unies à New York et président asiatique du Conseil des droits de l'homme de l'ONU (2010-2011), a été nommé ministre des Affaires étrangères.

Il promet de poursuivre une diplomatie proactive, une politique étrangère multidimensionnelle et multidirectionnelle, ainsi que de ramener la Thaïlande sur la scène internationale.

Le Premier ministre Anutin a tenté d'afficher une posture de fermeté concernant le conflit frontalier avec le Cambodge pour capter la tendance nationaliste en vue des prochaines élections. Il est pressenti pour rester Premier ministre avec Sihasak aux Affaires étrangères après les élections de février 2026. Au sujet des relations bilatérales, le ministère des Affaires étrangères sous Sihasak a réagi de manière assez active à l'international et a redoublé d'efforts dans sa communication vers le public thaïlandais. Une question importante à suivre est la manière dont le nouveau gouvernement Anutin traitera le mémorandum d'entente (MOU) de 2000 sur la délimitation des frontières terrestres et celui de 2001 sur les zones maritimes revendiquées et la coopération énergétique. Sous son précédent gouvernement, il avait annoncé son intention d'organiser un référendum pour révoquer le mémorandum d'entente de 2000. Les experts s'étaient opposés à cette initiative, soulignant le dilemme complexe : comment informer suffisamment le public des enjeux sans compromettre la position stratégique de la Thaïlande dans le conflit (The101.world 2025).

7. Vers un rôle proactif et significatif de la Thaïlande au sein de l'ASEAN

Pour revitaliser la politique étrangère de la Thaïlande et son rôle au sein de l'ASEAN, une politique intérieure stable est indispensable afin de permettre aux autorités d'élaborer une diplomatie plus continue et approfondie. Il est crucial que la Thaïlande élabore une vision claire et des stratégies à l'égard de l'ASEAN, et que celles-ci résultent d'une réflexion approfondie sur la manière de tirer parti du potentiel de l'organisation au bénéfice du pays et de la région.

Dans le cadre de l'ASEAN, la Thaïlande devrait jouer un rôle plus proactif, en prenant des initiatives et en contribuant à faire avancer le plan d'intégration de l'ASEAN.

- La Thaïlande peut contribuer activement à la réalisation de la communauté de l'ASEAN et promouvoir la

connectivité, en mettant l'accent sur sa position géographique stratégique au centre de l'Asie du Sud-Est continentale. En tant que présidente des négociations de l'Accord-cadre sur l'économie numérique de l'ASEAN (DEFA), la Thaïlande a l'opportunité de mener les efforts pour finaliser cet accord afin de dynamiser l'économie numérique, conformément à son objectif de devenir un hub numérique régional (Département des Relations Publiques 2024).

- En tant que coordinatrice de l'ASEAN pour la coopération au développement durable, la Thaïlande peut agir comme agent de changement et stimuler les progrès de l'organisation dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) à travers diverses initiatives telles que le réseau électrique de l'ASEAN et le mécanisme de financement vert (Ministère des Affaires étrangères de la Thaïlande 2026).

- La crise au Myanmar représente un test majeur pour la pertinence de l'ASEAN ainsi que pour le rôle diplomatique de la Thaïlande. La Thaïlande est attendue pour jouer un rôle constructif dans la création d'une paix durable par la réconciliation entre toutes les parties, à travers la facilitation du dialogue et les canaux humanitaires, sans néanmoins compromettre l'approche collective de l'ASEAN. La poursuite de sa politique progressiste permettant aux réfugiés fuyant le conflit armé au Myanmar de travailler en dehors des abris temporaires démontre une gestion inclusive des flux migratoires et positionne le pays comme un modèle de pragmatisme humanitaire au sein de l'ASEAN.

- En ce qui concerne le conflit frontalier avec le Cambodge, la sincérité et l'engagement à ajuster les relations entre voisins des deux parties bénéficieraient grandement à l'unité de l'ASEAN. Tout en restant ferme sur la protection de ses intérêts nationaux, la Thaïlande devrait poursuivre les efforts diplomatiques pour résoudre le différend conformément au droit international.

Face à un ordre mondial perturbé où les grandes puissances violent les règles internationales qu'elles ont elles-mêmes contribué à créer, il est important que la Thaïlande adopte une politique étrangère fondée sur des principes.

Pour un pays de taille intermédiaire, la sauvegarde du droit international et d'un ordre fondé sur des règles est à l'avantage du pays. La Thaïlande devrait contribuer au renforcement de l'ASEAN et des cadres multilatéraux dirigés par celle-ci pour naviguer entre les rivalités des grandes puissances et s'engager de manière constructive avec elles.

En accord avec l'appel pour la promotion du « soft power en diplomatie » de la Thaïlande, c'est-à-dire la capacité du pays à prendre l'initiative pour diriger et façonner les agendas régionaux et internationaux, en particulier ceux ayant un impact significatif sur ses intérêts (The standard 2025), la Thaïlande peut s'appuyer sur la centralité de l'ASEAN dans la structure de sécurité multilatérale régionale et promouvoir l'ASEAN comme plateforme principale pour traiter les menaces sécuritaires transfrontalières qui affectent les communautés régionales et internationales. L'ASEAN a l'avantage de disposer d'un pouvoir de mobilisation unique pour coordonner les efforts régionaux et internationaux contre des menaces communes (Aimsiranun and Porananond 2023). Parmi les questions critiques potentielles à traiter figurent, par exemple, les réseaux mondiaux de cyber-arnaques, de traite des êtres humains et de blanchiment d'argent associés. Étant donné que les centres opérationnels de ces réseaux sont principalement situés en Asie du Sud-Est continentale, alors que l'impact est mondial, la Thaïlande et l'ASEAN sont idéalement placées pour aborder la question et ont l'opportunité de transformer ce défi en une opportunité d'initier une coopération internationale à fort impact mondial.

Références

- Aimsiranun, Usanee, and Éric Mottet (2025). "Le positionnement de l'ASEAN face à l'Indo-Pacifique." In *L'ère de l'Indo-Pacifique: Chimère ou réalité durable?*, (dir.) Frédéric Lasserre, Barthélémy Courmont and Éric Mottet, 85–107. Québec: Presse de l'université du Québec.
- Aimsiranun, Usanee, and Ploykaew Porananond (2023). "Perceptions et receptions de l'ASEAN autour de l'indo-pacifique." *La revue internationale et stratégique* 129: 105–113.
- Akrasanee, Narongchai (2015). "The Evolving Nature of ASEAN's Economic Cooperation: Original Vision and Current Practice." In *The 3rd ASEAN Reader*, edited by Kee Beng Ooi, Sanchita Basu Das and Terence Chong, 14–16. Singapour: ISEAS Publishing.
- Busbarat, Pongphisoot (2014). "Thailand's Foreign Policy: The Struggle for Regional Leadership in Southeast Asia." In *Globalization, Development and Security in Asia: Vol 1: Foreign Policy and Security in an Asian century: Threats, Strategies and Policy Choices*, edited by Benny Teh Cheng Guan, 133–153. Singapour : World scientific.
- Busbarat, Pongphisoot (2019). "Thailand's Foreign Policy Towards Neighbouring Countries and ASEAN." In *Routledge Handbook of Contemporary Thailand*, edited by Pavin Chachavalongpun. Londres: Routledge.
- Chachavalongpun, Pavin (2010). *Reinventing Thailand: Thaksin and His Foreign Policy*. Singapour: ISEAS.
- Chachavalongpun, Pavin (2024). "Roots of Resilience: Interests and Values in Thai Foreign Policy." *Journal of Current Southeast Asian Affairs* 43 (3): 409–429. <https://doi.org/10.1177/18681034241248475>. <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/18681034241248475>.
- Chambers, Paul, and Poowin Bunyavejchewin (2023). "Complex Positioning: Thailand's Role in the Context of ASEAN "Centrality" and Indo-Pacific Security." In *ASEAN and Regional Actors in the Indo-Pacific*, edited by Sueo Sudo and Chosein Yamahata, 17–37. Springer Singapore.
- Département des Relations Publiques (2024). "Vers un hub numérique : le gouvernement accélère le développement des Data Centers." <https://www.prd.go.th/th/content/category/detail/id/39/iid/288290>.
- Funston, John (1998). "Thai Foreign Policy: Seeking Influence." *Southeast Asian Affairs*: 292–306.
- Haacke, Jürgen (1999). "The concept of flexible engagement and the practice of enhanced interaction: Intramural challenges to the ASEAN way." *The Pacific Review* 12 (4): 581–611.

Head, Jonathan (2025). "How a leaked phone call derailed the Thai PM's career - and the Shinawatra dynasty." BBC. <https://www.bbc.com/news/articles/cdrkvy2pn87o>.

Hossain, Delwar. 19 January 2022. "Myanmar Crisis and Hun Sen's Visit: ASEAN in Disarray?" The Diplomat. <https://thediplomat.com/2022/01/myanmar-crisis-and-hun-sens-visit-asean-in-disarray/>.

International Studies Center of the Ministry of Foreign Affairs (2024). Morning Prayers with Arsa Sarasin: Foreign Affairs in Practice. Ministry of Foreign Affairs.

Ministère des Affaires étrangères de la Thaïlande (2023). "Directives stratégiques du Premier ministre aux ambassadeurs, consuls généraux, attachés commerciaux et attachés d'investissement de Thaïlande, lors de la réunion des ambassadeurs et consuls généraux thaïlandais 2023." <https://www.mfa.go.th/en/content/pmpolicyguidance-2?cate=5d5bcb4e15e39c306000683c>.

Ministère des Affaires étrangères de la Thaïlande (2025). "La Première ministre prononce un discours d'orientation stratégique à l'intention des ambassadeurs et des consuls généraux lors de la cérémonie d'ouverture de la Réunion 2025 des ambassadeurs et consuls généraux thaïlandais." <https://www.mfa.go.th/en/content/prime-minister-delivers-policy-guidance-to-ambassa?cate=5d5bcb4e15e39c306000683c>.

Ministère des Affaires étrangères de la Thaïlande (2026). "La Thaïlande réaffirme son engagement en tant que coordinateur de l'ASEAN pour la coopération en matière de développement durable lors du 13ème Forum Asie-Pacifique." <https://asean.mfa.go.th/en/content/thailand-reaffirms-commitment-as-asean-coordinator?cate=5d68ab2615e39c1b9c05b8c8>.

Rakson, Katsamaporn (2015). "Thai Foreign policy adaptation in 2001-2006: Theory and practise." Paper presented to the ISA Global South Caucus Singapore, 8-10 January 2015. <http://web.isanet.org/Web/Conferences/GSCIS%20Singapore%202015/Archive/4b45827f-10b3-4d38-9bde-2b9c8672d620.pdf>.

Sanglee, Tita. 22 December 2021. "Explaining Thailand's Quiet Diplomacy in Myanmar." The Diplomat. <https://thediplomat.com/2021/12/explaining-thailands-quiet-diplomacy-in-myanmar/>.

Snitwongse, Kusuma (1997). "Thailand and ASEAN: Thirty years on." Asian Journal of Political Science 5 (1): 87–101.

Suporn, Thapiporn (2024). SRETTAPLOMACY: Thai Foreign Policy in the Age of Srettha and Beyond. Crackers Books.

The101.world (2025). "MOU 43-44 : de quoi s'agit-il ? Peut-on vraiment l'annuler et quelle partie est réellement lésée ? Comprendre avant le référendum avec Pattarapong Saengkrai (en Thaï)." The101.world. <https://www.the101.world/mou43-44/>.

The Standard (2025). "La Thaïlande doit prendre l'initiative face aux défis mondiaux : analyse de la stratégie de Sihasak, de la diplomatie proactive de la Thaïlande pour accroître sa visibilité internationale, et de l'enjeu majeur du différend Thaïlande-Cambodge (en thaï)." The Standard. https://thestandard.co/sihasak-diplomacy-strategy-thailand-cambodia/?fbclid=IwY2xjawQUyK9leHRuA2FibQlxMABicmlkETFucWdsSERQcW1GMHJ4NTZoc3J0YwZhcHBfaWQQMjlyMDM5MTc4ODIwMDg5MgABHt8ytqM5qXF87K_qMupf3-1K4xDD_kUVzEfnocWJhW4EKr7qp-p5ofjXbs2X_aem_0JkIQHyYAMTr6gcBp2PovQ.

ARTICLE

LES BOYS' LOVE THAÏLANDAIS : UN NOUVEL INSTRUMENT DE SOFT POWER ENTRE IMAGE LGBTQIA+ FRIENDLY ET REALITES SOCIOCULTURELLES

Célia Millon

Célia Millon est actuellement en première année de Master Études du genre à l'Université Paris 8 Vincennes - Saint-Denis. Actuellement elle écrit un mémoire avec comme problématique de savoir comment les séries Boy's Love participent à la promotion internationale d'une image LGBTQIA+ friendly de la Thaïlande, et dans quelle mesure cette image est utilisée comme soft power et reflète-t-elle ou non la réalité sociale du pays, mémoire dirigé par M. Mehdi Derfoufi.

celia.millon45@gmail.com

Résumé : Cet article analyse les séries Boy's Love thaïlandaises comme un instrument d'influence culturelle régionale. À partir de leur diffusion en Asie de l'Est et du Sud-Est, il montre comment ces productions participent à la construction d'une image internationale de la Thaïlande comme société moderne et LGBTQIA+ friendly. L'étude met en lumière les circulations institutionnelles et numériques qui structurent ces flux culturels, ainsi que la position nodale occupée par la Thaïlande dans cet espace médiatique. Elle souligne toutefois les tensions entre image projetée et réalités sociopolitiques internes. L'article contribue ainsi à une réflexion sur les recompositions contemporaines du soft power en Asie.

Mots clés : Soft power ; Thaïlande ; Boy's Love ; géopolitique culturelle ; flux médiatiques.

Abstract: This article examines Thai Boys' Love (BL) series as an instrument of regional cultural influence. Focusing on their circulation across East and Southeast Asia, it analyses how these productions contribute to constructing Thailand's international image as a modern and LGBTQIA+ friendly society. The study highlights both institutional and digital circulation channels that structure these cultural flows, as well as Thailand's nodal position within this regional media space. It also underscores the tensions between projected image and domestic sociopolitical realities. The article thus contributes to a broader reflection on contemporary transformations of soft power in Asia.

Keywords: Soft power ; Thailand ; Boys' Love ; cultural geopolitics ; media flows.

Introduction

Depuis le milieu des années 2010, les séries thaïlandaises de Boy's Love connaissent une expansion rapide en Asie de l'Est

et du Sud-Est. Mettant en scène des relations amoureuses entre personnages masculins, ces productions contribuent à une visibilité accrue des représentations homosexuelles dans l'espace médiatique asiatique, tout en participant à l'exportation culturelle de la Thaïlande. Leur succès dépasse aujourd'hui les frontières nationales grâce aux plateformes de streaming transnationales et aux réseaux sociaux, qui facilitent leur circulation auprès de publics diversifiés. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte régional marqué par l'intensification des échanges culturels et par une concurrence importante entre puissances asiatiques.

Issu du genre japonais du yaoi, apparu dans les années 1970 au sein de la culture manga, le Boy's Love s'est progressivement institutionnalisé avant de s'exporter à l'échelle internationale dans les années 1990 (McLelland et Welker 2016). En Thaïlande, le genre connaît un développement significatif à partir des années 2010, notamment à travers l'adaptation de romans populaires en séries télévisées. La diffusion de *Love Sick The Series* en 2014 marque un tournant décisif en contribuant à la structuration d'un véritable marché audiovisuel du Boy's Love.

Dès lors, ces productions s'imposent comme un phénomène culturel majeur, désigné localement sous le terme de *praktokanwai* (ปรากฏการณ์วาย), ou phénomène Y, qui dépasse le cadre du divertissement pour devenir un secteur stratégique des industries culturelles thaïlandaises.

La diffusion régionale des Boy's Love thaïlandais participe à une dynamique d'influence plus large.

En mobilisant son industrie audiovisuelle, la Thaïlande projette l'image d'une société moderne, créative et relativement ouverte aux questions de diversité sexuelle, contrastant avec des régulations médiatiques plus restrictives observables dans certains pays voisins, comme en Chine. Cette projection contribue à renforcer l'attractivité culturelle du pays et peut être analysée au concept de soft power, défini par Joseph S. Nye Jr. comme la capacité d'un État à influencer d'autres acteurs par l'attraction et la diffusion de valeurs, plutôt que par la contrainte (Nye 2004). Des travaux récents montrent d'ailleurs que la réception des Boy's Love thaïlandais en Chine révèle des dynamiques interculturelles complexes, mêlant appropriation, circulation numérique et contournement partiel des contraintes réglementaires (Taweekittiviroj, P., & Banterng, T., 2025).

Cependant, cette visibilité médiatique et cette image de tolérance contrastent avec certaines réalités sociales et juridiques vécues par les personnes LGBTQIA+ en Thaïlande. Comme le soulignent Peter A. Jackson et Duangwiset (2017), la reconnaissance sociale de formes locales de diversité de genre telles que les identités kathoey, tom ou dee ne correspond pas nécessairement aux catégories occidentales contemporaines (Jackson 2011). Si la société thaïlandaise a historiquement intégré certaines expressions de pluralité de genre, les avancées juridiques en matière de droits demeurent longtemps restées limitées, révélant un décalage entre représentations médiatiques et conditions sociales effectives.

Dans ce contexte, les séries Boy's Love thaïlandaises soulèvent une question centrale : ces productions relèvent-elles d'une transformation des représentations ou d'un instrument de valorisation culturelle inscrit dans une stratégie d'influence régionale ?

Cet article analyse les séries Boy's Love thaïlandaises comme un vecteur d'influence culturelle régionale. Il montre comment leur circulation (institutionnelle, commerciale et numérique) contribue à renforcer la position culturelle de la Thaïlande en Asie, tout en révélant les tensions entre image internationale projetée et réalités sociopolitiques internes.

L'étude examine d'abord le développement du Boy's Love thaïlandais comme produit culturel globalisé, puis les représentations LGBTQIA+ qu'il véhicule, avant d'interroger les logiques de soft power et les ambivalences du phénomène Y. L'analyse s'appuie sur l'examen des modalités de diffusion internationale et sur une revue de littérature académique et professionnelle. La cartographie des flux régionaux permet de mettre en évidence la position stratégique occupée par la Thaïlande dans l'espace médiatique asiatique.

1. Le développement du Boy's Love thaïlandais en tant que produit culturel globalisé

D'après Bunyavejchewin et Thavornyutikarn, ces séries s'adressent principalement à un public féminin hétérosexuel, créé en grande partie par des femmes hétérosexuelles. Ces spectatrices sont attirées par la représentation des relations LGBTQIA+, la qualité de production et la dimension émotionnelle des récits. Le genre s'est implanté en Thaïlande malgré des contextes socioculturels variés, ce qui lui a permis de devenir, en quelques années, le leader régional.

1.1 Structuration industrielle et modèles économiques

Le succès du genre en Thaïlande repose sur des stratégies de production et de diffusion efficaces. Par exemple, GMMTV, un acteur majeur du marché, a reçu un prix du ministère des Affaires étrangères thaïlandais en partenariat avec la Thailand Foundation. Cette distinction vise à honorer les individus, groupes ou organisations ayant contribué de manière significative à la diplomatie publique de la Thaïlande et à la promotion positive de son image, de ses valeurs et de sa culture à l'étranger.

Elle souligne également le rôle de ces acteurs comme pont entre la Thaïlande et la communauté internationale, mettant en avant l'importance du pays pour son impact touristique, culturel et linguistique.

Figure 1. Les quatre principaux labels du secteur

Dirigeant	GMMTV		Change 2561		Domundi		Be On Cloud		
	groupe The One Entreprise								
Dirigeant	Sataporn Panichraksapong		Saithip Montrikul Na Ayudhya		Kittipat Champa		Kanyada Wichayachot		
Année de création	1995 (2538)		2018 (2561)		2018 (2561)		2020 (2563)		
En millions de Bahts	Revenus	Profits	Revenus	Profits	Revenus	Profits	Revenus	Profits	
	2022 (2565)	2 177	305	489	37	214	15	286	87
	2023 (2566)	2 401	221	418	7	384	26	217	10
	2024 (2567)	2 463	126	442	25	413	29	167	15
Exemple de séries	My School President, Hight School Frenemy		Pit Babe The Series		Cutie Pie, Bed Friend		KinnPorsche, 4 minute, Shine		

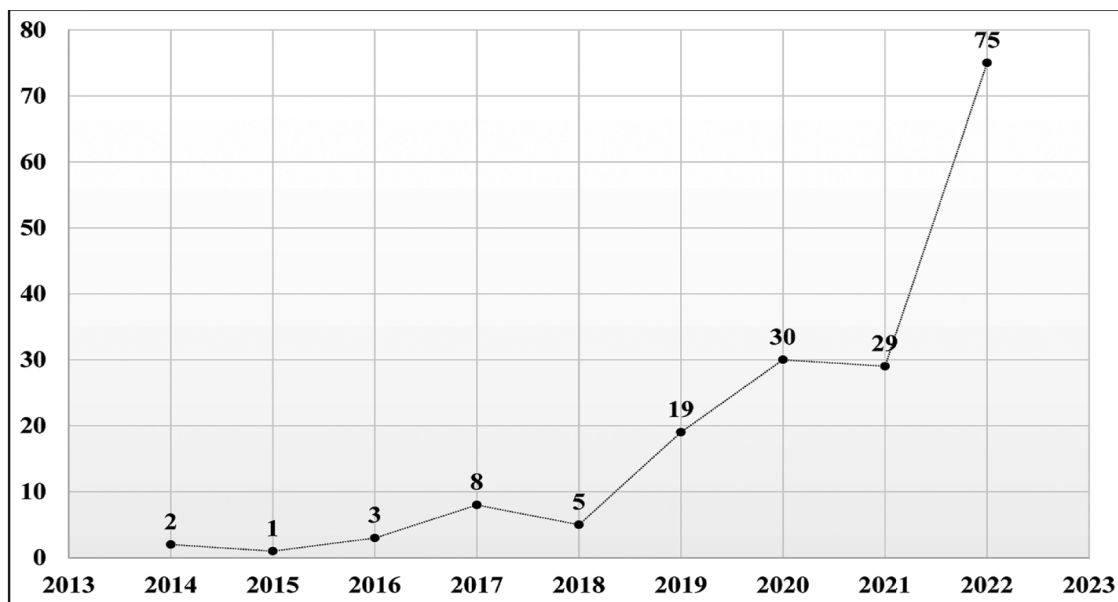
Source : The Business + / SCB EIC [ma traduction] (figure 1)

1.2 Croissance économique et chiffres clés

Selon SCB EIC, depuis la première diffusion de Love Sick en Thaïlande jusqu'en décembre 2022, 172 séries Boy's Love ont été produites, dont 70 rien qu'en 2022. Le marché pourrait générer 4,9 milliards de bahts (environ 130 millions d'euros) de bénéfices en 2025. Cela représente 0,7 % de la valeur de la production de médias de divertissement en Thaïlande en 2019, et devrait atteindre 3,9 % en 2025, avec une croissance annuelle moyenne de 17 %. Les quatre principaux labels du secteur, présentés dans le tableau ci-dessus (figure 1), illustrent des modèles économiques distincts.

On observe que GMMTV, Domundi et Change 2561 privilégient la fidélisation des fans et la production de merchandising, assurant des revenus relativement stables. À l'inverse, Be On Cloud mise sur la qualité des productions et des thématiques plus sociales ou non conventionnelles, ce qui ne garantit pas un revenu constant, mais montre l'importance de l'engagement sur le long terme.

Figure 2 : Nombre de séries télévisées thaïlandaises BL diffusées chaque année (N = 172).



Source : Socio-demographics, lifestyles, and consumption frequency of Thai 'Boys Love' series content: Initial evidence from Thailand Poowin Bunyavejchewin, Kornphanat Tungkeunkunt, Porntep Kamonpetch, Ketsarin Sirichuanjun & Natthanont Sukthungthong

Remarque : les données ont été compilées par les auteurs ; les données compilées présentées dans cette étude ne portent que sur les séries et mini-séries BL thaïlandaises qui traitent principalement de relations amoureuses et érotiques mettant en scène, comme personnages principaux, des garçons séduisants et/ou des jeunes hommes élégants. Les critères d'inclusion et d'exclusion des séries BL thaïlandaises se fondaient sur les lignes directrices établies par Bunyavejchewin et Sukthongthong (2021).

La figure 2 retrace l'évolution de la production de séries Boy's Love qui jusqu'en 2022 avait produit 172 séries. En neuf ans, la Thaïlande s'est hissée au rang de leader régional, avec plus de 340 films/séries et nouvelles produites à ce jour. En 2024, elle domine le marché asiatique, représentant plus de la moitié des séries diffusées dans la région selon SCB EIC.

1.3 Contexte socioculturel et environnement médiatique

La production de séries Boy's Love est rendue possible en Thaïlande grâce à un environnement médiatique relativement inclusif, en phase avec les tendances mondiales sur la diversité et la représentation des sexualités et genres (Chen & Lo, 2021). L'histoire culturelle thaïlandaise, avec la reconnaissance des identités kathoey, tom ou dee, illustre une ouverture socioculturelle unique en Asie du Sud-Est, bien que ces catégories ne correspondent pas exactement aux classifications occidentales contemporaines (Jackson, 2011).

Cette ouverture est renforcée par des initiatives médiatiques et éducatives, telles que la diffusion d'émissions de sensibilisation à la diversité sexuelle et l'intégration de personnages LGBTQIA+ dans les programmes télévisés, ainsi que par le soutien indirect des autorités dans la promotion des séries Boy's Love à l'international. Comparativement à d'autres pays de la région, où la représentation médiatique LGBTQIA+ reste limitée ou censurée, la Thaïlande se distingue comme un centre régional. Ces séries illustrent un exemple concret de soft power, mettant en avant inclusivité, diversité et romance. Elles abordent des thématiques universelles, telles que le coming out, l'acceptation parentale ou les relations amoureuses (Nguyen & Nguyen, 2020), renforçant ainsi leur attractivité internationale.

1.4. Soft power et industries

Les productions audiovisuelles sont devenues un pilier de la stratégie de soft power thaïlandaise, à l'instar de la promotion des arts martiaux ou de la culture locale via les médias numériques. Elles soutiennent le développement de l'industrie du divertissement et bénéficient à d'autres secteurs, comme l'édition, le tourisme d'affaires (MICE) et la publicité. L'acceptation des personnes LGBTQIA+ constitue un facteur clé de cette dynamique.

En proposant des récits culturellement ancrés et universellement compréhensibles, les séries Boy's Love se sont imposées comme un produit culturel influent, façonnant l'image d'une société accueillante et dynamique (Chao et al., 2020). Le marché des séries Y (nom local pour les Boy's Love) génère d'importants revenus grâce aux plateformes de streaming (OTT), aux licences et aux événements destinés aux fans. Cette réussite attire l'attention du gouvernement et de l'industrie, qui soutiennent activement ce secteur en expansion. Les séries rencontrent un succès national et international, notamment au Japon, en Chine et en Corée du Sud, et s'inscrivent pleinement dans la stratégie de soft power thaïlandaise, renforçant la réputation du pays comme créatif et inclusif (Nye, 1990).

L'industrie du divertissement a ainsi connu une croissance rapide, portée par les technologies et les plateformes de diffusion mondiales. Les succès de *Love Sick* (2014) et *2gether* (2020) ont ouvert la voie à une industrie dynamique, caractérisée par une forte qualité de production et des récits adaptés aux attentes du public. Le succès repose également sur l'engagement des fans via les réseaux sociaux, la production de contenus dérivés et la commercialisation de produits, renforçant la fidélité et l'ampleur du marché.

La Thaïlande est devenue un pôle de production pour jeunes adultes, ses séries étant largement diffusées en Asie de l'Est et au-delà. L'exportation est facilitée par le gouvernement, malgré une posture conservatrice, avec l'intégration de dramas et d'événements fans dans les festivals organisés par les ambassades et consulats dans 17 pays d'Asie de l'Est.

Cette stratégie vise à revitaliser l'économie après la pandémie de COVID-19, en attirant touristes-fans et investissements étrangers (Johjit, 2022).

Ainsi, si les Boy's Love thaïlandais se positionnent comme un produit culturel globalisé et un outil de soft power, ils soulèvent néanmoins des questions sur la représentation réelle des identités LGBTQIA+ dans la société. Si la Thaïlande a structuré industriellement ce genre et l'a exporté à l'international, il reste essentiel d'analyser le contenu des séries : quelles représentations des identités LGBTQIA+ véhiculent-elles, et comment influencent-elles la perception du public local et international ?

2. Les représentations LGBTQIA+ véhiculées à travers les séries Boy's Love

Le genre Boy's Love thaïlandais constitue un dialogue culturel mêlant valeurs, traditions et idéologies. Il s'inspire du yaoi, notamment des dynamiques seme/top (ruk, รุก) et uke/bottom (rap, ร้าย). Le seme/top/ruk désigne la personne qui domine dans la relation, généralement dans l'acte sexuel, tandis que l'uke/bottom/rap est celle qui se fait dominer. Ces relations reproduisent également des schémas hétérosexuels transposés aux couples homosexuels (Chomngam & Laochockchaikul, 2023).

Les personnages principaux sont des garçons jeunes et attrayants, dont les visages et corps correspondent aux idéaux stéréotypés de la masculinité douce en Asie de l'Est (Jung, 2009). Ils ont généralement une peau lisse, une silhouette fine et une coiffure soignée, contrairement aux jeunes idoles masculines chinoises ou coréennes, plus androgyne (Teixeira, 2018 ; Kwon, 2019). Les acteurs incarnant les pairings (khuwai, คู่ชาย) présentent une masculinité légèrement plus marquée que celle des idoles pop orientales.

2.1 Construction des rôles et des masculinités

À la différence du seme-uke japonais, les personnages thaïlandais sont définis par des rôles sexuels binaires. Le phràèk (พระเอก, personnage masculin principal, pénétrant) est plus masculin, musclé et rebelle, tandis que le naaièk (นายเอก,

personnage masculin principal, pénétré) est plus doux, féminin, moins musclé et légèrement enfantin. Les deux conservent un visage frais et juvénile, quel que soit leur âge dans l'histoire. Ces caractéristiques s'appliquent également aux personnages secondaires. De manière générale, le top est plus masculin que le bottom, qui est plus tendre et vulnérable.

Les personnages secondaires présentent également une masculinité douce typique de l'Asie de l'Est, souvent plus mignons que dans les mélodrames thaïlandais traditionnels. Contrairement aux Boy's Love japonais, les rôles sexuels du couple principal (khulak, คู่หลัก) et du couple secondaire (khurong, คู่รอง) restent statiques : le phràèk est toujours le pénétrant, le naaièk le pénétré. Ces rôles binaires reproduisent les caractéristiques des relations hétérosexuelles.

Les récits d'amour homosexuels masculins sont largement affranchis des normes de genre locales. En général, les personnages principaux ne s'identifient pas comme gays, bien qu'il existe quelques exceptions. Les séries n'intègrent pas fortement la morale genrée thaïlandaise, qui peut percevoir l'homéoétisme masculin comme déviant. Les obstacles liés au genre servent principalement à tester la force du véritable amour, que les personnages finissent par surmonter. Ainsi, ces récits restent déconnectés des difficultés rencontrées par les minorités sexuelles dans la société thaïlandaise.

2.2 Masculinités esthétisées

Les séries mettent en scène les corps masculins principaux, souvent musclés et fréquemment filmés torse nu, dans des situations qui accentuent leur dimension érotisée (scènes de douche, entrée dans une pièce enveloppée d'une serviette, séquences suggestives ou sexuelles). Ces visuels participent d'une stratégie de mise en spectacle du corps masculin. Malgré l'absence quasi totale de personnages féminins ou d'interactions hétérosexuelles à l'écran, la construction du regard du spectateur demeure orientée vers la valorisation esthétique et sensuelle de ces corps. Le cadrage rapproché, les jeux de lumière, le ralentissement de certains mouvements ou encore l'insistance sur les expressions émotionnelles contribuent à faire du corps masculin un objet central de désir et d'identification.

Cette mise en scène s'inscrit dans une dynamique de redéfinition des codes visuels traditionnels, historiquement dominés par la sexualisation du corps féminin. Ici, le corps masculin devient le support privilégié de l'attention du spectateur. Selon Dillman Carpentier et Mazandarani (2021) ainsi que Liang (2022), ces représentations remplissent une fonction biopsychosociale : elles permettent au public, majoritairement féminin, d'expérimenter un plaisir par procuration tout en développant une forme d'attachement émotionnel aux personnages. Ainsi, la dimension esthétique du corps masculin dépasse la simple séduction visuelle pour devenir un vecteur d'engagement narratif et affectif.

Dans ces séries, il est alors pertinent de mobiliser la notion de performativité du genre telle que développée par Judith Butler dans *Trouble dans le genre* (2005). Pour Butler, la performativité renvoie à une répétition stylisée d'actes corporels, discursifs et symboliques, régulés par des normes sociales, qui produisent l'illusion d'une identité de genre stable. Le genre n'est donc pas une essence, mais un effet de répétition. Cette grille de lecture s'avère particulièrement éclairante pour analyser les *Boy's Love* thaïlandais, dans la mesure où ces séries rejouent et reconfigurent des dynamiques relationnelles hétérosexuelles au sein de couples homosexuels masculins. En effet, on observe fréquemment une reproduction des codes de la norme hétérosexuelle à travers la distinction top/bottom, qui rappelle symboliquement la division masculin/féminin des couples hétérosexuels traditionnels.

Pour illustrer à la fois cette reproduction normative et l'esthétisation différenciée des corps masculins, la série *Until We Meet Again* (New Siwaj Sawatmaneekul, 2019) constitue un exemple particulièrement significatif. Les couples principaux y sont construits selon une opposition clairement identifiable entre top et bottom. Le personnage de Pharm interprété par Fluke Natouch Siripongthon incarne une masculinité douce : traits fins, petite taille, expressivité émotionnelle marquée, posture fragile. À l'inverse, Dean interprété par Ohm Thitiwat Ritpraset est associé à une masculinité virilisée : corps musclé, grande taille, retenue émotionnelle, prestance protectrice. La série ne laisse que peu d'ambiguïté quant à la répartition de ces rôles, rendant lisible et stabilisée la hiérarchie implicite entre les positions. Cette mise en scène participe ainsi d'une esthétisation genrée des corps masculins qui, bien que située

dans un cadre homosexuel, demeure structurée par des codes hétéronormés.

Cette différenciation ne repose pas uniquement sur des caractéristiques physiques, mais se construit également à travers la mise en scène. Par exemple, dans la scène où Pharm tente d'attraper un sachet de haricots placé en hauteur, Dean intervient en se positionnant derrière lui pour l'aider. Le cadrage renforce visuellement cette dynamique : Pharm est filmé en légère plongée tandis que Dean apparaît en contre-plongée, accentuant son statut de figure protectrice. Le corps de Dean enveloppe littéralement celui de Pharm, matérialisant une relation asymétrique où l'un protège et l'autre est protégé. La proximité physique, suivie d'un échange de regards, participe à l'esthétisation de cette différence de position. De manière plus générale, dans leurs interactions, c'est majoritairement Dean qui initie le contact physique ; qu'il s'agisse de saisir la main de Pharm, de le rapprocher de lui ou de provoquer la proximité corporelle tandis que Pharm apparaît souvent submergé par ses émotions, rougissant, détournant le regard ou restant passif face à l'initiative de l'autre. Ainsi, la série donne à voir non pas une identité de genre naturelle, mais une répétition de gestes, de postures et de rapports de pouvoir qui rendent intelligible et stable la distinction top/bottom. Cette mise en scène participe donc à une esthétisation genrée des corps masculins qui, bien qu'inscrite dans un cadre homosexuel, demeure structurée par des codes profondément hétéronormés.

2.3 Profil des spectateurs et impacts psycho-émotionnels

L'intimité entre les personnages principaux (flirt, baisers, corps dénudés) est un facteur clé de popularité. Le public thaïlandais, principalement des jeunes femmes hétérosexuelles, s'identifie souvent aux bottoms pour vivre par procuration les émotions du personnage, ce qui génère plaisir et excitation.

Une enquête en ligne auprès de 200 répondants locaux, *Motives of Thai Viewers for Consuming Y-Series* (Bunyavejchewin et al., 2024), révèle que 63,5 % des spectateurs sont des femmes (15-53 ans) et 36,5 % des hommes (15-58 ans).

La majorité est hétérosexuelle (38,5 %), de classe moyenne (58,5 %), urbaine (74,5 %) et consomme ces séries environ une fois par semaine (62 %).

Ces données confirment la logique du female gaze et la stratégie des producteurs visant majoritairement un public féminin, même si une part de spectateurs homosexuels existe.

Au-delà de la construction des personnages, les séries Boy's Love thaïlandaises jouent un rôle dans la projection internationale de l'image du pays. Elles s'inscrivent dans une stratégie de soft power, posant la question de l'interaction entre visibilité médiatique et réalités socioculturelles locales.

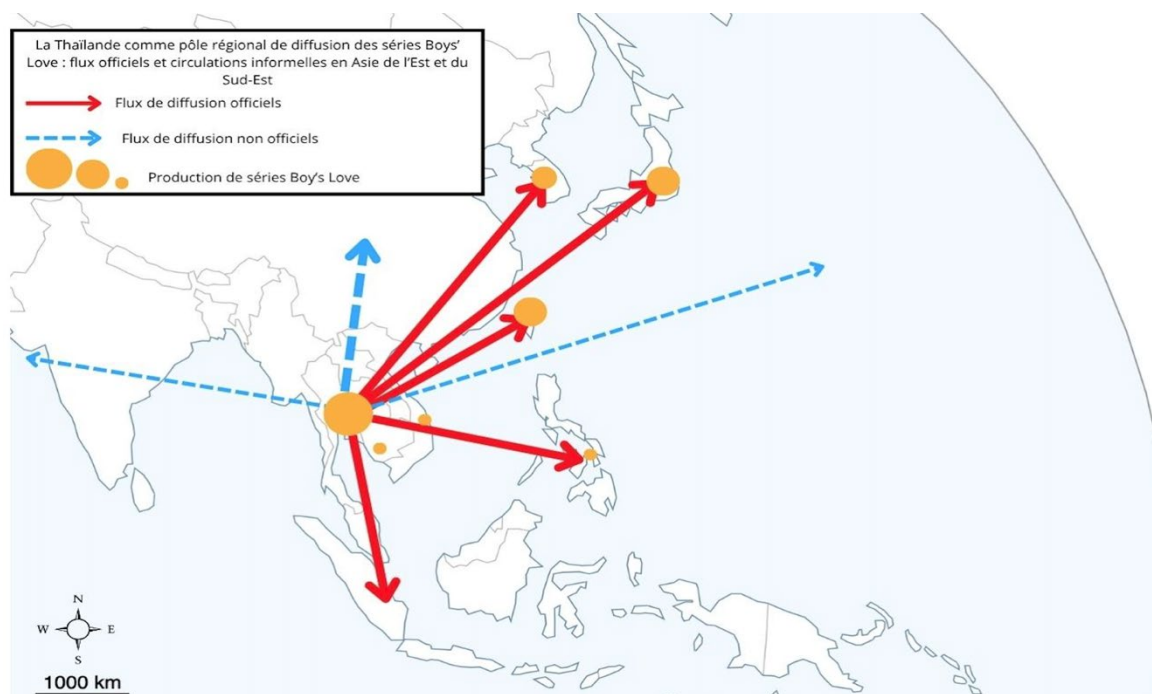
3. Les enjeux du soft power et les tensions entre image internationale et réalités socioculturelles

Les séries Boy's Love thaïlandaises remettent en question les normes traditionnelles tout en favorisant une plus grande acceptation des identités diverses, qui leur ont permis d'être en cohérence avec certains Objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD), notamment la réduction des inégalités liées au genre et à la sexualité.

Les représentations médiatiques influencent fortement les attitudes du public : une étude de GLAAD (2020) montre que l'inclusivité favorise l'empathie et réduit les préjugés envers les minorités sexuelles. Ces séries contribuent ainsi à normaliser les relations entre personnes de même sexe, répondant à une demande croissante pour des contenus diversifiés. Les travaux de Gray (2005) soulignent que la visibilité médiatique permet de déconstruire les stéréotypes et de favoriser l'acceptation. Certaines séries illustrent cette tendance à travers des représentations variées des relations LGBTQIA+, de la vie scolaire aux environnements professionnels.

Malgré l'accueil favorable du public, les politiques médiatiques peuvent limiter la diffusion, comme en Chine, pays pourtant demandeur de séries Boy's Love, créant une tension entre demande sociale et régulation. Cette dynamique met en lumière les limites et le potentiel du soft power culturel thaïlandais. Ces productions influencent les comportements sociaux envers les minorités sexuelles, génèrent des retombées économiques (divertissement, tourisme) et diffusent des valeurs culturelles thaïlandaises.

Figure 3. Positionnement de la Thaïlande dans la diffusion de séries Boys' Love



Source : réalisation de l'auteurice à partir de rapports sectoriels thaïlandais (SCB EIC ; Thai Publica ; Business Plus) et de la littérature académique sur la diffusion transnationale des séries BL (voir références). (Figure 3)

Les séries circulent par des canaux institutionnels, commerciaux et communautaires, renforçant l'influence culturelle régionale de la Thaïlande. Comme le montre la carte analytique (figure 3), le pays occupe une position centrale dans ces flux en Asie de l'Est et du Sud-Est. Les flux officiels (plateformes OTT, festivals, accords de coproduction, initiatives diplomatiques) traduisent la structuration progressive du secteur et son inscription dans des logiques d'exportation institutionnalisées. Parallèlement, des circulations non institutionnelles (sous-titrage des épisodes par des fans, réseaux sociaux, communautés transnationales) participent activement à l'expansion du phénomène, parfois en contournant les contraintes réglementaires. La superposition de ces flux révèle une hybridation des modes de diffusion, où industrie culturelle, stratégies d'influence et mobilisations communautaires renforcent la centralité thaïlandaise dans l'espace médiatique régional.

3.1 Soft power et diplomatie culturelle

Ces dynamiques s'inscrivent dans des concepts de diplomatie publique et de communication interculturelle. Les séries *Boy's Love* participent à la promotion de l'image internationale de la Thaïlande et à la réduction des écarts culturels. Le gouvernement, en partenariat avec des acteurs comme GMMTV, soutient la promotion de ces productions lors de festivals internationaux, de rencontres avec les fans et d'événements culturels organisés par les ambassades dans plus de 17 pays. Cette diplomatie culturelle renforce l'image de la Thaïlande comme société moderne, créative et LGBTQIA+ friendly, tout en stimulant le tourisme culturel et les investissements étrangers dans l'industrie audiovisuelle.

Cependant, cette influence reste partielle : la projection d'ouverture et de tolérance ne reflète pas toujours la réalité locale, où les droits des minorités sexuelles sont encore limités. Cette ambivalence montre que le soft power thaïlandais repose davantage sur une image médiatique sélective que sur une transformation sociale ou juridique complète.

3.2 Impacts économiques et valorisation culturelle

Économiquement, les séries génèrent des revenus importants grâce aux licences, aux produits dérivés et aux événements pour les fans, tant au niveau national qu'international. Elles

ouvrent des opportunités économiques via le merchandising (vêtements, objets de collection, expériences thématiques) et les stratégies de co-promotion, comme l'organisation de circuits touristiques autour des lieux de tournage. Les ventes en ligne liées aux fans en Asie peuvent représenter jusqu'à 25 % des revenus annuels dans des secteurs culturels comme le *Boy's Love* (Salathong, 2024).

3.3 Limites et tensions sociales

Les séries sont reconnues pour leur représentation des thématiques LGBTQIA+ en phase avec les mouvements mondiaux pour l'égalité, bien que la Thaïlande accorde encore peu de droits juridiques aux minorités sexuelles malgré une forte acceptation sociale. Les producteurs devraient continuer à valoriser la diversité dans les castings, les récits et les équipes de production pour maintenir la pertinence sociale et l'attrait international de leurs contenus.

Ces séries constituent un modèle de communication interculturelle et de promotion du soft power, malgré certaines critiques concernant leur représentation partielle des réalités LGBTQIA+. La présence médiatique de corps masculins stéréotypés, notamment comme ambassadeurs de marques, peut néanmoins être perçue comme un signe d'évolution sociopolitique. Si cette visibilité ne garantit pas une acceptation totale des minorités sexuelles, elle contribue à élargir le champ des possibles en matière d'ouverture sociale.

Conclusion

En conclusion, les séries *Boys' Love* thaïlandaises se sont imposées en une décennie comme un levier majeur du soft power culturel de la Thaïlande. Par leur succès international, leur rentabilité économique et leur forte circulation sur les plateformes numériques, elles participent à la construction d'une image d'un pays moderne, créatif et LGBTQIA+ friendly. Le phénomène des séries *Boy's Love* thaïlandaise illustre ainsi la capacité de l'industrie audiovisuelle thaïlandaise à transformer un genre spécifique en ressource stratégique d'influence culturelle. Toutefois, cette projection internationale d'inclusivité repose sur une représentation partielle et souvent idéalisée des réalités LGBTQIA+ locales.

Si les séries Boy's Love contribuent à normaliser les relations entre hommes dans l'espace médiatique et à élargir les imaginaires sociaux, elles reproduisent également des schémas genrés binaires et s'éloignent des enjeux juridiques et sociaux rencontrés par les minorités sexuelles en Thaïlande. Il existe ainsi une tension entre visibilité médiatique et reconnaissance structurelle des droits et tendent aussi à esthétiser, voire marchandiser, les identités LGBTQIA+ à destination d'un public majoritairement féminin hétérosexuel. Les Boys' Love thaïlandais apparaissent ainsi comme un espace ambivalent : à la fois vecteur d'ouverture symbolique et outil stratégique de valorisation culturelle. Leur succès invite à interroger les effets durables de cette visibilité internationale : constitue-t-elle un moteur de transformation sociale ou une forme d'inclusivité essentiellement médiatique et économique ?

Cette interrogation ouvre alors une piste de recherche essentielle : celle des implications de la fétichisation des masculinités asiatiques et des identités sexuelles minoritaires dans un cadre transnational dominé par un désir du corps masculin asiatique et les logiques marchandes.

Références bibliographiques

- Baudinette, Thomas (2023). *Boys Love Media in Thailand: Celebrity, Fans, and Transnational Asian Queer Popular Culture*. Londres, Bloomsbury Academic.
- Bunyavejchewin, Poowin, Tungkeunkunt, Kornphanat, Kamonpetch, Porntep, Sirichuanjun, Ketsarin et Sukthungthong, Natthanont (2024). Socio-Demographics, Lifestyles, and Consumption Frequency of Thai "Boys Love" Series Content: Initial Evidence from Thailand. *Cogent Social Sciences*, 10(1).
- Butler, Judith (2006). *Trouble dans le genre. Le féminisme et la subversion de l'identité*. Paris, La Découverte.
- Jackson, Peter A. (2011). *Queer Bangkok: 21st Century Markets, Media, and Rights*. Hong Kong, Hong Kong University Press.
- Jackson, Peter A. et Duangwises, Narupon (2020). Review of Studies of Gender and Sexual Diversity in Thailand in Thai and International Academic Publications.
- McLelland, Mark, Nagaike, Kazumi, Suganuma, Katsuhiko et Welker, James (dir.) (2015). *Boys Love Manga and Beyond: History, Culture, and Community in Japan*. Jackson, University Press of Mississippi.
- Nye, Joseph S. (1990). *Bound to Lead: The Changing Nature of American Power*. New York, Basic Books.
- Nye, Joseph S. (2004). *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. New York, PublicAffairs.
- Salathong, J. (2024). Opportunities and Challenges for the Thai Content Industry Penetrating the Japanese Market. *Political Science and Public Administration Journal*, 15(Suppl. 2), 121–134.
- SCB EIC (2025). *ไขความลับซีรีส์วายไทย เหตุใดจึงติดเทรนด์โลก*. ThaiPublica, 7 janvier. Bangkok. <https://thaipublica.org/2025/01/eic-bl-gl/>. le 24 mars 2026.
- Taweekittiviroj, Phumin et Banterng, Teerati (2025). Beyond Romance: Thai BL Series, Soft Power, and Intercultural Dynamics in China. *Asian Political Science Review*, 9(1), article 5.
- Thailand Foundation (2026). *GMMTV Nominated as TPDA 2025 Award Laureate*. Bangkok. <https://thailandfoundation.or.th/gmmtv-nominated-as-tpda-2025-award-laureate/>. le 24 mars 2026.
- The Business Plus (2026). *BL/GL: Thai Series and Their Global Impact*. Bangkok. <https://www.thebusinessplus.com/bl-gl/>. le 24 mars 2026.
- The Nation Thailand (2026). *Thai BL Industry Growth and Trends*. Bangkok. <https://www.nationthailand.com/blogs/life/entertainment/40045102> c. le 24 mars 2026.
- Zeng, J. (2024). *Original Web Dramas and Chinese Subscription Video-on-Demand Services: Patterns and Benefits*. Thèse de doctorat, University of Glasgow.
- โฉมงาม, อริสรา et เหล่าโชคชัยกุล, กาญจนา (2023). มงภาพ "ความเป็นชาย" ผ่านตัวละครเอกในซีรีส์บอยเลิฟ [Perceptions of Masculinity Through Main Characters in Boys' Love Series]. *Interdisciplinary Academic and Research Journal*, 3(1), 113–126. Maha Sara Kham, Thailand.

ARTICLE

MAN SUANG : ENTRE AMBITION D'ÉCONOMIE CRÉATIVE ET MÉCANISMES DE CONTRÔLE POLITIQUE

Nicolas Barcikowsky

Doctorant en études thaïlandaises à l'INALCO, M. Barcikowsky rédige depuis 2022 une thèse intitulée « La culture comme soft power : le cas des séries BL thaïlandaises » dirigée par Mme Doan Cam Thi et M. Theeraphong Inthano.

Résumé : La trajectoire du soft power thaïlandais est marquée par une tension inhérente entre ambitions économiques et contrôle étatique rigide. Si le gouvernement s'inspire de l'économie créative sud-coréenne, il refuse d'en adopter le pilier démocratique, promouvant un caractère thaï, une Thainess purement esthétique. Face à cette censure, les créateurs thaïlandais développent des stratégies de contournement. Le film *Man Suang* (2023) illustre cette dynamique : sous une conformité visuelle institutionnelle, l'œuvre dissimule une critique politique subversive, transformant le cinéma en espace de résistance.

Mots clés : cinéma thaïlandais, soft power, censure, résistance, *Man Suang*.

Abstract: The trajectory of Thai soft power is defined by an inherent tension between economic ambitions and rigid state control. While the government emulates the South Korean creative economy, it rejects its democratic foundation, promoting instead a purely aesthetic Thainess. Facing this censorship, Thai creators develop clever workarounds. The 2023 film *Man Suang* illustrates this dynamic: beneath its official visual conformity, the work conceals a subversive political critique, effectively transforming cinema into a space of resistance.

Keywords: Thai cinema, soft power, censorship, resistance, *Man Suang*.

Introduction

Le terme de « soft power » a fait son apparition dans l'espace politico-médiatique thaïlandais en 2015, à l'occasion de la prise

de parole d'un membre du gouvernement à la télévision (Praditsilp, 2019). Depuis cette date, la Thaïlande cherche activement à structurer son influence internationale à travers ce que Maud Quessard (2020) nomme « entertainment diplomacy » (ou diplomatie du divertissement). Selon la chercheuse, le succès d'une telle diplomatie nécessite de réunir quatre composantes essentielles : un agenda axé sur les relations internationales, une synergie entre les acteurs étatiques, privés et civils, des actions tactiques ciblées, et enfin, la production d'un divertissement porteur de messages attractifs (Quessard, 2020). Dans cette dynamique, le cinéma joue un rôle de premier plan. Des œuvres récentes telles que *Man Suang* (แมนสุวง) (2023) sont aujourd'hui soutenues comme l'avenir du soft power thaïlandais par le pouvoir culturel national, redéfinissant à ce titre la relation complexe entre les créateurs thaïlandais et les autorités culturelles nationales (Lopattananont & Korakotchamas, 2025, p. 95-96).

Cependant, l'ambition institutionnelle thaïlandaise se heurte à une confusion conceptuelle majeure entre le véritable soft power et le marketing étatique. Il convient en effet de distinguer la marque-nation de l'action stratégique de nation branding. Keith Dinnie précise ainsi : « the nation-brand is defined as the unique, multi-dimensional blend of elements that provide the nation with culturally grounded differentiation and relevance for all of its target audiences »¹ (Dinnie, 2010, p. 15).

¹ « le nation branding se définit comme le mélange unique et multidimensionnel d'éléments qui confèrent à la nation une différenciation et une pertinence culturellement ancrées pour tous ses publics cibles. » Traduction libre.

De son côté, Ying Fan définit le processus institutionnel en affirmant que « nation branding is concerned with a country's whole image on the international stage covering political, economic and cultural dimensions »² (Fan, 2010, p. 6). En Thaïlande, via le discours des « 5F »³, le nation branding semble s'appuyer sur une dimension culturelle, visant une finalité économique soutenue par la promotion touristique. Or, l'interventionnisme étatique dans le monde de l'art et de la culture présente des limites. Joseph Nye rappelle à cet égard que la simple diffusion d'un contenu culturel ne garantit pas son pouvoir d'attraction : « if the content of a country's culture, values, and policies are not attractive, public diplomacy that "broadcasts" them cannot produce soft power. It may produce just the opposite »⁴ (Nye, 2008, p. 95)

Cette mise en garde prend tout son sens dans le contexte politique thaïlandais, où la volonté de projeter une identité nationale idéalisée (la Thainess) s'accompagne d'un contrôle étatique rigide. Pour exister et s'exporter, les créateurs doivent donc constamment négocier avec les exigences institutionnelles. Le film *Man Suang* représente un exemple pertinent de ce dialogue sous contraintes (d'un côté, la nécessité d'inclure du contenu culturel thaïlandais pour bénéficier de subventions publiques, et de l'autre, d'une censure juridique et institutionnelle). En Thaïlande, ce contrôle ne se limite d'ailleurs pas à un arsenal strictement juridique ou à une censure institutionnelle directe ; il s'appuie profondément sur un climat normatif générant une forte autocensure intériorisée par les créateurs, qui connaissent précisément les limites de ce qui peut être exprimé, et qui s'est forgé par de multiples cas de censure artistique pour des raisons diverses depuis le début du cinéma thaïlandais (Hunt, 2020). Dès lors, à travers cette étude de cas, nous nous demanderons comment le cinéma thaïlandais parvient à formuler une critique sociopolitique tout en naviguant au sein

des exigences d'un soft power très encadré. Pour explorer cette dynamique, nous reviendrons d'abord sur la généalogie de la relation entre l'État et le cinéma, marquée par ces mécanismes de surveillance. Ensuite, nous aborderons la stratégie d'exportation culturelle thaïlandaise, inspirée du modèle sud-coréen, et la volonté institutionnelle de standardiser la Thainess. Enfin, l'analyse du film *Man Suang* nous permettra d'illustrer comment une œuvre, soutenue pour son potentiel de rayonnement national, peut devenir de façon détournée un espace de négociation et de dissidence.

1. La relation entre État et cinéma en Thaïlande

Dès la découverte du Kinétoscope par le roi Chulalongkorn à Singapour en 1896, la famille royale siamoise a saisi le potentiel du septième art naissant (Herrera, 2016). Au-delà du loisir, le cinéma s'est d'emblée imposé comme un outil de contrôle idéologique. Ce rôle des médias dans la construction du nationalisme est aujourd'hui bien documenté : l'identité nationale étant un projet politique continu, Sarun Krittikarn rappelle que la fabrique de la subjectivité thaïe (Thainess) passe par ces nouveaux canaux, soulignant que « nationalistic sentiment can also be aroused by the utilization of media technologies »⁵ (Krittikarn, 2010, p. 63). C'est précisément cette relation historique qui a façonné un paysage où l'intervention étatique s'exprime par deux leviers : la diffusion de valeurs nationalistes et une politique de censure rigoureuse (Musikawong, 2007; Musikawong & Khumsupa, 2022).

² « Le nation branding concerne l'image globale d'un pays sur la scène internationale, englobant ses dimensions politiques, économiques et culturelles. ». Traduction libre.

³ Les « 5F », Fashion, Food, Film, Festival et Fighting, sont un slogan pour désigner cinq des grands piliers de ce que serait la culture thaïe, à savoir : son industrie du textile, sa gastronomie, son cinéma, ses fêtes et la boxe thaïe.

⁴ « si le contenu de la culture, des valeurs et des politiques d'un pays n'est pas attrayant, la diplomatie publique qui les « diffuse » ne peut pas produire de soft power. Elle peut même produire l'effet inverse. » Traduction libre.

⁵ le sentiment nationaliste peut également être suscité par l'utilisation des technologies médiatiques.

1.1 Une généalogie de la censure cinématographique

Il n'existe pas de réel terme thaï pour traduire le concept de censure : la langue moderne recourt couramment aux anglicismes เซ็นเซอร์ (censor) ou บanned (bann).

Néanmoins, cette pratique est ancienne : déjà sous la monarchie absolue, le savoir historique était réservé à la famille royale et quiconque tentait de diffuser cette connaissance exclusive était sanctionné (Musikawong & Khumsupa, 2022).

La corrélation entre soft power et censure s'illustre de manière fondatrice dès 1923 avec *Suvarna of Siam* (นางสาวสุพรรณ). Co-produit avec le studio hollywoodien Universal, ce premier film siamois (dont les acteurs furent imposés par les Siamois, constituant leur seule marge de manœuvre selon Herrera, 2016, p. 48) fut le premier succès romantique local (Barmé, 1999; Pianwattanakulchai, 2012). Conçu sous l'impulsion de Rama VI pour projeter aux États-Unis l'image d'un royaume en développement rapide face aux puissances coloniales voisines (Ainslie & Ancuta, 2019; Kaenjan et al., 2024), le film subit l'exercice de la censure avant même toute législation. Une scène d'exécution fut en effet supprimée du scénario final pour ne pas ternir la réputation internationale du Siam, prouvant que le pouvoir royal était déjà soucieux de l'image exportée de la nation (Herrera, 2016; Hunt, 2020).

Cette volonté de contrôle s'institutionnalise formellement par décret royal avec le « Cinema Act » de 1930. Cette loi confie au Ministère de l'Intérieur l'examen préalable des films pour s'assurer que les spectateurs n'imitent pas de mauvais comportements (Musikawong & Khumsupa, 2022). Elle interdisait quatre types de représentations : la sécurité nationale, la morale, le manque de respect envers la religion, et la violence (Caillard, 2023; Kachentaraphan, 2018). En outre, la diffusion non autorisée d'un film thaï en dehors du territoire national était lourdement sanctionnée financièrement

(Herrera, 2016). C'est face à cet arsenal répressif que les créateurs ont commencé à pratiquer l'autocensure en amont.

La situation s'aggrave en 1957. À son arrivée au pouvoir, le maréchal Sarit Thanarat ajoute onze nouvelles mesures restrictives à la loi de 1930. L'argument gouvernemental invoqué pour justifier ce durcissement de la censure reposait sur le stéréotype paternaliste selon lequel « les Thaïs ne sont pas prêts » à visionner certains types de contenus (Musikawong & Khumsupa, 2022, p. 383).

1.2 La décennie du danger : de la Loi de 2008 au contrôle post-2014

La révision du Film Act en 2008 laisse à l'État le droit de bannir ou d'imposer un ratio pour un film, et les films commerciaux sont depuis soumis au contrôle du plus bas niveau du comité de censure national, sous la tutelle du Ministère de la Culture (Musikawong & Khumsupa, 2022). La loi de 2008 instaure aussi un Film and Video Consideration Committee dont la mission est de donner les autorisations à des films d'être tournés en Thaïlande, et le Film and Video Classification Committee, composé de différents experts du monde des médias, des arts et de la culture, et qui possède quant à lui un droit de regard et de classification des films, et est chargé de contrôler les droits de projection, de diffusion publicitaire et d'exportation (Kachentaraphan, 2018). Le cas de *Mundane History* (เจ้าคนกระจอก, 2009) d'Anocha Suwichakornpong est probant. Bien que le film ait été salué par de nombreuses récompenses internationales, participant de facto au soft power culturel de la Thaïlande, il fut le tout premier long-métrage à écoper de la restriction maximale « 20+ »⁶ sur son propre territoire en raison d'une scène de nudité masculine (Musikawong & Khumsupa, 2022, p. 380).

⁶ La loi de 2008 avait prévu une classification des contenus, déconseillant voire interdisant le visionnage de certaines œuvres en-dessous d'un certain âge. L'interdiction aux moins de 20 ans est la plus stricte de cette loi.

Couplé à d'autres cas emblématiques de censure politique, comme l'interdiction de *Shakespeare Must Die* (2012), ces interventions démontrent très clairement les limites de la liberté d'expression fixées par les autorités : la loi de 2008 et le climat politique post-coup d'état de 2014 montrent que l'évocation de faits historiques dérangeants (Musikawong & Khumsupa, 2022) et la transgression des normes morales constituent des lignes rouges juridiquement infranchissables, y compris lorsque les œuvres s'exportent avec succès.

1.3 La salle de cinéma et le *Thai regime of images*

Le contrôle étatique sur le septième art investit la salle de cinéma elle-même, la transformant en un espace de performance de la loyauté nationale. Le rituel de l'hymne royal, joué avant chaque projection, fait de la séance un acte de dévotion politique (Hunt, 2020, p. 27). Cette mise en scène s'inscrit dans l'« hyper-royalisme » thaïlandais, où la légitimité dépend de la démonstration rituelle et publique du respect. Or, comme le précise Thongchai Winichakul, cette contrainte est profondément assimilée par la population : « In Thailand, people also rise when the picture of the king is projected onto the screen of a public theatre before a movie begins, even though this practice is not legally required »⁷ (Winichakul, 2016, p. 9). Le fait que le public se lève de lui-même, en l'absence de stricte obligation juridique, démontre une intériorisation massive de la norme et un autocontrôle sociétal puissant.

Cette logique de la performance est indissociable du Thai regime of images théorisé par Peter Jackson. Ce système repose sur une « primauté de la surface » (Jackson, 2004, p. 181) et sur la distinction entre l'extérieur, le comportement public, et l'intérieur (p. 186). Pour l'État, la conformité de l'extérieur est prioritaire : tant que l'apparence visuelle est respectueuse des

formes, une certaine liberté peut subsister dans la profondeur des esprits.

Cette dualité s'articule parfaitement avec la théorie des arts de la résistance de James Scott (1990). Il conceptualise une dichotomie entre, d'une part, le « texte public » (public transcript), défini comme « the open interaction between subordinates and those who dominate »⁸ (Scott, 2019, p. 2) et, d'autre part, le texte caché (hidden transcript), qui caractérise le « discourse that takes place 'offstage', beyond direct observation by powerholders »⁹ (p. 4). Dans le cinéma thaïlandais, l'œuvre fusionne ces deux dimensions. La surface de l'image opère comme le public transcript : elle respecte les canons de la Thainess pour obtenir son visa d'exploitation. Cependant, cette conformité de façade sert de bouclier à un hidden transcript, logé dans les dialogues à double sens ou la symbolique visuelle, beaucoup plus subversif. La salle devient alors le théâtre d'une « négociation de pouvoir » (Thitisawat, 2015) : les réalisateurs saturent la pellicule de signes consensuels pour mieux protéger la potentielle dissidence de leur propos. C'est dans cette brèche entre la perfection de l'image officielle et l'ambivalence du récit que s'engouffre la création thaïlandaise contemporaine.

Pour comprendre les transformations contemporaines des politiques thaïlandaises encadrant l'industrie audiovisuelle, il faudra néanmoins d'abord s'intéresser aux mesures qui ont été prises depuis la fin du XX^{ème} siècle à 5 heures de vol de Bangkok, à Séoul.

⁷ En Thaïlande, les spectateurs se lèvent également lorsque le portrait du roi est projeté sur l'écran d'un cinéma avant le début d'un film, même si cette pratique n'est pas obligatoire.

⁸ L'interaction ouverte entre les subordonnés et ceux qui dominent

⁹ discours qui se déroule « en coulisses », hors de l'observation directe des détenteurs du pouvoir

2. Le mimétisme stratégique du modèle sud-coréen

2.1 Le syndrome de *Jurassic Park* et le pivot économique

L'année 1994 marque un tournant dans la politique culturelle sud-coréenne, puisqu'en cette date, le film de Spielberg *Jurassic Park* connut un succès commercial tel qu'il rapporta autant de revenus que 1,5 millions de voitures Hyundai, faisant ainsi comprendre aux autorités sud-coréennes le potentiel que représentait l'industrie audiovisuelle. C'est un changement dans l'histoire des politiques de promotion cinématographique sud-coréennes surnommé le « *Jurassic Park Syndrome* » (J. C. Kim, 2013; Ryoo, 2005; Shim, 2002).

En réponse, le gouvernement sud-coréen de Kim Young-sam (1993-1998) réagit en reclassant le cinéma comme une industrie manufacturière lourde. Ce pivot s'incarne dans la Motion Picture Promotion Law, qui vient remplacer l'ancienne loi de censure (la Motion Picture Law de 1962 (Sang-hyeok, 2007)). Cette régulation introduit des incitations fiscales pour les chaebols¹⁰ afin de stimuler l'investissement dans la production locale. Parallèlement, cette loi pose les jalons de la formation d'excellence avec la création de la School of Film, Television and Multimedia au sein de la Korean National University of Arts (KNUA) (J. C. Kim, 2013; Ryoo, 2005; Shim, 2002).

Le processus culmine avec la refonte de la Film Promotion Law en 1999. Si la version de 1995 restait initialement timide, la seconde révision de 1999 marque la naissance du Korean Film Council (KOFIC). Cette institution est lancée avec la volonté explicite de respecter la liberté de l'industrie cinématographique tout en rendant les politiques de promotion plus efficaces (Mee-hyun, 2007, p. 355). La même année, à la suite de cette nouvelle loi, on assista par exemple à la fondation la School of Film and Multimedia, sous la tutelle de la Korean National University of Arts, dont la vocation était de former de nouveaux professionnels du cinéma aux nouvelles technologies. S'appuyant sur les rapports institutionnels de

l'époque, Hye Ryoung Ok (2009, p. 46) souligne que les films sud-coréens ont systématiquement dépassé les 40 % de parts de marché au box-office à partir de 1999, franchissant même la barre des 55 % en 2003 et 2004. Cette hégémonie retrouvée s'appuie logiquement sur une modernisation des infrastructures, avec une hausse de 60 % du nombre d'écrans depuis 1996, et se traduit par une explosion de la fréquentation en salles, qui bondit de 54,7 à près de 88 millions de spectateurs entre 1999 et 2001.

2.2 La Corée du Sud : un modèle pour les politiques culturelles thaïlandaises

L'attrait de la Thaïlande pour le modèle sud-coréen s'enracine dans le constat d'un succès structurel et économique que la sphère politico-médiatique locale tente d'imiter. Selon Vanchai Tantivitayapitak, l'efficacité de Séoul s'explique d'abord par une gouvernance intégrée réunissant culture, tourisme et sports, doublée d'une force de frappe budgétaire colossale (Tantivitayapitak, 2023). Le ministère sud-coréen annonçait en effet pour 2023 allouer 844,2 milliards de wons (environ 30 milliards de bahts, contre seulement 7 milliards de bahts pour son homologue thaïlandais) à la promotion exclusive de ses exportations culturelles (You & Ministry of Culture, Sports and Tourism, 2023). Fascinée par cette rentabilité, la classe politique s'est rapidement emparée du sujet. Dès fin 2022, la stratégie de nation branding portée par le parti Pheu Thai (qui arrivera au pouvoir l'année suivante) citait ouvertement la Corée du Sud en exemple (Voice TV, 2022). Dans une déclaration de septembre 2023, Paetongtarn Shinawatra a érigé ce soft power comme outil pour extraire la Thaïlande de la « trappe des revenus intermédiaires » (Ing Shinawatra, 2023). Cette ambition se concrétise par un mimétisme institutionnel assumé, incarné par la création de la Thailand Creative Content Agency (THACCA), une agence mixte explicitement calquée sur la Korea Creative Content Agency (KOCCA) coréenne pour contourner la rigidité bureaucratique de l'État (Mahasarinand, 2023).

¹⁰ mot coréen désignant un puissant conglomérat industriel en Corée du Sud, ayant un impact fort sur l'économie du pays

Ce modèle trouve également un écho pragmatique chez les créateurs, par exemple le réalisateur thaïlandais Tee Buntit Sintanapardee souligne que l'industrie thaïlandaise des séries Boys' Love (BL) s'inspire de Séoul pour faire de la fiction un catalyseur économique, transformant l'engagement organique des fans mondiaux en tourisme pop-culturel, comme l'Université de Bangkok (Sutheepattarakool & Pride and proud, 2022). Toutefois, si la Thaïlande tente de reproduire l'enveloppe institutionnelle sud-coréenne, cette démarche reste en certains points laconique, comme nous allons le démontrer.

2.3 Le facteur de la liberté d'expression

Un des points clés sur lesquels il semble pertinent de revenir pour comprendre les différences entre les modèles thaïlandais et sud-coréen est la variable de la régulation artistique, de laquelle découle en partie la liberté d'expression des acteurs du soft power cinématographique.

Tout d'abord, en 2001, l'abolition de la censure en Corée du Sud par Kim Dae-jung apporta un vent de liberté artistique au monde culturel sud-coréen (Mee-hyun, 2007, p. 356, 418). Selon les travaux de Kim Hyae-joon, qui a occupé les fonctions de secrétaire générale du Korean Film Council (KOFIC)¹¹, promeut le rôle de la liberté d'expression et de la fin de la censure dans le déploiement de la production cinématographique de la Corée du Sud :

« It is fair to say that obtaining “freedom of expression” through the abolition of censorship has made today’s film industry competitive. That is why the Kim Dae-jung government’s abolition of censorship has been the most positively received film policy ever. Korean movies are appealing to Korean audiences, because Korean movies can deal with the various experiences of the Korean people and spark social debate. It is practically impossible to boost the competitiveness of films only with financial support when creativity is lacking, and creativity is mainly driven by “freedom of expression” » (H. Kim, 2007, p. 352).

Im Sang-hyeok ajoute qu'un changement du cadre juridique encadrant la production cinématographique depuis la fin du XX^{ème} siècle a permis d'augmenter la liberté d'expression des créateurs (Sang-hyeok, 2007).

Selon Benjamin Joinau, la démocratisation de la Corée du Sud a permis de renouveler son cinéma : « Ainsi, dès la fin des années 1980, la démocratisation a ouvert la voie à une nouvelle génération de réalisateurs et de scénaristes. À son tour, le changement de profil des créateurs a généré de nouvelles tendances », donnant naissance à « ce que l'on a appelé la « nouvelle vague coréenne » des années 1990, qui sera suivie de l'incroyable série de blockbusters (films enregistrant plus de 5 millions d'entrées dans les salles de cinéma sud-coréennes) qui caractérise les années 2000 en Corée du Sud » (Joinau, 2018, p. 110). Dans une perspective similaire, Julian Stringer démontre que l'essor du nouveau cinéma sud-coréen est intrinsèquement lié au processus de démocratisation amorcé au début des années 1990 (Stringer, 2005). Cette analyse consacre l'idée d'un rapport de causalité étroit entre l'ouverture politique et la prospérité artistique ; un discours qui prend une résonance particulière en Thaïlande, où l'on tente de reproduire le succès du modèle coréen tout en éludant parfois ses fondements démocratiques. Jisung Catherine Kim ajoute quant à elle que « With KOFIC arguing that “free expression” made films more “appealing” and “competitive,” art, politics and commerce appeared to find coexistence » (J. C. Kim, 2013, p. 5), propos sur lesquels nous concluons notre revue de la littérature sur la liberté d'expression cinématographique sud-coréenne.

Le discours sur la liberté d'expression et de la non-censure peut dès lors être considéré comme un outil indirect de promotion du soft power d'un pays par son cinéma, puisqu'il assure la qualité réaliste de cet art. Cette dynamique s'inscrit au cœur même de la théorie fondatrice de Joseph Nye. Pour lui, l'influence culturelle est par essence « a staple of daily democratic politics » (Nye, 2008, p. 95).

¹¹ organisme public moteur du rayonnement cinématographique sud-coréen)

Il rappelle que la capacité à façonner les préférences d'autrui découle d'institutions et de valeurs perçues comme légitimes et dotées d'une autorité morale, fonctionnant sur le consentement plutôt que sur la contrainte : « If I can get you to want to do what I want, then I do not have to force you to do what you do not want » (Nye, 2002). Ainsi, vouloir développer un soft power cinématographique tout en usant d'outils coercitifs ou de censure revient à amputer cette diplomatie de son moteur démocratique fondamental. Il faudrait toutefois éviter de voir un rapport causal irrévocable entre liberté d'expression et soft power. En effet, si l'on reprend le cas de la Corée du Sud, avec un focus sur la présidence de Lee Myung-Bak (2008-2013), il est à noter que de manière surprenante, un recul de la liberté d'expression fut constatable sous son mandat à une période où le soft power sud-coréen était pourtant en phase d'essor (Haggard & You, 2015, p. 1).

Un parallèle avec ce paradoxe sud-coréen peut être fait en Thaïlande à la même époque. En 2008, les propositions de Mingkwan Saengsuwan, alors Ministre du Commerce du gouvernement Samak Sundaravej (il connaissait le milieu des médias pour avoir été nommé auparavant par Thaksin Shinawatra à la tête de la chaîne de télévision MCOT¹², qui connut des années fastes sous sa direction (Kewaleewongsatorn, 2014)), reçurent un accueil mitigé de la part du monde du cinéma. Mingkwan Saengsuwan reprochait en effet au gouvernement auquel il appartenait un manque de soutien à la liberté d'expression des artistes (Ancuta, 2014, p. 39-40).

3. Vers une institutionnalisation du soft power et de la *Thainess* comme produit d'exportation

3.1 Les débuts du soft power cinématographique thaïlandais

Comme le note Kitti Prasirtsuk (2024) dans sa généalogie du soft power thaïlandais, l'utilisation du cinéma comme outil diplomatique n'a pas toujours été une évidence dans la stratégie thaïlandaise. Après la Guerre du Vietnam (1955-1975)

et la réputation de la Thaïlande comme base arrière des États-Unis, le pays tente de redorer son image, en essayant notamment de valoriser de sa culture et de sa diversité naturelle. Ce n'est qu'à partir du premier mandat de l'ancien premier ministre Thaksin Shinawatra (2001-2005) que des politiques organisées voient le jour. La stratégie thaïlandaise se diversifie, et le Premier Ministre de l'époque voit alors en la mode, la cuisine, mais aussi le cinéma de potentielles ressources de soft power pour le pays. Des projets tels que « Thai Kitchen to the World », « Bangkok Fashion City » ou le « Bangkok Film Festival » sont mis en place, mais il n'est alors pas encore question de politiques de soft power à proprement parler dans le discours politique (Prasirtsuk, 2024, p. 352-355).

3.2 La diplomatie culturelle thaïlandaise et son institutionnalisation

Le XXI^{ème} siècle politique thaïlandais s'est ouvert par des crises politiques successives, caractérisées par une instabilité, deux coups d'état en 2006 puis en 2014, deux changements de constitution en 2007 et en 2017, et de nombreuses manifestations à travers le pays. Néanmoins, malgré ce contexte ayant fragilisé l'économie et le commerce extérieur du pays en différents points, le tourisme thaïlandais était loin de battre de l'aile en 2019, année durant laquelle 39 millions de touristes étrangers sont entrés dans le pays (Prasirtsuk, 2024, p. 256). La véritable crise à laquelle a dû faire face la Thaïlande a vraisemblablement été le choc provoqué par la pandémie de Covid-19, qui par la baisse de l'afflux touristique, a non seulement fragilisé l'économie thaïlandaise, mais a en plus imposé une révision de son modèle de soft power, lequel ne pouvait plus seulement reposer sur le tourisme.

C'est dans ce contexte que le soft power a commencé à devenir un véritable sujet politique. En 2015 déjà, le terme a été employé pour la première fois dans la sphère du pouvoir (Praditsilp, 2019). A partir de 2020, lors du second mandat de Prayut Chan-o-cha, des tentatives d'institutionnalisation du soft power sont à l'œuvre.

¹² Chaîne de télévision publique aussi connue sous le nom de Channel 9, acronyme de Mass Communication Organization of Thailand

Kitti Prasirtsuk voit en la montée en popularité de la chanteuse thaïlandaise Lisa, membre du groupe de K-Pop sud-coréen Blackpink, un des éléments déclencheurs de ce qu'il considère comme un « courant de soft power » (Pachara, 2022, p. 360). Afin de capitaliser institutionnellement sur cet élan, le gouvernement a formalisé sa doctrine autour de la stratégie des 5F (Food, Film, Fashion, Fighting, Festival), érigeant ces cinq domaines en piliers officiels de sa politique de rayonnement culturel (Kaewsiya, 2023; Pachara, 2022, p. 361; Thongchai & Ministère de la Culture, 2023).

En 2022, la chanteuse et rappeuse Milli présentait au festival de musique états-unien Coachella, en Californie, son nouveau titre inédit « Mango Sticky Rice » (ข้าวเหนียวมะม่วง), une référence à un dessert thaïlandais composé de riz gluant et de mangue. Après la performance de cette chanson, les commandes de riz gluant à la mangue en Thaïlande ont explosé, et des files d'attente inattendues se formèrent devant les stands vendant ce dessert à Bangkok (ตริยรงค์อุบล, 2022). Cet événement constitua un déclic supplémentaire pour une large partie de la classe politique thaïlandaise, à commencer par le premier ministre qui se fit remarquer par son lapsus, « software » au lieu de « soft power » (Pachara, 2022). Toutefois, à un an des élections générales de 2023, c'est l'ensemble des acteurs principaux de la scène politique thaïlandaise qui multiplièrent leurs propositions pour développer le soft power national. Le Pheu Thai, parti qui gouvernera le pays un an plus tard, multiplia les propositions ; mélangeant des propositions plus ou moins claires telles que le programme « One Family, One Soft power », et d'autres projets révélant l'inspiration sud-coréenne de cette mouvance, notamment la fondation de l'agence THACCA (Thailand Creative Content Agency), visiblement calquée sur le modèle de la KOCCA, tant par son nom que par ses fonctions (Prasirtsuk, 2024, p. 363).

3.3 Une vision restrictive du pouvoir

L'approche thaïlandaise du soft power révèle une faille conceptuelle majeure : les institutions l'envisagent moins comme un espace d'émancipation créative que comme un pur opportunisme de marché. D'une part, l'action de l'État s'éclaire par le concept de « postmodernisation » de la Thainess (ความเป็นไทย) théorisé par le politologue Kasian Tejapira (2002). Selon lui, sous l'effet du capitalisme globalisé, l'identité thaïlandaise a été transformée en une simple marchandise esthétique. Elle est devenue un emballage visuel vidé de sa charge historique, un produit de consommation lisse prêt à être exporté, ce qu'illustre parfaitement la stratégie gouvernementale artificielle des 5F.

D'autre part, parce qu'il cherche entre autres la rentabilité, l'État a tendance à s'approprier les succès culturels avec un train de retard. Le parcours des séries Boys' Love (BL)¹³ est le meilleur exemple de cette récupération. Née de manière indépendante au milieu des années 2010, cette industrie a d'abord grandi en marge (Baudinette, 2019; Prasannam, 2019). Ce n'est qu'à la suite de son explosion commerciale internationale durant la pandémie de 2020 que l'État s'en est véritablement emparé. Les faits l'attestent : ce n'est qu'en 2021, face à la croissance massive des revenus d'exportation, que le Department of International Trade Promotion (DITP) a officiellement intégré le genre BL dans ses campagnes institutionnelles et ses subventions (Thai Post, 2021). L'État a ainsi parfois tendance à ne s'approprier le label soft power pour les cultures populaires contemporaines (comme le BL) qu'à partir du moment où leur rentabilité financière a déjà été validée.

Cette logique de récupération engendre de fait une faille structurelle. Puisque les critères de soutien étatique se concentrent prioritairement sur la conformité esthétique (le respect de la vitrine des 5F) et sur la rentabilité économique (la captation des audiences du BL), l'évaluation institutionnelle s'arrête à la surface commerciale de l'œuvre. Cette logique

¹³ Le Boys Love désigne un genre, en l'occurrence de séries télévisées, centré sur la représentation d'amours homosexuelles masculines. Parmi les plus emblématiques du genre, notopns SOTUS (2016), 2gether (2020) ou encore KinnPorsche (2022), série dans laquelle les acteurs principaux de Man Suang occupaient l'affiche.

purement formelle des institutions offre une brèche aux créateurs.

Comme l'a déjà amorcé le tournant politique de certaines séries BL à l'image de *Not Me* (2021) et de ses thématiques de justice sociale (Barcikowsky, 2023), les studios indépendants utilisent le cadre imposé pour glisser un discours subversif. L'exemple le plus abouti et paradoxal de cette dynamique est sans doute le film *Man Suang*, qui montre que cette grille de lecture purement formelle et comptable permet aux studios indépendants de satisfaire le cahier des charges officiel pour obtenir des financements, tout en intégrant au cœur de leur récit un discours politique subversif.

4. Le cas de *Man Suang* (แมนสุวง)

Si l'on veut décrypter le lien soft power thaïlandais et cinéma aujourd'hui, le film *Man Suang* (*Be On Cloud*, 2023) offre un exemple pertinent. Financé en partie par le Ministère de la Culture après sélection, et tenté d'être promu jusqu'au Festival de Cannes (Lopattananont & Korakotchamas, 2025), le long-métrage se présente formellement comme une vitrine consensuelle de la Thainess. Or, l'analyse du scénario révèle un détournement des décors de l'ère Rama III (1824-1851) pour ériger une satire acide d'une élite siamoise corrompue, retournant ainsi l'exigence esthétique des institutions étatiques contre la classe dirigeante qui s'en sert de paravent.

4.1 La *Thainess* en apparence

Sur le plan visuel, *Man Suang* déploie ce que James Scott (1990) nomme un public transcript : une esthétique en parfaite conformité avec le discours officiel. Le film se concentre sur l'histoire de Khem, un roturier contraint de se produire dans une sorte de cabaret chinois nommé le *Man Suang*. Le choix de faire de Khem un danseur de Khon (la danse classique masquée) n'est pas anodin : il permet au film de cocher toutes les cases du cahier des charges de la politique d'exportation des 5F (la Fashion et le Festival incarnée par les spectacles de danse, la Food parfois visible, quelques scènes de Fighting, et bien entendu le Film). En mettant en valeur des costumes traditionnels somptueux et un art patrimonial très codifié, le

film offre aux institutions exactement la vitrine esthétique et folklorique qu'elles recherchent pour la diplomatie du divertissement.

À cette convergence visuelle s'ajoute une dynamique commerciale mesurable. Le film s'appuie sur la notoriété de ses deux acteurs principaux, Apo (Nattawin Wattanagitiphat) et Mile (Phakphum Romsaithong), issue de la sous-culture *Boys' Love* (BL). La captation de cette communauté de fans transnationale assure au film une rentabilité massive, rejoignant de fait les objectifs économiques du Department of International Trade Promotion qui cherche à institutionnaliser les revenus du genre BL (Thai Post, 2021).

4.2 Le *Man Suang* comme *hidden transcript*

Cependant, dès que le spectateur pénètre dans la diégèse, l'intrigue articule un *hidden transcript* profondément subversif par le choix de son cadre spatial. Le *Man Suang* n'est pas un théâtre national, mais un établissement de divertissement clandestin et une maison close de luxe tenus par une faction des puissants marchands sino-thaïlandais, aux activités dont lesquelles la danse traditionnelle fonctionne littéralement comme une couverture. Pendant que les artistes performant sur scène pour éblouir l'audience et faire briller la culture siamoise, la haute aristocratie se cache en coulisses pour blanchir de l'argent, négocier des monopoles commerciaux et comploter contre la Couronne, à un moment charnière de l'Histoire de la Thaïlande où le voisin birman vient de tomber dans les mains des colons européens. Par cette mécanique narrative, le film donne à voir une culture officielle réduite à un masque esthétique, posé sur un système politique gangrené par la corruption.

Ce propos s'appuie également sur le profil social des personnages principaux. Contrairement à l'histoire officielle souvent centrée sur l'aristocratie, le film adopte la perspective des phrai (la classe sociale inférieure). Khem et Wan ne sont pas des héros volontaires, mais des individus sous contrainte, instrumentalisés pour voler un document compromettant. Ce regard par le bas permet de déconstruire l'image d'Épinal de l'élite dirigeante. En effet, les hauts fonctionnaires, à l'image de Phraya Bodisorn, affichent publiquement leur loyauté envers la Couronne, mais organisent clandestinement des complots.

Cette double face démontre que leurs intérêts personnels priment sur l'intérêt national.

L'assassinat de leurs propres alliés prouve ainsi que les structures de pouvoir s'affranchissent de toute morale officielle pour obéir à une stricte logique d'opportunisme politique et de captation des richesses.

Ce cynisme politique où l'allégeance à la nation n'est qu'une façade cachant des trahisons internes et des pactes contre-nature entre des factions supposées rivales a trouvé un écho direct chez l'audience thaïlandaise. Sur les réseaux sociaux, des personnalités médiatiques comme le présentateur Woody Milintachinda ont souligné la ressemblance frappante entre les manigances de l'élite dans le film et la réalité post-électorale de 2023. Man Suang agit comme un forum de critique de l'actualité politique alors récente, marquée par l'alliance gouvernementale inattendue entre le parti Pheu Thai et ses anciens adversaires pro-militaires ; une coalition cynique formée au détriment de l'intérêt des électeurs, dans le seul but de confisquer le pouvoir et de bloquer l'accès au gouvernement de la faction réformiste arrivée en tête (@Shine_TheSeries, 2023).

4.3 La déconstruction de l'hégémonie à l'ère de Rama III

De plus, Man Suang ne situe pas cette corruption à une époque aléatoire, mais sous le règne de Rama III, une période où la société voyait sa population se diversifier rapidement avec l'arrivée de minorités. Or, l'analyse historique démontre que cette ère correspond exactement à la genèse de la Thainess en tant qu'outil de domination.

Comme l'explique Paweena Mooubon, la construction de cette identité sous Rama III diffèrait de celle de la période de la monarchie absolue car elle n'avait pas pour but d'« unifier la nation ». Elle visait au contraire à ce que les différentes ethnies conservent leur culture tout en étant contraintes d'accepter « ความเหนือกว่าของ “คนไทย” » (la supériorité des « Thais ») (Mooubon, 2021, p. 47-48). L'objectif de la manœuvre était de forcer ces minorités à accepter le pouvoir supérieur des dirigeants siamois, et en particulier du roi de Thaïlande.

Cependant, cette politique cachait un profond opportunisme. Bien que les élites se posaient en garantes d'une culture supérieure, elles dépendaient financièrement des réseaux immigrés.

Mooubon souligne ainsi qu'en raison du potentiel de cette communauté,

« คนชั้นนำสยามพยายามผูกใจชาวจีนด้วยความเป็นจีน » (les élites siamoises tentaient de gagner le cœur des Chinois par la sinité) (Mooubon, 2021, p. 72). Cette complaisance stratégique assumée avait pour but d'attirer cette diaspora afin que l'économie de commerce, la production commerciale et le système monétaire au Siam se développent toujours plus. Ce double jeu historique constitue le cœur idéologique de Man Suang : l'aristocratie siamoise affiche une droiture nationaliste en public, mais s'allie secrètement aux Tua Hia (les gangs chinois) pour capter leurs richesses et financer ses complots.

En adoptant le regard des phrai, le film montre de façon très concrète que les élites agissent avant tout pour leurs intérêts personnels et financiers, bien loin de la loyauté nationale qu'elles affichent publiquement. C'est ici que l'analyse du récit rejoint les enjeux contemporains. L'État thaïlandais d'aujourd'hui cherche à exporter sa culture 'traditionnelle' dans un but purement économique, sans aucune volonté d'ouverture politique. Pourtant, cette stricte logique mercantile produit un effet inattendu. En soutenant le succès de Man Suang pour gagner des parts de marché à l'international, le gouvernement offre une visibilité mondiale à une œuvre critique. La recherche de développement économique de l'État a ainsi permis, de manière indirecte et non intentionnelle, l'exportation d'un cinéma engagé.

Cette dynamique n'est d'ailleurs pas propre à la Thaïlande : elle illustre le pragmatisme des stratégies contemporaines de soft power en Asie. À l'instar de la Corée du Sud, dont l'État instrumentalise le succès d'œuvres fustigeant ses propres fractures sociales (comme *Parasite* ou *Squid Game*) pour maximiser son nation branding et son capital diplomatique (Lee, 2022), les institutions thaïlandaises obéissent avant tout à une rationalité mercantile. Sur le marché concurrentiel des industries créatives, la capacité à capter une audience internationale prime sur l'orthodoxie politique, contraignant

l'État à s'appropriier et à exporter des œuvres qui déconstruisent pourtant son propre récit officiel.

Conclusion

L'analyse du soft power thaïlandais révèle un champ de bataille idéologique où l'ambition économique de l'État offre en même temps un espace de contestation politique à des artistes. Comme nous l'avons démontré, la Thaïlande a opéré un mimétisme stratégique sophistiqué envers le modèle sud-coréen, structurant ses institutions pour transformer la culture en un moteur de croissance (CEA, 2022).

Si le véritable soft power exige une adéquation avec des valeurs d'authenticité et de vitalité démocratique (Nye, 2004), la doctrine des autorités thaïlandaises s'entête à l'envisager comme un simple levier d'exportation économique (Vongstapanalert et al., 2024; Lopattananont & Korakotchamas, 2025).

Loin d'être une impasse, ce mercantilisme s'avère redoutablement efficace : l'État maintient sa censure mais délègue l'innovation au secteur privé, s'appropriant ensuite ses succès internationaux. C'est dans cet interstice que s'articulent les arts de la résistance de James C. Scott. Comme l'illustre Man Suang, les créateurs retournent cette rationalité marchande en fournissant le « texte public » traditionnel exigé par les institutions pour mieux financer et exporter un « texte caché » subversif. Ainsi, mû par des impératifs purement économiques, l'État thaïlandais finit par promouvoir à l'international les œuvres mêmes qui déconstruisent son propre récit officiel.

Références bibliographiques

Ainslie, Mary J. et Ancuta, Katarzyna (dir.) (2019). *Thai cinema : The complete guide*. Londres, Bloomsbury Academic.

Ancuta, Katarzyna (2014). *Surf's Up; The Korean Wave and Thai Cinema*. Dans Jason B. Lim (dir.) *The Korean Wave in Southeast Asia : Consumption and Cultural Production*. Petaling Jaya, Strategic Information and Research Development Centre.

Barcikowsky, Nicolas (2023). *Séries télévisées, jeunesse et politique en Thaïlande*. Saison, la revue de séries, 3 (5): 117-126.

Barmé, Scot (1999). *Early Thai Cinema and Filmmaking : 1897-1922*. *Film History*, 11 (3): 308-318.

Baudinette, Thomas (2019). *Lovesick, The Series : Adapting Japanese 'Boys Love' to Thailand and the creation of a new genre of queer media*. *South East Asia Research*, 27 (2): 115-132.

Caillard, Dorian (2023). *New Thai Cinema and the Poetics of Resistance : Unforgetting the Thammasat University Massacre in Anocha Suwichakornpong's By the Time It Gets Dark (2016)*. *Third Text*, 37 (4): 431-448. <https://doi.org/10.1080/09528822.2023.2290383>

CEA (2022). *บอร์ดซอฟต์แวร์ฯ 3 เรื่อง 2 ยุทธศาสตร์เร่งดัน Soft Power ไทย สู่วorld* [Le comité du soft power met en avant 3 sujets et 2 stratégies pour propulser le Soft Power thaï sur la scène mondiale]. CEA (Bangkok), 9 décembre 2022, <https://www.cea.or.th/th/news/soft-power>, c. le 7 avril 2026.

Dinnie, Keith (2010). *Nation branding*. Londres, Taylor and Francis.

Fan, Ying (2010). *Branding the nation : Towards a better understanding*. *Place Branding and Public Diplomacy*, 6 (2): 97-103. <https://doi.org/10.1057/pb.2010.16>

Ferrari, Olivier et Arunotai, Narumon Hinshiranan (2018). *La Thaïness ou la pratique de l'idéologie culturelle en Thaïlande*. Dans Narumon Hinshiranan Arunotai, Jacques Ivanoff et Arnaud Leveau (dir.) *Thaïlande : Aux origines d'une crise*. Bangkok, Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine.

Haggard, Stephan et You, Jong-Sung (2015). *Freedom of Expression in South Korea*. *Journal of Contemporary Asia*, 45 (1): 167-179. <https://doi.org/10.1080/00472336.2014.947310>

Herrera, Amandine (2016). *Histoire du cinéma thaï de 1945 à 1970 : L'ère des fictions populaires en 16mm*. Paris, Université Sorbonne Paris Cité, thèse de doctorat non publiée. <https://www.theses.fr/2016USPCA128>, c. le 7 avril 2026.

Hunt, Matthew (2020). *Thai cinema uncensored*. Chiang Mai, Silksworm Books.

Im, Sang-hyeok (2007). *Freedom of Speech and Cinema : The History of Korean Film Censorship*. Dans Mee-hyun Kim (dir.) *Korean Cinema : From Origins to Renaissance*. Séoul, Communication Books.

Jackson, Peter A. (2004). *The Thai regime of images*. *Sojourn: Journal of Social Issues in Southeast Asia*, 19 (2): 181-218.

Joinau, Benjamin (2018). Aux origines de la vague sud-coréenne : Le cinéma sud-coréen comme soft power. *Pouvoirs*, 167 (4): 107-120. <https://doi.org/10.3917/pouv.167.0107>

Kachentaraphan, Paiboon (2018). Film Regulation in Thailand. *International Journal of Management and Applied Science*, 4 (12): 49-54.

Kaenjan, Chanon et al. (2024). ภาพยนตร์ไทยกับการสร้างเมืองเพื่อการส่งเสริมการท่องเที่ยว [Les films thaïlandais et la construction de la ville pour la promotion du tourisme]. *Journal of Vongchavalitkul University (Humanities and Social Sciences)*, 2 (1).

Kaewsiya, Pimonphan (2023). ประเภท Soft Power (5F) ที่ใช้สื่อสารส่งผลต่อการตัดสินใจ มาท่องเที่ยวจังหวัดนครศรีธรรมราช [Le type de Soft Power (5F) utilisé pour la communication et son effet sur la décision de voyager dans la province de Nakhon Si Thammarat]. *วารสารกองทุนพัฒนาสื่อปลอดภัยและสร้างสรรค์ - Journal of Thai Media Fund*, 2 (2). <https://so04.tcithaijo.org/index.php/tmfjournal/article/view/265865>, c. le 7 avril 2026.

Kewaleewongsatorn, Srisamorn (2014). MCOT stuck in the twilight zone. *Bangkok Post (Bangkok)*, 19 mai 2014, <https://www.bangkokpost.com/life/tech/410448/mcot-stuck-in-the-twilight-zone>, c. le 7 avril 2026.

Kim, Hye-joon (2007). A History of Korean Film Policies. Dans Mee-hyun Kim (dir.) *Korean Cinema : From Origins to Renaissance*. Séoul, Communication Books.

Kim, Jisung Catherine (2013). *The Intimacy of Distance : South Korean Cinema and the Conditions of Capitalist Individuation*. Berkeley, UC Berkeley, thèse de doctorat non publiée. <https://escholarship.org/uc/item/42f9j7mr>, c. le 7 avril 2026.

Kim, Mee-hyun (2007). *Korean Cinema : From Origins to Renaissance*. Séoul, Common Books.

Krittikarn, Sarun (2010). Entertainment Nationalism. Dans Søren Ivarsson et Lotte Isager (dir.) *Saying the Unsayable: Monarchy and Democracy in Thailand*. Copenhagen, NIAS Press. https://www.academia.edu/download/63400439/Saying_the_Unsayable_Monarchy_and_Democracy_in_Thailand_2010oks200522-21221-6ttjv0.pdf#page=72, c. le 7 avril 2026.

Lee, Seow Ting (2022). Film as cultural diplomacy : South Korea's nation branding through *Parasite* (2019). *Place Branding and Public Diplomacy*, 18 (2): 93-104. <https://doi.org/10.1057/s41254-020-00192-1>

Lopattananont, Thitinan et Korakotchamas, Passawan (2025). A Pathway to Thai Soft Power : An Exploration of Soft Power Proposals in Post-COVID Thailand. *Journal of Business, Innovation and Sustainability (JBIS)*, 20 (1). <https://doi.org/10.71185/jbis.2025.273991>

Mahasarinand, Pawit (2023). Political views on Thailand's soft power. *The Nation Thailand (Bangkok)*, 16 mai 2023, <https://www.nationthailand.com/blogs/thailand/politics/40027688>, c. le 7 avril 2026.

Ministry of Culture, Sports and Tourism (2023). Budget for K-content Finalized at KRW 844.2 Billion for 2023. Promotion of K-content to receive intensive attention as a gamechanger for the export landscape. Ministry of Culture, Sports and Tourism (Séoul), 19 janvier 2023, <http://www.mcst.go.kr/english/policy/pressView.jsp?pSeq=215>, c. le 7 avril 2026.

Mooubon, Paweena (2021). การสร้างเสริมพระราชอำนาจนำในรัชกาลพระบาทสมเด็จพระนั่งเกล้าเจ้าอยู่หัว ผ่านการนิยามความหมายของ “ความเป็นไทย” อย่างสยามเก่า [Définir le sens d'une « Ancienne Thainess » sous le règne du roi Rama III]. *The Journal of the Thai Khadi Research Institute*, 18 (1): 46-78.

Musikawong, Sudarat (2007). Working practices in Thai independent film production and distribution. *Inter-Asia Cultural Studies*, 8 (2): 248-261. <https://doi.org/10.1080/14649370701238722>

Musikawong, Sudarat et Khumsupa, Malinee (2022). Film is dangerous : Ten years of censorship in Thailand's cinema, 2010–2020. *South East Asia Research*, 30 (3): 377-394. <https://doi.org/10.1080/0967828X.2022.2129429>

Nye, Joseph S. (2002). Why military power is no longer enough. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2002/mar/31/1> c. le 7 avril 2026

Nye, Joseph S. (2008). Public Diplomacy and Soft Power. *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 616 (1): 94-109. <https://doi.org/10.1177/0002716207311699>

Nye, Joseph S. et Kim, Youna (2019). Soft power and the Korean wave. Dans Youna Kim (dir.) *South Korean popular culture and North Korea*. Londres, Routledge.

Ok, Hye Ryoung (2009). The Politics of the Korean Blockbuster : Narrating the Nation and the Spectacle of 'Glocalisation' in 2009 Lost Memories. *Transnationalism and Film Genres in East Asian Cinema*, 29 (2): 37-47.

Pachara (2022). จาก Soft power สู่ Software ชมคลิป์นาที่ ประยุทธ์ ตอบสื่อปมผลัดถิ่น ข้าวเหนียวมะม่วง [Du Soft power au Software : vidéo de Prayut répondant aux médias sur la promotion du Mango Sticky Rice]. Thaiger, 19 avril 2022, <https://thethaiger.com/th/news/559219/>, c. le 7 avril 2026

Pianwattanukulchai, Araya (2012). ปัญหาและอุปสรรคทางกฎหมายในการบังคับใช้พระราชบัญญัติภาพยนตร์และวีดิทัศน์ พ.ศ.2551 [Problèmes et obstacles juridiques à l'application de la loi sur les films et vidéos B.E. 2551]. Bangkok, Sripatum University, mémoire de maîtrise non publié.

Praditsilp, Walakkamol (2019). Crafting soft power in Thailand. Sydney, Macquarie University, thèse de doctorat non publiée. https://figshare.mq.edu.au/articles/thesis/Crafting_soft_power_in_Thailand/19428293?file=34520183, c. le 7 avril 2026.

Prasannam, Natthanai (2019). The Yaoi Phenomenon in Thailand and Fan/Industry Interaction. *Plaridel Journal*, 16 (2): 63 89.

Prasirtsuk, Kitti (2024). ถอดรหัส Soft Power ไทย : คืออะไร ขับเคลื่อนอย่างไร จากบทเรียนเกาหลี จีน และญี่ปุ่น [Décoder le Soft Power thaïlandais : Qu'est-ce que c'est ? Comment le piloter ? Les leçons de la Corée, de la Chine et du Japon]. Bangkok, Sangdao.

Quessard, Maud (2020). Entertainment Diplomacy. Dans Thierry Balzacq, Frédéric Charillon et Frédéric Ramel (dir.) *Global Diplomacy*. Cham, Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-030-28786-3_20

Ryoo, Woongjae (2005). The Role of the State in the National Mediascape : The Case of South Korea. *Global Media Journal*, 4 (6). <https://www.globalmediajournal.com/peer-reviewed/the-role-of-the-state-in-the-national-mediascapethe-case-of-south-korea-35125.html>, c. le 7 avril 2026.

Scott, James C. et al. (2019). La domination et les arts de la résistance : Fragments du discours subalterne. Paris, Éditions Amsterdam.

Shim, Doobo (2002). South Korean Media Industry in the 1990s and the Economic Crisis. *Prometheus*, 20 (4): 337 350. <https://doi.org/10.1080/0810902021000023336>

Shinawatra, Ing (2023). Publication de Ing Shinawatra. Facebook, 14 septembre 2023, <https://www.facebook.com/ingshin21/posts/ตั้งแต่ปักหมุดนโยบายซอฟต์พาวเวอร์แล้ว-ที่เพื่อไทยถูกตั้งคำถามว่า-ทำไมเรายังใช้คำ/858397472314315/>, c. le 7 avril 2026.

Stringer, Julian (2005). *New Korean Cinema*. Édimbourg, Edinburgh University Press. <https://doi.org/10.1515/9781474472579>

Suthipattarakul, Krongkamol et Pride and proud (2022). เปิดปม “ความหลากหลายทางเพศ” ที่ไม่มีจริง! ? ใน “ซีรีส์วาย” ผ่านมุมมอง “ดี—บัณฑิต” ผู้กำกับ “นับสิบจะจูบ” [Révéler la « diversité de genre » qui n'existe pas ! ? dans les « séries Y » à travers le regard de « Tee-Bundit », réalisateur]. *bangkokbiznews* (Bangkok), 30 juin 2022, <https://www.bangkokbiznews.com/lifestyle/1012896>, c. le 7 avril 2026.

Tantivitayapitak, Vanchai (2023). เปลี่ยนกระทรวงวัฒนธรรมเกรดซี ให้เป็นหัวหอกของซอฟต์พาวเวอร์ [Faire du ministère de la Culture de grade C le fer de lance du soft power]. *The 101 World*, 25 mai 2023, <https://www.the101.world/ministry-of-culture-to-soft-power/>, c. le 7 avril 2026.

Tejapira, Kasian (2002). The postmodernisation of Thainess. Dans Shigeharu Tanabe et Charles F. Keyes (dir.) *Cultural crisis and social memory : Modernity and identity in Thailand and Laos*. Londres, Routledge Curzon.

Thai Post (2021). รัฐบาลเดินหน้าดันซีรีส์วายบุกตลาดโลกหลังยอดส่งออกโต [Le gouvernement continue de pousser les séries BL vers l'avant après une hausse des exportations]. *Thai Post* (Bangkok), 4 juillet 2021, <https://www.thaipost.net/main/detail/108545>, c. le 7 avril 2026.

Thitisawat, Jutatip (2015). From Censorship to Rating System : Negotiations of Power in Thai Film Industry. *The Asian Conference on Media and Mass Communication 2015 Official Conference Proceedings*.

Thongchai, Bird et Ministry of Culture (2023). วัฒนธรรมละครและภาพยนตร์ไทย | THAI 5F SOFT POWER [Culture des fictions télévisées et des films thaïlandais | THAI 5F SOFT POWER], 10 mars 2023. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=pSu3VWC_0Jc, c. le 7 avril 2026.

Trairongubon, Napasorn (2022). กิน ‘ข้าวเหนียวมะม่วง’ ยังไงให้กลายเป็น Soft Power เมื่อ Milli โปรโมทเมืองไทยแบบปังๆ ในเสี้ยววินาที [Comment le fait de manger du ‘Mango Sticky Rice’ devient du Soft Power lorsque Milli promeut la Thaïlande en une fraction de seconde]. *Onceinlife*, 19 avril 2022, <https://onceinlife.co/milli-soft-power>, c. le 7 avril 2026.

Voice TV (2022). ‘อิงค์’ ชงคนอุตสาหกรรมหนัง ดันซีรีส์วายไทยให้ดังระดับโลก [‘Ing’ incite les professionnels de l'industrie du film à propulser les séries Y thaïlandaises au niveau mondial]. *Voice TV* (Bangkok), 30 novembre 2022, <https://www.voicetv.co.th/read/Gy8WBA-wz>, c. le 7 avril 2026.

Vongstapanalert, Worakamon ; Jandum, Sutsawad et Teppimol, Sudarat (2024). Soft Power and Thailand's Cultural Selling Points. *Arts of Management Journal*, 8(1), 382–400.

Winichakul, Thongchai (2016). *Thailand's hyper-royalism : Its past success and present predicament*. Singapour, ISEAS Publishing.

@Shine_TheSeries (2023). " คนเขียนบท แมนสรวง คือ หมอดูหรือเปล่า? ? Plot เรื่องคือประเทศไทยวันนี้.. ", 30 août 2023. Twitter.

https://x.com/Shine_TheSeries/status/1696749586684223752, c. le 7 avril 2026.

ARTICLE

BOUDDHISME ET SOFT POWER EN THAÏLANDE

Manuel Litalien

Manuel Litalien est professeur agrégé (Nipissing University) et codirecteur de l'Observatoire des droits de la personne (ODP) (Université de Montréal). Ses recherches traitent des régimes providentiels, de l'activisme du bien-être, de la philanthropie, de l'économie morale, de diasporas, de la religion et des mouvements théologico-politiques transnationaux en Asie du Sud-Est. Il occupe un poste de professeur invité à l'Université Mahidol, en Thaïlande (2013-).

Andréanne Brunet Bélanger

Andréanne Brunet-Bélanger est chercheuse postdoctorale (Université Saint-Paul / Université Nipissing). Ses recherches portent sur les mouvements sociaux et l'activisme, tant juridiques que politiques, au sein de groupes historiquement marginalisés, notamment les communautés autochtones et les diasporas. Ses travaux récents explorent la philanthropie informelle et la maternité comme vecteurs d'engagement social et politique.

Résumé : Wang Huning (1993), en étudiant les écrits de Nye (1990) ainsi que l'influence de la Chine à l'étranger, avançait que la culture était l'une des principales sources du « soft power ». Dans le cas du pays du sourire, les exemples sont nombreux, notamment le bébé hippopotame Moo Deng, présenté comme ambassadeur culturel de la Thaïlande, ou encore la célèbre chanteuse Lisa Manobal, anciennement membre du groupe Blackpink, désignée comme un modèle du soft power. De plus, le Bureau du Conseil national de développement économique et social valorise ce terme dans son treizième plan national de développement économique et social (2023-2027). La culture est ainsi présentée comme moteur de promotion du pays. L'objectif est ici d'adopter cette approche afin d'aborder le rôle de la religion, particulièrement le bouddhisme, comme l'un des instruments à la disposition des autorités thaïlandaises pour renforcer leur visibilité sur la scène internationale. La récente visite au Bhoutan du roi Maha Vajiralongkorn Phra Vajiraklaochaoyuhua s'inscrit dans cette nouvelle forme de diplomatie dont l'objectif est de renforcer le capital politique et culturel du pays à l'étranger (Chachavalpongpun, 2024).

Mots clés : soft power, bouddhisme, Thaïlande, diplomatie culturelle, diplomatie religieuse

Abstract: Wang Huning (1993), studying Nye's (1990) writings and China's international influence, argued that culture was one of the primary sources of "soft power." In the case of the Land of Smiles, examples abound—from the baby hippopotamus Moo Deng presented as a cultural ambassador, to renowned singer Lisa Manobal, designated a model of soft power. Furthermore, the National Economic and Social Development Council promotes the concept in its 13th National Economic and Social Development Plan (2023–2027). Culture is thus presented as a driver of national promotion. This article examines the role of religion—particularly Buddhism—as one of the instruments available to Thai authorities for strengthening their visibility on

the international stage. The recent visit to Bhutan by King Maha Vajiralongkorn Phra Vajiraklaochaoyuhua is emblematic of this new form of diplomacy aimed at reinforcing the country's political and cultural capital abroad (Chachavalpongpun, 2024).

Keywords : soft power, Buddhism, Thailand, cultural diplomacy, religious diplomacy

Introduction

Comment aime-t-on se souvenir de la Thaïlande? Quelle est sa marque de commerce? Le pays évoque quelle émotion? La soie (Jim Thompson)? La danse (diplomatie de la danse thaïe) (Praditsilp et Pongsakornrungsilp, 2023)? La nourriture (gastro-diplomatie)? Les plages idylliques? Le sourire? L'accueil chaleureux? Sa vie nocturne? Sa médecine traditionnelle (massage)? Son système de santé moderne et universel? Ses contrastes? La boxe thaïe, par exemple, projette cette image d'une culture forte pouvant être associée à la sécurité nationale; cette image contraste avec celle du bouddhisme qui présente plutôt une culture pacifique et bienveillante, fondée sur des préceptes moraux stricts comme celui de bon karma.

La culture va bien au-delà de la tradition, c'est un pouvoir (Hall, 1997). Partant de cette affirmation, comment ce pouvoir se traduit-il en Asie, plus particulièrement en Thaïlande? La question de la diplomatie culturelle se trouve ainsi bien située

au centre de l'analyse du soft power en Asie (Hagelstein, 2014; Winder, 2021).

Le cas du pays du sourire reste plutôt dans l'ombre de pays comme la Chine ou encore celui de l'Inde qui sont plus souvent cités (Chachavalpongpun, 2024; Raymond, 2020; Pinyasin et Cheeppensook, 2025). Quels sont toutefois les ressorts de la diplomatie informelle pour des pays comme la Thaïlande?

La Thaïlande se retrouve au carrefour culturel entre ces deux immenses poids lourds du soft power sur la scène internationale, entre les Instituts Confucius et Bollywood. Comment le royaume parvient-il à se démarquer de ces géants? En effet, selon le Lowy Institute et son Asia Power Index (2025)¹⁴, globalement, la Chine obtient un score de 73,7%, en deuxième place, alors que l'Inde est à 40%, en troisième place. La Thaïlande, quant à elle, se place au onzième rang à 20,1%, ce qui la place juste après la Malaisie (20,5%), dixième, ou encore l'Indonésie (22,4%), neuvième, Singapour (26,8%), huitième, ou la Corée du Sud (31,5%), septième. Le Japon, de son côté, obtient un score de 38,8%, le quatrième en importance. En termes de projection et d'influence culturelle, le pays du sourire ne décroche qu'un score de 25,6%, ce qui le positionne en neuvième place (Patton et Sato, 2025).

C'est dans ce contexte que cet article examine le rôle du bouddhisme comme vecteur central du soft power thaïlandais, en analysant ses dimensions politiques, culturelles et diasporiques dans un environnement géopolitique mondialisé.

1. La dimension politique du soft power thaïlandais : le bouddhisme comme ressource d'influence

Variable souvent négligée voire carrément oubliée, le bouddhisme est indissociable du soft power en Thaïlande. Il est notamment inséparable du nationalisme thaï et il est

encore aujourd'hui utilisé par les autorités politiques pour promouvoir le patriotisme (Tonsakulrungruang, 2021). Dans ce contexte, l'antipatriotisme, par exemple, est associé aux personnes qui insultent la religion, soit le bouddhisme, ou encore la monarchie, perçus comme témoignant d'un profond mépris envers la culture nationale et les institutions politiques traditionnelles du royaume. En effet, le bouddhisme est une ressource se situant au centre des produits culturels du pays dont l'objectif est de construire ses relations avec un public étranger (Praditsilp, 2019). Ce dernier point concerne notamment le secteur du tourisme, où l'on met en scène des images de moines bouddhistes thaïs, détenteurs d'une sagesse ancestrale, promoteur d'une sérénité intérieure et contributeur d'une société paisible, pacifique, voire démocratique. Les moines s'offrent comme porteurs du respect des droits et libertés favorisant le développement non seulement intérieur, mais aussi social. Le bouddhisme est également synonyme de vertu civique thaïlandaise, ainsi que de force démocratique (démocratie-dhammique) (Liogier, 2007), constituant un outil aux plusieurs fonctions, comme celui d'effectuer la promotion d'un citoyen spirituellement actif pour communiquer une certaine forme de sérénité politique fondée sur l'autonomie et la dépendance à soi (Niyom et Monboonliang, 2022). Il sert aussi de fondement de base pour l'économie de suffisance bouddhiste dont les valeurs phares sont le développement durable et la protection de l'environnement. Idéologie élaborée par le roi Bhumibol Adulyadej, Rama IX, dès 1974, elle a depuis été adoptée par les Nations Unies comme élément phare des Objectifs de développement durable (ODD) et de l'Agenda 2030.

Plusieurs questions méritent toutefois d'être soulevées dans un contexte du soft power mondialisé où la Chine cherche progressivement à étendre son influence culturelle en Asie du Sud-Est : la compétition est impitoyable. Le bouddhisme thaï devient ici non seulement une façon d'affirmer sa souveraineté territoriale et culturelle, mais aussi un outil pour renforcer le lien entre différentes nations à travers une diplomatie culturelle et religieuse (Zheng et Liu, 2024).

¹⁴ Évalué selon huit mesures : capacité économique, militaire, résilience, ressources à venir, relations économiques, réseaux de défense, influence diplomatique et finalement influence culturelle. Voir : <https://power.lowyinstitute.org/data/power>. Consulté le 7 avril 2026.

Pourquoi alors s'intéresser au rôle du bouddhisme dans un contexte géopolitique et économique mondialisé? Pour attirer davantage de touristes?

Ou serait-il question de promouvoir une certaine éthique bouddhique pour lutter contre les grands défis actuels, comme les changements climatiques, le développement durable, le néolibéralisme ou encore les menaces impérialistes grandissantes? La diplomatie bouddhiste thaï peut-elle faire contrepoids à ces menaces du hard power?

Le pouvoir culturel du bouddhisme, c'est d'être en mesure d'établir des relations culturelles au-delà de ses propres frontières nationales et de soutenir des liens économiques et politiques. Par exemple, la popularité insoupçonnée des téléseries dramatiques thaïlandaises au Cambodge, au Myanmar et au Laos. Certaines comme *The Believers* apportent une critique du système de don bouddhiste, tout en faisant la promotion du bouddhisme. De plus, dans un contexte régional et mondial marqué par des tensions géopolitiques croissantes, la politique de la diplomatie culturelle bouddhique reste pertinente. Elle dépasse, en effet, largement l'industrie du tourisme en Thaïlande, bien que celle-ci soit importante, entre 14 et 16 milliards de dollars américains en 2022, plus de 35 millions de visiteurs en 2024 (TAT, 2024; Thailand Foundation, 2024). En effet, elle se transforme en une méthode d'influence et d'expression culturelle qui s'oppose à la diplomatie coercitive entre les puissances étatiques, misant sur l'attraction culturelle.

Souvent associée à la culture, la religion est une variable que Max Weber considérait comme prépondérante pour comprendre les phénomènes sociaux. En ce sens, impossible de dissocier efforts diplomatiques, relations internationales et système de valeurs religieuses bouddhiques en Thaïlande. En effet, dans une société où le bouddhisme reste fortement inscrit dans le tissu social, chaque citoyen bouddhiste devient potentiellement porteur du soft power bouddhique (Liogier, 2007). La question des perspectives devient ainsi essentielle, car il existe une diversité d'opinion sur la constitution du soft power thaï qui va bien au-delà du point de vue des autorités politiques ou religieuses, comme celui du clergé bouddhique. Les réponses seront à la fois divergentes et convergentes, dépendamment des contextes, des régions et aussi

dépendamment des organisations bouddhiques ou des nouveaux mouvements bouddhistes. Le clergé en Thaïlande, en apparence homogène par sa centralisation et son orthodoxie, est en réalité complexe, et ce, malgré son institutionnalisation. En effet, il ne bénéficie pas d'un monopole sur la question du bouddhisme au royaume où subsistent des groupes bouddhistes marginalisés. La question de la projection, centrale au soft power, souligne aussi l'importance des exportations culturelles religieuses, mais aussi de la marque de commerce du bouddhisme (Thailand Foundation, 2024). Comment la choisir et aussi à travers quelle diversité et quel médium? Force est de constater que la diaspora thaïlandaise reste un important moteur de promotion de l'identité culturelle bouddhiste à l'international qui est également multiple.

Un des nombreux usages du bouddhisme comme instrument de soft power réside dans la manière dont le gouvernement thaïlandais mobilise sa diaspora. Domaine d'étude encore peu exploré et qui se concentre surtout sur la sécurité nationale, l'activisme des dissidents politiques, le flux migratoire temporaire ou encore sur les défis que représente le retour de cette diaspora au pays (Musikawong, 2009; Phongsiri et Thongyou, 2012; Niyomsilpa et al., 2018; Proyrungroj, 2024). Et pourtant, avec l'appui du Sangha Supreme Council et du National Office of Buddhism (NOB), l'État parraine des missions monastiques à l'étranger, incluant la construction et l'entretien de temples destinés aux communautés thaïlandaises (Kitiarsa, 2010; Dubus, 2018; Duangchai, 2018). D'après les données récentes, environ 360 temples bouddhistes thaïlandais sont répartis dans 27 pays (ECOI 2011). Ces initiatives ne se limitent pas à des fonctions religieuses : elles servent également de centres culturels et sociaux, offrant à la diaspora thaïlandaise des espaces de sociabilité, de soutien spirituel et de maintien des liens transnationaux avec la Thaïlande (Fresnoza-Flota, 2022; Härkönen, 2024). Par ailleurs, des programmes de formation pour des moines missionnaires (phra thammathut) sont organisés par le gouvernement et les institutions monastiques, afin d'assurer la transmission et la pérennité des pratiques bouddhistes et de la culture thaïlandaise dans les communautés diasporiques, notamment en Europe, en Amérique et en Asie (Kitiarsa, 2010). La croissance rapide de la diaspora thaïlandaise offre également une réflexion sur la

capacité de produire et d'instrumentaliser une image de la Thaïté à divers fins culturels, économiques et politiques, bénéfique à la projection du soft power thaïlandais (Reynolds, 2001).

2. Quand le politique et le religieux se conjuguent : ancrages nationaux et projections internationales

2.1 Échelle nationale

Le soft power Thaïlandais peut compter sur un solide cadre politico-légal, celui de la Constitution. En effet, le chef de l'état, soit le roi, doit être bouddhiste selon la Constitution (Section 7) et protecteur de sa vitalité au royaume. Le Monarque occupe d'autres fonctions vitales, comme celui de défenseur des religions, ou encore commandant des forces de l'Armée thaïlandaises. L'État a également l'obligation de soutenir et de protéger le bouddhisme (Section 67). Le clergé et la monarchie se trouvent ainsi interreliés au royaume, où plus de 94% de la population se définit comme bouddhiste. Historiquement, la question du nationalisme étatique et du bouddhisme sont indissociables (Tonsakulrungruang, 2021). La continuité politico-historique se trouve dans ce contexte valorisé à travers la monarchie bouddhiste et les pratiques communautaires renforcées par le rôle du clergé bouddhique dans la culture politique. Ce cadre politico-légal thaï peut également s'exporter, puisqu'en 2018 le Cambodge s'inspire et adopte un article sur la protection de sa monarchie bouddhiste, semblable à l'Article 112 en Thaïlande.

Un autre sujet passé sous silence, la contribution des projets royaux comme vecteur de développement économique bouddhiste nationale et internationale. Le marché du café, par exemple, prend sa source dans le soutien du monarque dès 1969, initié à l'époque par le roi Bhumibol Adulyadej et toujours soutenu par le roi actuel, et ce, afin de lutter contre la déforestation, la culture de l'opium, ou encore de la culture sur brûlis ou abattis-brûlis (slash-and-burn). Ce projet royal couvre plus de 22 zones de production de fèves de café dont la production annuelle dépasse les 16 000 tonnes. Le pays en

2023 se situait au 35^{ème} rang des producteurs de café, donc loin derrière le Vietnam près de 2 millions de tonne ou encore de l'Indonésie (plus 700 000 tonnes). Toutefois, la Thaïlande se démarque par la production de produits de luxe, comme la marque de café Black Ivory¹⁵, le seul café au monde raffiné par les éléphants¹⁶. Ainsi, en dégustant votre café du village Doi Chaang, à Chiang Rai, une initiative du secteur privé, ce dernier projet est malgré tout, issu de l'héritage et de l'influence bénéfique d'une économie de suffisance bouddhiste. Café disponible à North Bay, en Ontario, gage du caractère international de ce soft power de la Thaïlande. Par ailleurs, la Royal Project Foundation a plus de 4700 projets dont certains produits sont reconnus à l'étranger.

La musique également instrument du soft power thaï est à l'occasion imprégnée du bouddhisme. Notons ici la chanson An Ever Lasting Light, paroles composées par James Flynn et musique par Keithen Carter, chantée par un groupe d'artistes de plus de 8 nations, en hommage au défunt roi Bhumibol (Rama IX). La vidéo refait surface chaque année le 13 octobre, date du décès du Monarque mondialement reconnu, comme en témoignent les plus de 1,5 millions vues sur YouTube. À ceci s'ajoutent aussi les nombreux visionnements sur les documentaires ou reportages de la vie du souverain¹⁷. Si les chansons sont en mesure de promouvoir des modes de vie, ou encore de socialiser dans différentes hiérarchies de valeurs (Alaminos Fernández, 2023), nous sommes ici en pleine diffusion du soft power culturel bouddhiste.

Le bouddhisme, pilier de l'identité nationale thaïlandaise et instrument de légitimation politique interne depuis l'ère de Vajiravudh, devient un levier transnational, car sa promotion auprès de la diaspora renforce indirectement l'influence culturelle et politique de l'État thaïlandais à l'étranger (Dubus, 2018). Outre le soutien direct aux temples et aux moines, la Thaïlande mobilise ses consulats et ambassades pour organiser des événements religieux et offrir des bourses d'études à des moines étrangers, renforçant ainsi les réseaux transnationaux bouddhistes (Kim, 2025). Ces initiatives permettent à la diaspora thaïlandaise de maintenir un sentiment d'appartenance religieuse et culturelle, tout en

¹⁵ <https://blackivorycoffee.com>

¹⁶ C'est l'un des cafés les plus rares, le plus prisé et le plus cher (2000 \$US le kilo) avec 500 tonnes de production seulement annuellement. La raison est que les graines de café Arabica sont consommées par les éléphants et récupérées dans leurs excréments.

¹⁷ À noter également le maintien de la fête des pères le 5 décembre, date de naissance du Roi Bhumibol par son fils, le roi actuel Vajiralongkorn.

favorisant l'influence du bouddhisme et de la culture thaïe à l'échelle internationale.

La religion devient ainsi à la fois un ancrage identitaire pour les Thaïlandais à l'étranger et un levier de soft power, consolidant l'image de la Thaïlande comme nation bouddhiste et facilitant l'intégration socioculturelle de sa diaspora (Srichan et al., 2024; Vertovec, 2004).

2.2 Échelle internationale

2.2.1 Les défis de l'image de marque bouddhiste dans un marché des religions mondialisé

Bien que le bouddhisme soit mondialisé et que le royaume n'ait pas de figure de proue comme celle du Dalai-Lama, il cherche néanmoins à prendre sa place dans le marché des religions. La déterritorialisation des religions grâce à internet et à sa diaspora apporte son lot de défis pour le pays, lorsque celui-ci cherche à définir son image de marque (Nation branding) nationale. Le bouddhisme constitue néanmoins un instrument central du soft power thaïlandais et un outil diplomatique mobilisé à l'échelle internationale. Le gouvernement thaïlandais, en lien avec les institutions religieuses, s'appuie sur ce patrimoine spirituel pour renforcer ses relations internationales et bilatérales, tout en accroissant son influence culturelle. Par exemple, en 2024, le moine britannique Phra Ajahn Chayasaro (Ajahn Jayasaro) a reçu le Thailand's Public Diplomacy Award pour sa contribution à la diffusion du bouddhisme theravada¹⁸ au-delà des frontières nationales du pays. Celle-ci s'effectue à travers ses enseignements (dhamma talks), la publication d'ouvrages traduits en plusieurs langues et l'utilisation des médias numériques pour toucher un public global (Thailand Foundation, 2024).

2.2.2 Les défis de l'image de marque bouddhiste dans un marché des religions mondialisé

Par ailleurs, la Thaïlande organise des programmes d'ordination temporaire destinés aux étrangers. L'un des plus

récents, d'une durée de trois mois, a accueilli 33 participants sri-lankais à Bangkok, dans le cadre du 70^e anniversaire des relations diplomatiques entre le Sri Lanka et la Thaïlande (MFA Sri Lanka, 2025). Ces initiatives contribuent à la consolidation des liens bouddhistes transnationaux et illustrent le rôle du bouddhisme comme ciment des relations diplomatiques. Un autre exemple est celui du succès de programmes d'ordination temporaire au centre de méditation de la nonne Bhikkhuni Dhammananda (Wat Songdhammakalyani)¹⁹ située à Nakhon Pathom, qui reçoit des candidates de plusieurs pays, comme la Chine, le Laos ou encore des États-Unis, pour n'en citer que quelques-uns, et qui a également récemment ordonné la célèbre actrice thaïe Janie Tienphosuwan. Cette nonne a notamment inspiré d'autres femmes dans les pays limitrophes.

En outre, la Thaïlande mobilise l'envoi de moines missionnaires (Dhammaduta), qui exercent des activités religieuses et sociales dans les pays hôtes, tout en servant de relais culturels et diplomatiques. Ce dispositif est utilisé à la fois pour promouvoir le bouddhisme, renforcer les relations avec d'autres pays bouddhistes et consolider la diplomatie bilatérale avec les États partenaires, comme l'illustre le tableau ci-dessous.

¹⁸ Le bouddhisme se divise en trois grandes écoles ou courants, soit le Theravada (voie des anciens), le Mahayana (Grand Véhicule) et le Vajrayana (Véhicule de Vajra (foudre, diamant)). La religion prédominante en Thaïlande est le bouddhisme theravada.

¹⁹ <https://www.songdhammakalyani.com>. Consulté le 7 avril 2026.

Tableau 1 : Initiatives bouddhistes de la Thaïlande dans le cadre de sa diplomatie internationale par les auteur-es.

Pays	Actions du gouvernement thaïlandais / initiatives bouddhistes	Objectifs
Népal	Ordination de masse, plus de 1 250 novices ordonnés à Maya Devi, Lumbini en 2024 via la fondation Dhammakaya et moines Dhammaduta (Dhammakaya 2024).	Honorer le Bouddha, revitaliser la tradition monastique locale, renforcer les liens entre bouddhistes thaïlandais et népalais (Dhammakaya, 2024).
Bhoutan	Offrande d'une relique sacrée de Bouddha au site de Buddha Dordenma, coopération institutionnelle avec l'International Buddhist Studies College et l'université de Tango, séminaires et bourses (PRD, 2025).	Renforcer les liens spirituels et diplomatiques, promouvoir la coopération culturelle et académique (PRD, 2025; IBSC, 2024).
Sri Lanka	Programme d'ordination temporaire de 3 mois pour 33 participants sri-lankais à Bangkok (Embassy of Sri Lanka 2025) ; discussions entre le National Office of Buddhism et l'ambassade sri-lankaise ; cérémonies conjointes et ensemencement de reliques (MFA Sri Lanka, 2021, 2025).	Consolider la coopération culturelle et religieuse, renforcer l'identité theravada sri-lankaise, promouvoir les liens bilatéraux (MFA Sri Lanka, 2021, 2025).
Inde	Visite d'une délégation spirituelle thaïlandaise en Gujarat en 2025 ; envoi et exposition de reliques sacrées ; exploration du patrimoine bouddhiste et développement du circuit de pèlerinage (ToI, 2025).	Renforcer la coopération religieuse et culturelle, développer le tourisme et les pèlerinages bouddhistes internationaux (ToI, 2025).

Ces initiatives dépassent la seule sphère religieuse : elles favorisent également les échanges interculturels et consolident les liens institutionnels. Des discussions régulières entre le National Office of Buddhism (Bureau national du bouddhisme thaïlandais) et les représentants d'États étrangers visent à formaliser et approfondir ces coopérations religieuses et culturelles (Pinyasin et Cheeppensook, 2025; Mahaveeriyo, 2005; Satasut, 2019).

2.2.3 La Thaïlande comme pôle des réseaux bouddhistes mondiaux : le UN Vesak

À un niveau plus large, la Thaïlande bénéficie d'une visibilité et d'une légitimité accrues au sein des réseaux bouddhistes mondiaux : le président de la World Alliance of Buddhists (2026), Ven. Dr. Pornchai Palawadhammo, est thaïlandais, et une autre organisation importante, l'International Network of Engaged Buddhists (INEB), basée à Bangkok, relie des religieux, activistes et éducateurs autour d'enjeux globaux tels que les droits humains ou la justice environnementale (Ato-Carrera, 2022).

Ces instances témoignent du rôle pivot joué par la Thaïlande dans l'internationalisation du bouddhisme et sa capacité à transformer une tradition spirituelle en levier diplomatique.

Toujours dans cette optique de visibilité accrue, en 1999, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution pour reconnaître et célébrer la contribution du Bouddha et des bouddhistes du monde entier. Le Gouvernement royal thaï et l'Université Mahachulalongkornrajavidyalaya ont été les hôtes de cette célébration d'envergure plus de 15 fois en 26 ans. Le rayonnement de cet événement est ainsi indissociable de l'engagement du royaume dans sa promotion. La célébration du Vesak des Nations Unies rassemble des leaders politiques nationaux (chefs d'État; représentants des Nations Unies; des ambassadeurs) et des délégués internationaux. Ces rencontres peuvent rassembler plus de 2000 participants en provenance de 80 pays.

En Thaïlande, l'organisation repose sur la coordination et le soutien d'une multitude d'acteurs, comme le Département des affaires religieuses, le National Office of Buddhism (NOB), l'International Association of Buddhist University (IABU), et le Sangha Supreme Council. Ce succès repose essentiellement sur une étroite collaboration entre le gouvernement thaï et le clergé bouddhiste. La célébration consolide ainsi la diplomatie bouddhiste thaïe comme soft power par sa nature collaborative et par l'alignement des intérêts communs transnationaux. Le pays démontre qu'il a aussi les capacités financières pour effectuer la promotion des idéaux du bouddhisme à l'international.

Le fait d'accueillir un tel événement positionne et améliore le capital diplomatique culturel du pays. Puissance douce et non coercitive, cette célébration d'envergure renforce le réseau mondial du bouddhisme et le concentre à Bangkok. L'intention est d'attirer un public mondial et de devenir un pôle incontournable du soft power culturel religieux bouddhiste. La Thaïlande devient ainsi non seulement un promoteur et un protecteur de la culture thaïlandaise, mais

aussi du bouddhisme. Cela permet aussi de constituer un moment clef pour promouvoir des solutions bouddhistes aux problèmes des sociétés contemporaines, mais aussi pour publiciser des sites touristiques bouddhistes²⁰. Le royaume a ce qu'il faut pour impressionner, puisqu'il abrite également l'un des temples bouddhistes les plus grands au monde, la Dhammakaya. Les monuments et les lieux comme le temple blanc (Wat Rong Khun) ou encore le temple du Bouddha d'émeraude constituent des instruments de soft power au service de l'État qui sert à renforcer des liens culturels communs à travers les participants à la UN Vesak. C'est une façon d'assurer une présence panasiatique et de favoriser une exportation culturelle.

Le domaine d'étude en soft power cherche à comprendre comment les acteurs étatiques utilisent le « capital religieux » pour garantir leurs besoins, qu'ils soient politiques, sociaux et économiques, afin de garantir leurs intérêts géopolitiques (Laliberté, 2013). Au-delà de la UN Vesak, la Thaïlande abrite d'importants acteurs bouddhistes internationaux comme The World Fellowship of Buddhist (WFB) situé à Bangkok.

Fig. 1.: Image du Bouddha au sommet du dôme du bâtiment de méditation, 2024.



Source: site de la Dhammakaya Media Network (DMC) / Global Buddhist Network (GBN), <https://www.dmc.tv/wallpaper/169>

²⁰ Quelques exemples : Temple du Bouddha d'émeraude (Wat Phra Kaew), le temple de marbre (Wat Benchamabophit), le temple du Bouddha couché (Wat Pho), le Grand Bouddha d'Ang Thong (statue de plus de 92 mètres du Bouddha), le Phra Pathom Chedi ou encore le Park Phutthamonthon.

Fig. 2. Jour de la Terre : Cérémonie religieuse de la Dhammakaya, 22 avril 2024.



Source: site de la Dhammakaya Media Network (DMC) / Global Buddhist Network (GBN), <https://www.dmc.tv/wallpaper/175>

2.2.4 Le bouddhisme thaï et l'ANASE : entre ambition régionale et diversité religieuse

À l'international, la Thaïlande a été un important promoteur de l'héritage bouddhiste en Asie du Sud-Est, mais aussi l'un des instigateurs du Bouddhisme comme pilier religieux et de valeurs identitaires communes au sein de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). Cette idée reposerait sur le fait que des pays comme le Myanmar, le Laos, le Cambodge, Singapour, et le Vietnam, ont tous le bouddhisme comme majorité religieuse. Même l'Indonésie, à majorité musulmane, possède le temple Borobudur, une des plus imposantes constructions bouddhistes au monde et lieu de pèlerinage pour les bouddhistes. Il reste à ce jour l'un des monuments les plus visités en Indonésie. Toutefois, au sein de l'Association, plus de 42% de sa population est musulmane, donc dans sa quête identitaire, l'ANASE reconnaît aujourd'hui plutôt l'importance de la diversité religieuse au sein de ses membres.

2.2.5 L'économie de suffisance et la diplomatie royale : le bouddhisme en dehors du religieux

L'intégration du bouddhisme thaï comme soft power au système international ainsi que sa promotion ne sont pas

toujours évidentes. Prenons le système de l'économie de suffisance (ES) : en 2024, le ministre thaïlandais des Affaires étrangères, Maris Sangiampongsa, a présenté l'importance de cette philosophie et de la lutte contre la criminalité transnationale comme voies vers le développement durable lors du Sommet de l'avenir des Nations Unies. Le cadre de l'ES a été présenté comme un outil permettant de bâtir un avenir commun pour le monde. L'objectif : créer un cadre mondial prenant en compte les intérêts des pays en développement, tout en promouvant l'autonomisation des jeunes afin qu'ils puissent façonner l'avenir auquel ils aspirent. Dans ce contexte, l'économie de suffisance (ES) devient un appel à la promotion d'une économie bouddhiste, formulée par le défunt et vénéré roi de Thaïlande Bhumibol Adulyadej (Mongsawad, 2010). La philosophie de l'ES témoigne de la façon dont le bouddhisme peut être au premier plan des relations internationales, sans se présenter dans un contexte religieux. Elle corrobore également l'idée avancée par certains chercheurs selon laquelle la religion est un élément négligé des relations internationales (Fox, 2001) et de la diplomatie culturelle.

Le soft power repose aussi sur une autre initiative de la diplomatie bouddhiste, inséparable de la diplomatie royale. Les rencontres entre familles royales au pays, ainsi que la richesse des cérémonies et rituels royaux célébrés au cours de l'année, témoignent d'un héritage durable. Ce sujet touche au tourisme religieux subventionné par les autorités en Thaïlande et s'inscrit dans une volonté d'obtenir une reconnaissance internationale. Bien valorisé auprès des touristes, par exemple la procession des barges royales, confirme la richesse culturelle du royaume auprès du public, tout en éduquant sur le caractère semi-divin du roi bouddhiste, et projette une image de celui-ci comme chef de la nation respecté et vénéré.

2.2.6 La *Thailand Foundation* et la diplomatie publique bouddhiste

Fondation philanthropique bouddhiste comme lieu du soft power thaï, la Thailand Foundation est un bon exemple (Kittisareekul et YossananKaeokomonman, 2025; Charoenvattananukul, 2023; Thailand Foundation, 2024).²¹ L'emblème de la fondation est le temple Arun, lieu historique datant de royaume d'Ayutthya, jadis la plus haute construction de Bangkok. La devise de la Fondation est de « rapprocher les gens par la bonne volonté et l'amitié », et son objectif est la compréhension mutuelle et la coopération entre la Thaïlande et le reste du monde en favorisant la création de synergie et de nouvelles amitiés. Pour y arriver, l'organisation compte sur la promotion de la Thaïté (Thainess), c'est-à-dire le respect, la compassion et l'ouverture. Rappelons que la Fondation est à l'origine une initiative du ministère des Affaires étrangères dès 2007. L'organisation décrit l'un de ses quatre piliers comme étant la promotion de valeurs spirituelles, de la méditation et du Bouddhisme. La méditation est définie comme un outil pour prendre soin de la santé mentale, pour améliorer la concentration au quotidien et pour venir en aide aux personnes souhaitant relever les défis de la vie moderne. La stratégie de diplomatie publique de la Fondation repose sur la constitution progressive d'une base de passionnés de la Thaïlande à l'étranger. L'objectif : susciter l'amour et l'admiration du pays au-delà de ses frontières (Kittisareekul et YossananKaeokomonman, 2025; Charoenvattananukul, 2023). La Fondation attribue au Bouddhisme les traits de personnalité qui ont façonné les Thaïs, soit leur générosité, leur gentillesse (toujours prêts à aider leur prochain), leur hospitalité légendaire, et la priorisation du bien-être de l'autre. Ces comportements seraient, toujours selon la Fondation, le résultat de principes bouddhistes reposant sur les notions de compassion et du système de mérites.

2.2.7 Au-delà du clergé : voix dissidentes et bouddhisme socialement engagé

Qu'est-ce que le Bouddhisme dans un contexte de soft power en Thaïlande? La question se pose puisque son rayonnement dépasse largement l'orthodoxie du clergé. En 2019, la BBC nomme la nonne bouddhiste thaïe Dhammananda Bhikkhuni comme l'une des 100 femmes les plus inspirantes et influentes au monde. Cette nouvelle crée une onde de choc au royaume, puisqu'elle est la première femme au pays à avoir été ordonnée dans la tradition bouddhiste théravadine au Sri Lanka. Elle complète un tour de force du côté de la Thaïlande également, car elle est la première thaïe à recevoir cette ordination complète, qui est toujours proscrite au pays. Puisque son mouvement d'émancipation milite pour l'égalité des genres dans le bouddhisme theravada, elle attire la sympathie des femmes dans toute l'Asie du Sud-Est et l'admiration des femmes du monde entier. Ses écrits révolutionnent aussi non seulement par sa réinterprétation du canon bouddhique, mais par son engagement à protéger l'environnement. Elle est une figure de proue du Bouddhisme socialement engagé, au même titre que Sulak Sivaraksa (INEB). Co-fondatrice de Sakyadhita International, l'Association internationale de femmes bouddhistes, cette alliance travaille à l'égalité des sexes au sein du Bouddhisme partout sur la planète. Sa communauté à Nakhon Pathom attire des fidèles du monde entier. Conférencière de renom, elle parcourt non seulement le globe pour faire la promotion du Bouddhisme, mais elle répond à chaque année aux nombreuses sollicitations de médias thaïs ou étrangers.

Conclusion

Comme mentionné précédemment, les autorités politiques et religieuses au royaume ont choisi de miser sur un message d'éthique bouddhique, plutôt que sur la promotion de moines en particulier. L'apport est plutôt du côté des centres de méditation et la contribution du Bouddhisme au bien-être psychologique et physique.

²¹ Voir : <https://thailandfoundation.or.th/about-us>. Consulté le 5 avril 2026.

Stratégie importante puisqu'elle permet de maintenir une solide association entre bouddhisme thaï et soft power qui transcende les scandales qui secouent le clergé à l'occasion (Mme Golf; fermeture du Temple des tigres (Wat Pha Luang Ta Bua Yannasampanno), ou encore celui du temple Wat Phrabatnampu du moine Luang Phor Alongkot).

À long terme, afin de préserver la pertinence de l'approche thaïlandaise du soft power, Moonsarn (2025) suggère d'aller au-delà d'une simple instrumentalisation du secteur culturel. Il formule ainsi plusieurs recommandations, qui consistent notamment à « dépasser une gestion bureaucratique de la culture », à « mettre en place des politiques favorisant les écosystèmes créatifs à partir de la base », à « renforcer la capacité des communautés à créer », et enfin à « s'abstenir d'imposer une définition normative de la culture ».

En contraste, Zheng et Liu (2024) avancent que le bouddhisme occupe une place centrale dans la diplomatie culturelle en contribuant à l'avancement des objectifs nationaux à travers l'engagement culturel. Donc cette idée de la gestion bureaucratique de la culture comporte aussi ses avantages, et pas seulement des inconvénients, contrairement à ce que soutient Moonsarn (2025). La diplomatie culturelle consiste ici à promouvoir les intérêts d'un pays en participant à des échanges culturels (Winder, 2021). Elle favorise le développement d'une diplomatie bouddhique, domaine encore peu étudié, mais appelé à prendre de l'importance alors que de nouveaux agencements géopolitiques se dessinent à l'horizon en Asie du Sud-Est, région prise entre les intérêts grandissant de la Chine, de l'Inde, des États-Unis et de la Russie (Chia, 2026; Pinyasin et Kasira Cheeppensook, 2025).

Dans ce contexte de rivalité d'influence, de tension et de restructuration d'allégeances politiques, les temples agissent à la fois comme un vecteur de diplomatie culturelle et comme catalyseur d'interactions culturelles internationales. Ils occupent ainsi le double rôle de promotion de la paix et de compétition géopolitique. L'instrumentalisation du Bouddhisme permet alors à la fois une reconnaissance institutionnelle et culturelles à l'étranger et une consolidation des réseaux de soutiens transnationaux.

Par conséquent, le bouddhisme thaï se présente comme un instrument diplomatique favorisant non seulement des contacts, mais comme un outil de choix pour convaincre les opinions publiques étrangères. Par sa vitalité en Thaïlande, les multiples facettes du soft power bouddhiste rassemblent la diplomatie publique et culturelle du royaume, lesquelles s'ancrent dans les traditions nationales de promotion culturelle et dans le positionnement du pays sur la scène internationale.

Selon Apinan Thasuthorn, la diplomatie culturelle Thaïe se résume essentiellement à l'aide universitaire, aux formations et aux bourses, aux coopérations en matière de bouddhisme et à l'enseignement du thaï (Kietigaroon, 2020). Cependant, comme le démontre cette étude, la réalité semble plus complexe, comme lorsque certaines compagnies chinoises confirment que la raison pour laquelle elles ont choisi de s'établir en Thaïlande était liée à la culture pacifique façonnée par le Bouddhisme. Encore une fois, notre analyse soutient qu'il existe une simplification de la contribution du Bouddhisme au soft power au pays et qu'il faut l'inscrire dans un cadre et une réalité beaucoup plus nuancée, comme le suggère le récent ouvrage *Figures of Buddhist Diplomacy in Modern Asia* (Chia, 2026).

Références bibliographiques

- Alaminos Fernández, Antonio Francisco (2023). « La Musique Populaire Comme Soft Power Culturel ». *OBETS Revista de Ciencias Sociales*, 18 (1) : 17-36. <https://doi.org/10.14198/obets.23907>.
- Asia Power Index (2024). *Comprehensive Power: A Country's Weighted Average Across Eight Measures of Power*. <https://power.lowyinstitute.org/data/power>. Consulté le 7 avril 2026.
- Ato-Carrera, M. (2022). *The International Network of Engaged Buddhists – INEB. Database of Religious History*. Vancouver, University of British Columbia. <https://religiondatabase.org/browse/877>. Consulté le 4 avril 2026.
- Charoenvattananukul, Peera (2023). « Window-dressing Policy: Thailand's Misuse of Soft Power as Cursory Practice ». *Asian Politics & Policy*, 15 (2) : 295-313. <https://doi.org/10.1111/aspp.12688>.

- Chia, Jack Meng-Tat, dir. (2026). « Introduction: What Is Buddhist Diplomacy? » Dans *Figures of Buddhist Diplomacy in Modern Asia*. Bloomsbury Academic.
- Dhammakaya (2024, 20 mars). The mass ordination of 1,250 novices in Nepal. <https://en.dhammadownload.com/the-mass-ordination-of-1250-novices-in-nepal/>.
- Duangchai, Phra Soravit (2018). « Strategic Management in Disseminating Buddhism of Thai Buddhist Missionary Monks ». Mahachulalongkornrajavidyalaya University. <https://www.mcu.ac.th/article/detail/256>. Consulté le 4 avril 2026.
- Dubus, Arnaud (2018). *Buddhism and Politics in Thailand*. Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine. <https://doi.org/10.4000/books.irasec.2951>.
- ECOI (2011). « 2011 International Religious Freedom Report: Thailand ». Document 1225949. ACCORD. <https://www.ecoi.net/en/document/1225949.html>.
- Embassy of Sri Lanka, Bangkok (2025, 8 juillet). Sri Lanka and Thailand Consolidates Theravada Buddhist Ties. <https://bangkok.embassy.gov.lk/strengthening-buddhist-relations-temporary-ordination-programme-for-sri-lankans-marks-70-years-of-sri-lanka-thailand-diplomacy/>.
- Fox, Jonathan (2001). « Religion as an Overlooked Element of International Relations ». *International Studies Review*, 3 (3) : 53-73. <https://doi.org/10.1111/1521-9488.00244>.
- Fresnoza-Flota, Asuncion (2022). « Multifunctional Transmission and Belonging: Buddhist Social Spaces of Thai Migrant Women in Belgium ». *Frontiers in Psychology*, 23 décembre 2022. <https://doi.org/10.3389/fpsyg.2024.1354068>.
- Hegelstein, Marianne (2014). *Soft Power et Diplomatie Culturelle*. Paris, Harmattan.
- Hall, Stuart, Lynne Segal et Peter Osborne (1997). « Stuart Hall: Culture and Power ». *Radical Philosophy*, 086, novembre/décembre 1997, p. 24-41.
- Härkönen, M. (2024). « A Mini Home Far Away from Home: The Thai Temple and Women's Sense of Safety in Finland ». *Frontiers in Psychology*, 15 : 1354068. <https://doi.org/10.3389/fpsyg.2024.1354068>.
- International Buddhist Studies College (IBSC) (2024, 4 juillet). *Buddhism Beyond Borders*. <https://www.ibsc.mcu.ac.th/post/buddhism-beyond-borders>. Consulté le 7 avril 2026.
- Kietigaron, Natdanai (2020). *Thailand as a Performative State: An Analysis of Thailand's Cultural Diplomacy towards the People's Republic of China*. Mémoire de maîtrise, Chulalongkorn University.
- Kim, Seung Soo (2025). « Religion, Migration, Mediation: The Transnational Lives of Thai Religious Imaginaries in South Korea ». *Religions*, 16 : 748. <https://doi.org/10.3390/rel16060748>.
- Kitiarsa, Pattana (2010). « Missionary Intent and Monastic Networks: Thai Buddhism as a Transnational Religion ». *Sojourn: Journal of Social Issues in Southeast Asia*, 25 (1) : 109-132. <http://www.jstor.org/stable/41308138>.
- Kittisarekul, Sidanuch et Yossanan Kaeokomonman (2025). « The Role of Thai Foundations in Promoting Soft Power through Public Diplomacy ». *Ramkhamhaeng International Journal of Science and Technology*, 8 (1) : 22-36.
- Laliberté, André (2013). « The Growth of a Taiwanese Buddhist Association in China: Soft Power and Institutional Learning ». *China Information*, 27 (1) : 81-105.
- Liogier, Raphaël (2013). « Existe-t-il un "soft power" religieux ? ». *Revue internationale et stratégique*, 89 (1) : 137-145.
- Mahaveeriyo, P. (2005). *A study of the propagation of Buddhism by Phra Rajarattana Rangsi (Weerayut Wirayuttho) as a regular Thai missionary ambassador in India*. Mémoire de maîtrise, Mahachulalongkornrajavidyalaya University. <https://e-thesis.mcu.ac.th/thesis/2669>.
- Ministry of Foreign Affairs of Sri Lanka (MFA Sri Lanka) (2021, 24 novembre). Sri Lanka and Thailand Consolidates Theravada Buddhist Ties. <https://bangkok.embassy.gov.lk/sri-lanka-and-thailand-consolidates-theravada-buddhist-ties>.
- Ministry of Foreign Affairs of Sri Lanka (MFA Sri Lanka) (2025, 11 juillet). Strengthening Buddhist Relations: Temporary Ordination Programme for Sri Lankans marks 70 Years of Sri Lanka-Thailand Diplomacy. <https://mfa.gov.lk/en/strengthening-buddhist-relations-temporary-ordination-programme-for-sri-lankans-marks-70-years-of-sri-lanka-thailand-diplomacy/>.
- Mongsawad, Prasopchoke (2010). « The Philosophy of the Sufficiency Economy: A Contribution to the Theory of Development ». *Asia-Pacific Development Journal*, 17 (1) : 123-143.
- Moonsarn, Kittiya (2025). « The Thai Government's National Soft Power Strategy: Impact on Cultural Groups in Chiang Mai ». *ISEAS Perspective*, 44 : 1-11.
- Musikawong, Sudarat (2009). « On Thai Transnational Subjectivity ». *Manusya: Journal of Humanities*, 12 (4) : 86-102. <https://doi.org/10.1163/26659077-01204007>.
- National Office of Buddhism (NOB) (s.d.). About the Office. <https://www.onab.go.th/th/page/item/index/id/10>. Consulté le 4 avril 2026.
- Niyom, Prapapat et Pongnarin Monboonliang (2022). « Reflecting of the Two Significant Consciousnesses Inherited in Thai Society ». *International Journal of Educational Research*, 115 : 102016. <https://doi.org/10.1016/j.ijer.2022.102016>.

- Niyomsilpa, Sakkarin et al. (2018). « Transnational Migration Between Thailand and Europe ». Dans P. Pitkänen et al. (dir.), *Characteristics of Temporary Migration in European-Asian Transnational Social Spaces*. Springer. https://doi.org/10.1007/978-3-319-61258-4_5.
- Nye, Joseph S. (1990). « Soft Power ». *Foreign Policy*, 80 : 153-171. <https://doi.org/10.2307/1148580>.
- Patton, Susannah et Jack Sato (2025). *2025 Key Findings Report*. Lowy Institute Asia Power Index.
- Phongsiri, Monchai et Maniemai Thongyou (2012). « Thai Diaspora: What Happens When They Return 'Home'? ». *Journal of Population and Social Studies*, 21 (1) : 59-69.
- Pinyasin, Natsit et Kasira Cheeppensook (2025). « The Role of Dhammaduta Bhikkhus in the Interaction with Thai Cultural Diplomacy toward India ». *Journal of Thai Studies*, 21 (1). <https://doi.org/10.58837/CHULA.JTS.21.1.3>.
- Praditsilp, Wasin (2019). *Crafting Soft Power in Thailand*. Thèse de doctorat, Macquarie University.
- Praditsilp, Wasin et Siwarit Pongsakornrunsilp (2024). « Thai Dance Diplomacy: Thai Government Communication Strategies for Building Soft Power through Staging Thai Performances Abroad ». *Journal of International Communication*, 30 (1) : 84-110. <https://doi.org/10.1080/13216597.2023.2279311>.
- Proyrungraj, Raweevan (2024). « Strangers in Their Homeland: Reverse Culture Shock Experiences of First-Generation Diaspora Thai Tourists ». *Tourism: An International Interdisciplinary Journal*, 72 (1) : 70-81. <https://doi.org/10.37741/t.72.1.6>.
- Raymond, Gregory V. (2020). « Religion as a Tool of Influence: Buddhism and China's Belt and Road Initiative in Mainland Southeast Asia ». *Contemporary Southeast Asia*, 42 (3) : 346-371. <https://doi.org/10.1355/cs42-3b>.
- Reynolds, Craig J. (2001). « Globalisers vs Communitarians: Public Intellectuals Debate Thailand's Futures ». *Singapore Journal of Tropical Geography*, 22 (3) : 252-269. <https://doi.org/10.1111/1467-9493.00109>.
- Satasut, Prakirati (2019). *Monastic Activism and State-Sangha Relations in Post-2014 Coup Thailand*. Thèse de doctorat, University of Wisconsin-Madison.
- Srichan, P. D. et al. (2024). « The Soft Power of Buddhism: Fostering Social Harmony and Cultural Identity in Thai Society ». *The Journal of International Buddhist Studies College*, 10 (1-2) : 301-319. <https://so03.tcithaijo.org/index.php/ibsc/article/view/280168>.
- The Economist (2002). « Thailand's Gastro-Diplomacy; Food as Ambassador ». *The Economist* (Londres), 362 (8261).
- The Government Public Relations Department (PRD) (2025, 27 avril). *Their Majesties the King and Queen Present Holy Buddha Relic to Bhutan*. <https://thailand.prd.go.th/en/content/category/detail/id/44/iid/384657>. Consulté le 7 avril 2026.
- Thailand Foundation (2024, 23 décembre). *Phra Ajahn Chayasaro Receives 2024 Thailand's Public Diplomacy Award*. <https://thailandfoundation.or.th/phra-ajahn-chayasaro-phra-brahmapacharayanamuni-receives-2024-thailands-public-diplomacy-award/>. Consulté le 4 avril 2026.
- Times of India (2025, 18 juin). « Thai Spiritual Delegation to Explore Buddhist Heritage in Gujarat ». <https://timesofindia.indiatimes.com/city/ahmedabad/thai-spiritual-delegation-to-explore-buddhist-heritage-in-gujarat/articleshow/121936174.cms>. Consulté le 7 avril 2026.
- Tonsakulrungruang, Khemthong (2021). « The Revival of Buddhist Nationalism in Thailand and Its Adverse Impact on Religious Freedom ». *Asian Journal of Law and Society*, 8 (1) : 72-87. <https://doi.org/10.1017/als.2020.48>.
- Tourism Authority of Thailand (TAT) (2024). *Thailand Welcomes Over 35 Million Visitors in 2024*. <https://www.tatnews.org/2024/12/thailand-welcomes-over-35-million-visitors-in-2024-a-milestone-paving-the-way-for-2025/>. Consulté le 7 avril 2026.
- Vertovec, Steven (2004). « Religion and Diaspora ». Dans Peter Antes, Armin W. Geertz et Randi Ruth Warne (dir.), *New Approaches to the Study of Religion*, vol. 2. Berlin, De Gruyter.
- Wang Huning (1993). « Zuowei Guojia Shili de Wenhua: Ruan Quanli » [Culture as National Power: Soft Power]. *Fudan Daxue Xuebao [Journal of Fudan University]*, 3 : 23-28.
- Werstler, Matthew (2025). « Musicking and Identities in and from Religious Places of Thai Diasporas in Chicagoland ». *Journal of Urban Cultural Research*, 30 : 188-206. <https://doi.org/10.14456/jucr.2025.12>.
- Winder, Robert (2021). *Soft Power: The New Great Game for Global Dominance*. Little, Brown Book Group.
- World Alliance of Buddhists (s.d.). *President Profile*. <https://www.wabhq.org/president>. Consulté le 4 avril 2026.
- Zheng, Dongxiao et Yaoping Liu (2024). « China–Thai Cultural Diplomacy Through the Buddhist Wat: A Case Study of the Thai Wat in Chaozhou Kaiyuan Si, Guangdong ». *Religions*, 15 (1365) : 1-13. <https://doi.org/10.3390/rel15111365>.

ARTICLE

STRATÉGIES FERROVIAIRES DE LA THAÏLANDE EN ASIE DU SUD-EST

Frédéric Lasserre

Frédéric Lasserre est professeur au département de Géographie de l'Université Laval, et titulaire de la Chaire en Études indo-pacifiques.

Mahira Ech-Charrat

Mahira Ech-charrat est étudiante en double master en Politique internationale et Développement international à Sciences Po Bordeaux et à l'Université Laval. Elle travaille actuellement sur les enjeux de gouvernance régionale en Asie du Sud-Est. Elle a développé une expérience en rédaction stratégique, analyse de contextes internationaux et coordination de projets.

Résumé : Depuis les années 1990, plusieurs projets d'interconnexion ferroviaire émergent en Asie du Sud-Est, dans l'optique de favoriser les échanges en reprenant d'anciens projets coloniaux de liaison entre Singapour et le sud de la Chine. Ces projets de modernisation et de développement de la grande vitesse ferroviaire peuvent être complémentaires, mais aussi traduire une certaine rivalité entre États pour se positionner comme le carrefour de ces réseaux interconnectés. Quelle est la stratégie de la Thaïlande ?

Mots clés : stratégie ferroviaire, grande vitesse, Thaïlande, Laos, Chine, transport.

Abstract: Since the 1990s, several rail interconnection projects have emerged in Southeast Asia, aiming to promote trade by reviving old colonial projects linking Singapore and southern China. These high-speed rail modernization and development projects can be complementary, but also reflect a certain rivalry between states vying to position themselves as the hub of these interconnected networks. What is Thailand's strategy?

Keywords : rail strategy, high speed, Thailand, Laos, China, transportation.

Introduction

A l'époque coloniale, des projets de liaisons ferroviaires ont été élaborés afin de relier les possessions des empires coloniaux britannique ou français à la Chine, projets souvent décrits comme l'axe Kunming-Singapour. Parmi ces projets, figurait le transit entre la Malaya britannique et le territoire chinois par le territoire du Siam. L'ASEAN, dès les années 1990, reprend l'idée de favoriser le développement d'axes ferroviaires afin de soutenir le transport au sein de l'association : plusieurs itinéraires proposés passent par la Thaïlande. Depuis l'avènement des nouvelles routes de la soie,

qui reprennent en bonne part les projets initialement conçus par l'ASEAN, la Thaïlande devient le nœud central de la connexion entre ASEAN et Chine. La nouvelle voie ferrée Kunming-Vientiane met ainsi le train à sa frontière tandis que les projets de trains à grande vitesse s'y développent. La Thaïlande pourrait-elle jouer un rôle majeur de centre de l'interconnexion ferroviaire en Asie du Sud-Est continentale, véritable porte vers la Chine ?

1. Le retour de grands projets régionaux d'interconnexion

Le chemin de fer Kunming-Singapour est un ancien projet d'interconnexion remontant à l'époque coloniale. Les Français et les Britanniques, au début du XXe siècle, ont caressé l'idée de relier les réseaux qu'ils avaient construits en Indochine, en Birmanie et en Malaya, avec la Thaïlande et jusqu'au sud de la Chine. De 1904 à 1910, la France a ainsi construit la ligne Yunnan-Tonkin entre Kunming et Haiphong via Hanoi, puis ont construit la ligne Hanoi-Saigon, achevée en 1936. En 1918, les Britanniques complétèrent l'interconnexion entre le réseau thaïlandais et le réseau en Malaya (Kakizaki, 2005).

Pendant la Seconde guerre mondiale, les Japonais achevèrent la connexion entre Thaïlande et Cambodge (1941) après la guerre franco-thaïlandaise (1940-41) ; puis entre Thaïlande et Birmanie (1943)²² dans le cadre de leurs offensives contre les possessions britanniques en Birmanie puis en Inde. Enfin, 3,5 km de voie métrique ont été inaugurés en 2009 à travers le Mékong entre Nong Khai et Vientiane, sans que ce court segment ne se connecte à la ligne standard inaugurée par le Laos et la Chine en 2021.

1.1 Le développement du réseau ferroviaire thaïlandais entre les réseaux coloniaux

La construction du réseau ferroviaire a débuté en 1891 au Siam (renommé Thaïlande en 1939). Au début, les lignes du Nord, du Nord-Est et de l'Est ont été construites à écartement standard (1,435 m), tandis que la ligne du Sud a d'emblée été construite à écartement métrique, ces différences étant imputables notamment au fait que différentes entreprises avaient été mandatées pour développer ces lignes. Cependant, en septembre 1919, il fut décidé de convertir toutes les lignes à l'écartement métrique, un chantier qui prit 10 ans pour aboutir (State Railway of Thailand, nd). Outre les coûts de construction inférieurs avec l'écartement métrique, il s'agissait d'uniformiser le réseau national, et à terme de permettre l'interconnexion avec les réseaux de Birmanie, de Malaya et d'Indochine (Whyte, 2010). Les réseaux coloniaux développés dans le voisinage du réseau progressivement construit par le Siam reposaient sur un écartement métrique, plus facile et moins coûteux à construire, mais présentant des contraintes de capacité.

Finalement, peu d'interconnexions furent finalisées, à part celle avec la Malaya britannique au sud en 1918 et avec la Birmanie en 1943. Après la 2e Guerre mondiale, la liaison ferroviaire avec la Birmanie fut coupée, tandis que la Thaïlande dut restituer à la France les provinces cambodgiennes annexées en 1941, mais avec un service maintenu jusqu'en 1973²³, puis interrompu du fait de la guerre civile au Cambodge et rouverte seulement en 2019

(France 24, 2019). La Guerre froide (guerre du Vietnam puis tension entre Vietnam et Thaïlande) et l'instabilité provoquée par les guérillas communistes en Malaisie, en Thaïlande et en Birmanie, ont conduit les États à reporter ces projets d'interconnexion, voire à négliger les réseaux ferroviaires existants.

Le Greater Mekong Subregion (GMS) est un organisme de coopération fondé en 1992, qui comprend le Cambodge, le Laos, le Myanmar, la Thaïlande et le Vietnam, ainsi que la province du Yunnan et la région autonome Zhuang du Guangxi en République populaire de Chine (RPC). Avec l'appui de la Banque Asiatique de développement (BAD), ces six États ont mis en place un programme de coopération économique régionale visant à renforcer leurs relations économiques, alors que le Cambodge, le Vietnam et le Myanmar n'étaient pas encore membres de l'ASEAN. Lors de la 8e réunion ministérielle du GMS tenue à Manille en 1998, les États membres ont adopté le concept des corridors économiques comme approche de développement (Krongkaew, 2004 ; Banomyong, 2010). Le projet prévoyait un corridor latitudinal Est-Ouest du Vietnam au Myanmar à travers le Laos et la Thaïlande, mais aussi trois corridors nord-sud entre Chine et Asie du Sud-est continentale à travers la Thaïlande, le Laos et le Vietnam (GMS, 2018). Cette stratégie visait à coordonner les investissements dans les transports, l'énergie et les télécommunications afin de proposer une meilleure connectivité comme levier de développement. Dès cette époque donc, on envisageait le renforcement des liens commerciaux et des mouvements de personnes à travers l'amélioration des infrastructures de transport, notamment ferroviaires : les infrastructures de transport étaient pensées comme des leviers de désenclavement et de développement économique.

En 2000, l'ASEAN²⁴ a proposé d'achever la ligne ferroviaire Kunming-Singapour via Hanoi, Hô Chi Minh-Ville (anciennement Saigon), Phnom Penh et Bangkok. Ce tracé de 5 500 km est connu sous le nom de route orientale (BBC News, 2001).

²² Dont le pont sur la rivière Kwai, mis en scène dans le roman de Pierre Boulle (*Le pont de la rivière Kwai*, Julliard, 1952) puis le film de David Lean (*The Bridge on the River Kwai*, 1957).

²³ Avec quelques aléas, notamment pendant la guerre d'Indochine où la protection du trafic contre le Viet Minh était assurée par un train blindé et un système de convois appelé « la rafale ».

²⁴ Association des Nations d'Asie du Sud-Est

En 2004, l'Association propose avec la Chine une route occidentale plus courte qui, au lieu de traverser le Vietnam et le Cambodge vers l'est, partirait de Kunming pour rejoindre le Myanmar puis Bangkok, puis la péninsule thaïlandaise vers la Malaisie (The Guardian, 2004). En 2007, trois routes sont finalement conjointement proposées : une route orientale via le Vietnam, une route occidentale à travers le Myanmar, et une route centrale via le Laos (ASEAN, 2007), ces routes se rejoignant ensuite au centre de la Thaïlande. Cette nouvelle mouture du projet Chine-ASEAN s'inscrivait par ailleurs dans l'Accord Trans-Asian Railway Network, signé en 2006 dans le cadre des activités de la Commission des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (UNESCAP), et qui reprenait un projet formulé dès 1959 de création d'un « Réseau de chemin de fer transasiatique », ou Trans-Asian Railway (TAR) (Fedorenko 2013 ; Perelman 2015 ; Lasserre, 2019). Un véritable effet d'entraînement en faveur de la construction d'infrastructures ferroviaires régionales avait été initié. Il avalisait également la centralité de la Thaïlande dans le développement de corridors économiques régionaux.

1.2 Des enjeux techniques et politiques

1.2.1 Une question d'écartement

Outre le coût intrinsèque de construction d'infrastructures, un élément qui vient compliquer la conception et la construction de réseaux ferroviaires modernes, efficaces et favorisant l'interconnexion avec la Chine réside dans la différence d'écartement des rails. La Chine utilise l'écartement dit standard qui prévaut également dans la plupart des pays européens, au Moyen-Orient ou en Amérique du Nord, soit 1,435 m. En Russie et en Asie centrale, on retrouve l'écartement de 1,52 m. Dans le sous-continent indien, l'écartement courant est de 1,676 m. En Asie du Sud-Est, les

voies sont métriques. En conséquence, il n'y a pas passage facile aux points de connexion des réseaux d'écartements différents : il faut soit transférer les marchandises²⁵ ou les passagers, induisant des ruptures de charge, soit changer les bogies des wagons, soit modifier l'écartement des roues sur les boggies²⁶. Dans tous les cas, les coûts sont importants et les temps de trajet allongés.

L'écartement métrique a été largement adopté pour les voies ferrées coloniales, notamment britanniques et françaises en Asie du Sud-Est, pour des raisons principalement économiques et géographiques. Il permettait de construire des lignes moins coûteuses, avec un matériel roulant plus léger, et d'adapter plus facilement le tracé aux terrains accidentés ou forestiers souvent rencontrés dans les colonies. Une voie plus étroite nécessite moins de terrassement, des ponts plus légers, et permet des courbes plus serrées, facilitant la construction en zone montagneuse ou de forêt dense, là où la voie dite normale (1,435 mm) aurait exigé des travaux d'ingénierie plus onéreux. À l'inverse, la voie métrique permet une charge par essieu et des vitesses moindres qu'avec l'écartement normal.²⁷

Les lignes à grande vitesse reposent ainsi également sur la norme standard de 1,435 m, qui par ailleurs permet l'interconnexion avec les réseaux nationaux dans la plupart des pays européens²⁸

En Asie du Sud-Est, au début du XXI^e siècle le dilemme de l'écartement des voies est né de la volonté de moderniser le réseau ferroviaire.

²⁵ Le fret conteneurisé, transbordable par un portique entre deux voies parallèles, est avantagé par rapport au vrac dans ce cas de figure.

²⁶ La technologie la plus utilisée est celle du changement de bogie : les wagons amenés sur une voie à double écartement, puis soulevés par des portiques une fois les bogies désolidarisés. Les bogies sont évacués sur une voie de service par un chariot; un autre chariot pousse de nouveaux bogies à l'écartement désiré sous le train, qui peut ensuite être abaissés sur ses nouveaux bogies. Ce type de chantier était courant à la frontière franco-espagnole, où il était accompli en une heure sur les trains de voyageurs de nuit, et reste la règle aux frontières ukrainiennes et biélorusses. Une autre technologie, les essieux à écartement variable, développée entre autre par l'entreprise espagnole Talgo, permet un passage plus rapide mais pose de gros problèmes de technique et de coûts. Elle n'est pas exemple pas adaptée à la charge à l'essieu du transport de fret.

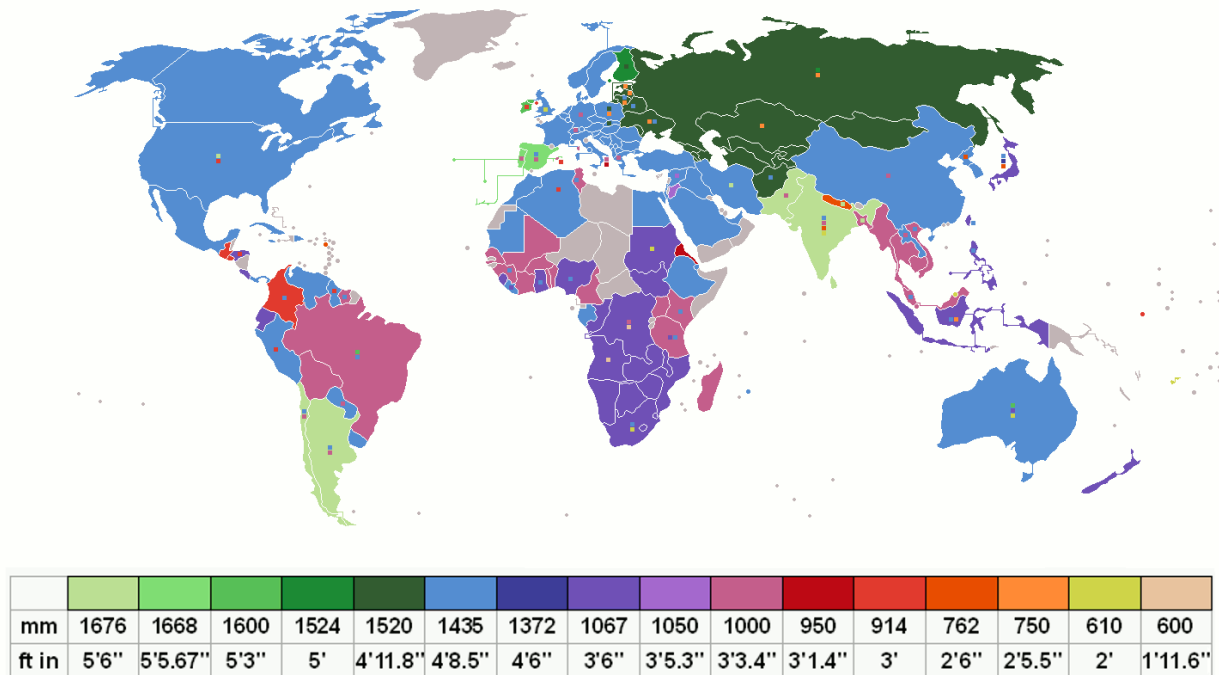
²⁷ Le record du monde de vitesse sur rail sur voie métrique a longtemps été détenu par une automotrice de la Régie Abidjan-Niger qui a atteint 160km/h près de Bobo-Dioulasso (Burkina-Faso) en 1976. Il n'a été battu que très récemment en 2022 par les chemins de fer Rhétiques avec 163 km/h sous le tunnel de la Vereina, dans le canton des Grisons (Suisse). On est très loin des records sur voie normale (574,8 km/h en France en 2007).

²⁸ Le Japon, pionnier de la grande vitesse avec le Shinkansen dès 1964, aurait pu choisir un autre écartement pour ses lignes à grande vitesse, mais a lui aussi opté pour cette norme pour les mêmes raisons techniques.

D'une part, l'intérêt économique pour la construction de réseaux ferroviaires régionaux s'interconnectant avec la Chine, et la construction de lignes à grande vitesse (LGV), optimales avec un écartement plus large que le métrique, imposaient la construction de voies à écartement standard.

D'autre part, poursuivre avec l'écartement métrique permettait de maintenir l'interconnexion avec les réseaux existants mais limitait la capacité de charge, donc de transport de volumes importants.

Fig. 1. Écartement des voies ferrées dans le monde



Source : Rail gauge World, Creative Commons,

https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Rail_gauge_world.png

1.2.2. Le poids de la dépendance technologique

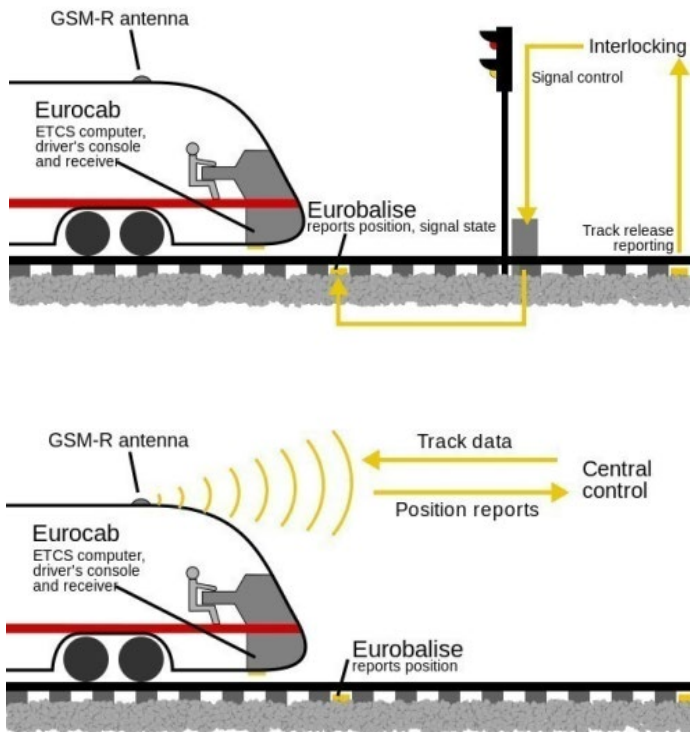
En sus des normes concernant l'écartement des réseaux, l'interconnexion entre les réseaux nationaux différents pose la question des normes de signalisation et de communication, et du mode de traction. Pour que des trains puissent circuler rapidement, a fortiori au-delà de 200 km/h, compte tenu de leur grande distance de freinage et de la visibilité des signaux, on ne peut compter sur la signalisation latérale et distance visuelle du conducteur pour assurer la sécurité. Il faut que l'information sur l'état de la voie (autre train en avant, perturbations...) soit communiquée au conducteur directement dans la cabine de conduite.

C'est ce que l'on appelle la signalisation embarquée (ou cab-signal selon la terminologie américaine)²⁹. Les problèmes de normes de signalisation ferroviaire concernent principalement l'hétérogénéité des systèmes, entraînant des défis d'interopérabilité. Les engins de traction doivent être équipés de tous les systèmes de signalisation équipant les voies sur lesquels ils sont appelés à circuler. Dans le meilleur des cas, cela génère des coûts importants, dans le pire des cas, cela bloque toute interopérabilité. Le même problème se pose, en traction électrique (indispensable à la grande vitesse ferroviaire), avec les différents courants de tractions utilisés sur les réseaux³⁰.

²⁹ De multiples technologies ont été développées ces 40 dernières années en parallèle au développement du réseau à grande vitesse : La TVM 430 en France, le système Indusi en Allemagne ...

³⁰ Le matériel Eurostar PBKA constitue une référence du genre : il est quadricourant 25 000 V et 15 000 V monophasé, 1 500 V et 3 000 V continu, et il est doté de quatre systèmes de signalisation embarquée.

Fig. 2. Les indispensables systèmes de communication ferroviaires



Source : Wiki SimRail, <https://simrail-wiki.fr/fr/etcs>

Le développement de réseaux interconnectés plurinationaux requiert ainsi, à plusieurs titres, l'interopérabilité des réseaux de signalisation et de communication, et la question des normes retenues pour garantir l'interopérabilité des réseaux se pose. Il y a là de grands enjeux industriels et de souveraineté (Lasserre, 2023). Par exemple, la ligne Bangkok–Nong Khai doit employer les rames Fuxing Hao CR300AF de China Railway Rolling Stock Corporation (CRRC) (250 km/h en exploitation). Pendant les trois premières années, la Chine assurera l'opération et la maintenance ; la Thaïlande prendra progressivement le relais entre la 3^e et la 7^e année. Ce schéma de transfert de gestion est présenté par Bangkok comme une opportunité de montée en compétence. Cependant, le choix d'un fournisseur étranger crée nécessairement une dépendance envers ses systèmes et standards, ici chinois (écartement standard 1,435 m, signalisation CTCS, matériel roulant de CRRC) crée un lock-in technologique difficile à défaire une fois le réseau opérationnel. Choisir une technologie ferroviaire, c'est choisir

pour des décennies un fournisseur de pièces de rechange, de formation et maintenance et de mise à jour des systèmes, dont il d'autant plus difficile de se dégager que d'autres matériels ferroviaires, même à écartement équivalent, ne peuvent pas forcément circuler sur les voies ainsi construites si leurs systèmes de communication diffèrent.

En Thaïlande, la plupart des voies étaient à l'écartement standard jusqu'en 1919, date à laquelle le gouvernement a supprimé ces voies pour développer le réseau à écartement métrique. Prise à l'époque pour favoriser l'interconnexion, cette décision peut sembler rétrospectivement regrettable puisque peu de points de passage ont été développés entre le réseau siamois et les réseaux britanniques (Birmanie 1942-1945, Malaya en 1918) et français en Indochine (1942-1973).

1.3. L'avènement des projets de lignes à grande vitesse

Durant les premières années du XXI^e siècle, c'est dans ce contexte d'un réseau déjà relativement ancien, souvent à voie unique et à écartement métrique que les projets de modernisation du réseau, mais aussi de construction de lignes à grande vitesse sont apparus en Thaïlande.

La Thaïlande n'était pas seule à envisager la modernisation de son réseau via la construction de lignes à grande vitesse. En 2005, un premier projet de ligne à grande vitesse (LGV) entre Hanoi et Ho Chi Minh Ville (HCMV) avait été rendue publique, pour un coût de 38 milliards \$ (Vietnam Business Forum, 2005), soit 66% du PIB de l'époque. Considéré comme trop coûteux, seules les études de faisabilité ont été réalisées (VietnamNet, 2023). En 2010, le gouvernement vietnamien relança le projet de LGV Hanoi-HCMV, pour un coût de 60 milliards \$, soit environ 41% du PIB du pays, financé à hauteur de 70% par des prêts à taux d'intérêt très bas du Japon. Ce projet fut également écarté par l'Assemblée nationale du fait de son coût jugé excessif par rapport aux moyens financiers de l'époque (AFP, 2010).

Au Myanmar, un accord pour un projet de voie ferrée Kunming – Mandalay – Rangoon – Bangkok a été signé en 2011 par les gouvernements chinois, thaïlandais et birman avec l'entreprise China Railway Engineering Corporation (Geopolitical Monitor, 2017).

Le projet s'est rapidement enlisé dans les dépassements de coûts et l'instabilité politique prévalant au Myanmar. Les perspectives moroses de développement du corridor Bangladesh-Chine-Inde-Myanmar, intégré aux nouvelles routes de la soie en 2013 laissent penser que ce projet se trouve actuellement dans une impasse, même si la Chine poursuit la construction de la voie ferrée jusqu'à la ville frontalière de Ruili et incite fortement le Myanmar à donner suite à une version réduite du projet ferroviaire jusqu'à Mandalay, et ensuite jusqu'à Kyaukpyu (Lasserre et Alexeeva, 2024).

Les projets internes à la Thaïlande permettaient non seulement de rendre le réseau plus efficace, comme levier de développement économique du pays, mais aussi de confirmer son rôle de pôle central (hub) dans les grands projets régionaux d'interconnexion entre Asie du Sud-Est et Chine. Incontournable au sud pour toute connexion vers la Malaisie et Singapour, la Thaïlande souhaite profiter du marasme politique du Myanmar voisin qui rend très peu probable la construction de la voie occidentale des trois projets d'interconnexion Chine-Asie du Sud-est, tandis qu'au Vietnam, le retard considérable dans la modernisation du réseau et le lancement de projets à grande vitesse permet à Bangkok d'espérer conserver un avantage décisif, même si le pays tarde aussi à initier sa modernisation.

2. Quelle stratégie ferroviaire en Thaïlande ?

2.1. En Thaïlande, une modernisation incertaine

Les premières discussions pour la construction de lignes à grande vitesse émergent en 1996, mais elles seront emportées par la crise financière asiatique de 1997 (IsraNews Agency, 2017). En 2010, le Parlement approuve un projet comportant cinq LGV. Le projet prit du retard à cause du coup d'État de 2014. Une nouvelle proposition de quatre LGV a été présentée en 2017 (The Nation, 2017) dans le cadre de la planification du développement du réseau ferroviaire (Office of Transport and Traffic Policy and Planning, 2018) (voir Fig. 1).

Fig. 3. Les quatre LGV prévues dans le Plan de développement de 2017



Source : Office of Transport and Traffic Policy and Planning, 2018, p.4-39.

Ces quatre lignes rayonnent autour de Bangkok : une ligne vers le nord-est, Bangkok – Nong Khai à la frontière laotienne ; une ligne vers le nord-ouest, Bangkok-Chiang Mai ; une ligne vers l'est, Bangkok-U-Tapao reliant les trois aéroports de la région du grand Bangkok, et une vers le sud et la Malaisie, Bangkok-Hua Hin dans un premier temps. A l'époque (2017), la ligne pour Nong Khai devait être achevée dans son premier segment jusqu'à Nakhon Ratchasima en 2021, tandis que le premier segment de la ligne du nord-ouest, jusqu'à Phitsanulok, devait être lancée en 2025.

Toutes prévoient des vitesses commerciales de 250 km/h sauf celle pour Chiang Mai, à 300 km/h. Tous ces projets ont pris des retards conséquents (voir tableau 1).

Tableau 1. Planification des LGV en Thaïlande

Segment de LGV	Date de fin prévue en 2022	Date de fin annoncée en 2025-26	Statut actuel
Ligne Nord-est, Bangkok - <u>Nakhon Ratchasima</u>	2027	2030	Achevée à 52%
Ligne Nord-est, <u>Nakhon Ratchasima</u> – <u>Nong Khai</u>	2029	2032	Approuvée par le Cabinet en fév. 2025. Appels d'offres en cours
Ligne nord-ouest, Bangkok - <u>Phitsanulok</u>	2032	?	Au point mort. Le Japon refuse le co-investissement demandé par Bangkok. Projet en attente d'un modèle financier viable
Ligne nord-ouest, <u>Phitsanulok</u> – Chiang Mai	2037	?	
Ligne Est, Bangkok – U- <u>Tapao</u> et <u>Rayong</u>	2027	2032	Bloqué. Efforts de définition d'un nouveau montage financier.
Ligne Est, <u>Rayong</u> - <u>Trat</u>	2037	?	
Ligne Sud, Bangkok – <u>Hua Hin</u>	2032	2032	Encore en phase de planification
Ligne Sud, <u>Hua Hin</u> – <u>Padang Besar</u>	2037	2037	

Source : Office of Transport and Traffic Policy and Planning, 2018 ; Global Construction Review, 2023; Sunida, 2024; Hitkub, 2025; PRD, 2025, Bangkok Post, 2025; Construction Review, 2025; The Nation, 2026a, 2026b.

Fig. 4. Le chantier de la LGV Nord-est, au nord de Bangkok, 2025.



Source : F. Lasserre

Fig. 5. La nouvelle gare centrale de Bang Sue, 2025



Source : F. Lasserre

Elle paraît surdimensionnée par rapport au trafic actuel, reflétant le trafic attendu avec l'ouverture programmée des LGV sur le moyen terme.

2.2 Retards et difficultés

Des retards considérables sont venus perturber ce plan. Aujourd'hui, la section Bangkok- Nakhon Ratchasima est en construction dans le cadre d'un accord de principe sino-thaï signé le 19 décembre 2013, et approuvé par le Cabinet le 11 juillet 2017, mais sa date de complétion, repoussée à 2027 puis à 2028 (Strangio, 2025) et aujourd'hui à 2030, est encore très incertaine puisque le projet n'était construit qu'à 52,4% au 21 mars 2026 (The Nation, 2026b). Le segment Nakhon Ratchasima – Nong Khai, sur les berges du Mékong face à Vientiane, a été approuvé par le Cabinet du gouvernement thaïlandais le 4 février 2025, donnant le feu vert au début des travaux pour 2026 (PRD, 2025). Le pont permettant de franchir le fleuve, de rejoindre Vientiane puis la ligne Vientiane-Boten-Kunming, est encore en discussion entre les gouvernements laotien et thaïlandais (The Nation, 2025). Un

premier projet financé à 2% d'intérêt aurait été proposé, et refusé par Bangkok qui soulignait la possibilité à l'époque de se financer à 1,8% sur le marché des obligations. Bangkok refusait également toute clause de garantie du projet sur des actifs nationaux thaïlandais en cas de défaut de paiement, comme Beijing l'avait obtenu avec le Laos (Chaitrong, 2017). Suspendu, le projet fut relancé fin 2017 (Crispin, 2016 ; China Daily, 2017). La banque de crédit à l'export chinoise China ExImBank avait alors proposé un prêt de 5,5 milliards USD à 3% d'intérêt, proposition actée dans le contrat avec le gouvernement thaïlandais du 28 octobre 2020. Cependant, le 3 décembre 2021, le gouvernement thaïlandais a décidé de refuser ce financement dont les taux d'intérêt étaient jugés trop élevés – Bangkok souhaitait 2,5% - et de financer lui-même le chantier, un poids financier conséquent sur le budget national, ce qui a contribué au retard conséquent à ce jour (AidData, 2023). La complexité du projet, la pandémie, l'instabilité politique en Thaïlande, comme des frictions dans la gestion du projet entre entreprises chinoises et thaïlandaises (Bunnak et al, 2024), un scandale de construction³¹ et un accident majeur³², ont également contribué à ralentir la mise en œuvre des différents travaux. En autofinçant sa propre ligne à grande vitesse, le gouvernement thaïlandais souhaitait éviter le piège de la dépendance financière et de la dette, même s'il demeure technologiquement tributaire de l'expertise chinoise (Azizi, 2025).

Le projet de ligne vers l'Est, reliant sur 220 km les trois principaux aéroports de la région de Bangkok (Don Mueang–Suvarnabhumi–U-Tapao) a été l'objet d'un partenariat public-privé signé en octobre 2019 avec Asia Era One Co., un consortium thaïlandais dominé par le groupe Charoen Pokphand associé à Italian-Thai Development et China Railway Construction Corporation, pour une valeur de 224,5 milliards de bahts (6,8 milliards USD). En mars 2026, le chantier n'avait encore débuté et semblait en grande difficulté (Rail Asia, 2025 ; Southeast Asia Infrastructure, 2025; Khaosod English, 2025).

³¹ Le 28 mars 2025, à la suite d'un séisme au Myanmar, un immeuble en construction s'est effondré à Bangkok, faisant de nombreuses victimes. L'enquête considère notamment la qualité des travaux de l'entreprise de travaux publics Italian-Thai Development et de son fournisseur chinois de poutrelles d'acier Xin Ke Yuan Steel. Or, Italian-Thai Development est impliquée dans la construction de plusieurs segments de la LGV Nord-Est (Wikipédia 2026; Thaiger, 2026).

³² Le 14 janvier 2026, sur le chantier de la LGV vers Nakhon Ratchasima qui surplombe la voir métrique en service, l'effondrement d'une grue de construction sur un train en circulation a fait 32 morts.

Pour la LGV Bangkok-Chiang Mai, le gouvernement thaïlandais souhaitait faire affaire avec le Japon, afin de ne pas dépendre du seul fournisseur chinois (Aroonpipat, 2024), tandis que le Japon entendait, après son échec commercial en Indonésie, ne pas laisser tout le marché de la grande vitesse ferroviaire à la Chine en Thaïlande (Chachavalpongpun, 2018; Aroonpipat, 2024). Un premier accord de principe a été signé en 2015. Les études de faisabilité menées par l'agence japonaise d'aide au développement (JICA) soulignaient le coût élevé du projet, 420 milliards de bahts (13 milliards USD) (Hongtong, 2017), ce qui a conduit le Japon à douter de la viabilité financière du projet (Hongtong, 2018, 2019). Néanmoins, la coopération ferroviaire entre Japon et Thaïlande s'est poursuivie avec l'achèvement en mars 2023 d'une nouvelle étude de faisabilité pour la phase 1 jusqu'à Phitsanulok, nettement plus encourageante (Bangkok BizNews, 2023; PRD, 2023). Un désaccord important demeure toutefois sur le modèle de financement, Tokyo ne proposant que des prêts concessionnels à taux très faibles via son aide publique au développement³³, là où Bangkok souhaiterait une co-participation en capital (Bangkok Post, 2018; Shang-su, 2022), ce qui bloque toute décision formelle depuis 2018. Le projet reste à l'état d'étude avancée, ni abandonné ni confirmé, et sa réalisation demeure incertaine (Clark, 2026).

Ces retards et tergiversations suscitent une réaction négative de l'opinion, des médias et de certains milieux professionnels. Les grands médias thaïlandais (Bangkok Post, Khaosod English, Nation Thailand) ont joué un rôle structurant dans la formation de l'opinion publique sur les projets ferroviaires. Leur couverture a évolué d'un enthousiasme relatif lors des annonces initiales (2015-2017) à un regard de plus en plus critique à partir de 2021, marqué par les comparaisons entre la ligne Laos-Chine opérationnelle et les retards répétés du projet thaïlandais (Nokkaew et al., 2024).

La plateforme Travel Mole, spécialisée dans l'industrie touristique, a été particulièrement incisive : son article d'octobre 2025 qualifie le projet des Trois Aéroports, jadis « symbole de la modernisation de la Thaïlande », de « symbole d'échec national », une formule qui reflète une désillusion croissante dans les milieux du tourisme et des affaires envers la capacité institutionnelle de mener à terme les grands chantiers (Travel Mole, 2025).

Ces projets de liaisons à grande vitesse s'insèrent dans un vaste plan national à long terme de modernisation du réseau, dévoilé en 2017, le Rail Development Master Plan to Facilitate Special Economic Zones, Tourism and Local Area Development (OTP, Office of Transport and Traffic Policy and Planning, 2018). Ce plan articule la construction des quatre itinéraires à grande vitesse, à écartement standard, avec la modernisation du réseau national à voie métrique comme instrument de développement local, notamment par le doublement systématique des voies existantes. En 2018, 91% des 4 044 km du réseau étaient à voie unique (State Railway of Thailand, 2020). L'idée est d'améliorer grandement la sécurité, mais aussi la fréquence de circulation des trains, leur vitesse en reprofilant les voies parfois vieillissantes, et de faire circuler plus facilement trains de passagers et de fret tout en gagnant sur le temps de parcours, puisque les trains n'auront plus besoin de s'attendre sur des voies d'évitement. Le projet couvre un total de 3 157 kilomètres. La phase 1, qui concernait deux lignes totalisant 993 kilomètres, devait être achevée en 2022. La phase 2, en cours, comprend le doublement de sept lignes totalisant 1 483 kilomètres (OTP, 2021). Le Plan de modernisation de 2017 prévoit que la vitesse moyenne des trains de passagers passerait à 90 km/h et la fréquence pourrait augmenter de 80% (OTP, 2018, 5-1).

Ce plan présente l'avantage de valoriser le réseau existant sur la base d'investissements moins coûteux que le remplacement total des voies à l'écartement standard de 1,435 m. Il suscite cependant plusieurs critiques, la principale étant la nécessité de faire coexister deux réseaux, l'ancien à écartement métrique et aux performances qui vont demeurer modestes avec une vitesse commerciale moyenne de 90 km/h, et le réseau moderne à grande vitesse, à écartement standard. Dès 2015, des ingénieurs avaient exprimé leur inquiétude quant à la viabilité commerciale et financière d'un réseau dual, plus complexe à entretenir tant pour les voies que pour le matériel roulant non compatible (Bangkok Post, 2015). Des incohérences et failles émergent : si la LGV Bangkok – Chiang Mai ne se fait pas, ne serait-il pas plus judicieux, et moins coûteux, de construire une ligne à écartement standard conventionnelle limitée à 160 km/h comme pour la ligne Kunming-Vientiane inaugurée en 2021 ?

³³ Pour la LGV Ahmedabad-Mumbai en Inde, le Japon a proposé un prêt sur 50 ans à 0,1% d'intérêt avec une période de grâce de 15 ans (MOFA, 2023).

Est-il nécessaire de construire une LGV pour la desserte des trois aéroports ? Ici aussi, une ligne à 160 km/h ne serait-elle pas nettement moins coûteuse pour un différentiel de temps de parcours raisonnable ?³⁴ Enfin, sur le corridor Bangkok-Nong Khai vers le Laos, il est prévu que le fret continue de circuler sur la voie métrique, ce qui obligera les marchandises à être transbordée sur la ligne à écartement standard à Vientiane pour poursuivre vers le marché chinois (Clark, 2022).

Enfin, sur le corridor Bangkok-Nong Khai vers le Laos, il est prévu que le fret continue de circuler sur la voie métrique, ce qui obligera les marchandises à être transbordée sur la ligne à écartement standard à Vientiane pour poursuivre vers le marché chinois (Clark, 2022).

Fig. 6. Trains en gare de Thonburi (Bangkok), 2025. Le réseau national est à écartement métrique.



Source : F. Lasserre

Fig. 7. Motrices et voitures, gare de Thonburi, 2025.

80% du matériel roulant a plus de 50 ans et a besoin de modernisation (Bangkok Post, 2014).



Source : F. Lasserre

³⁴ Sur 220 km, en supposant un trajet sans arrêt, un train roulant à 250 km/h parcourt la ligne en 53 minutes, et à 160 km/h, en 1h20, et ce sans tenir compte des temps d'accélération et de décélération à l'origine et au terminus. En ajoutant d'autres arrêts, le temps d'accélération limite encore davantage l'avantage de la vitesse de pointe sur le temps de trajet total.

Enfin, le Vietnam et le Laos ont annoncé la mise en chantier en 2026 de la ligne Vung Ang -Thakhek-Vientiane, à écartement standard et vitesse commerciale de 160 km/h, prolongeant donc la voie Kunming-Vientiane, pour un coût annoncé de 6,6 milliards USD (Laotian Times, 2025; Lao News Agency, 2025). A partir de Thakhek, la Thaïlande projette de construire le corridor Est-Ouest de la Greater Mekong Subregion à travers le territoire thaïlandais jusqu'au Myanmar (GMS, 2024). Si cette voie est construite, sera-t-elle à écartement standard, ce qui permettrait une fluidité de circulation régionale et une bonne interconnexion avec la ligne entre Vientiane et Vung Ang, ou à écartement métrique, ce qui imposerait un transbordement à la frontière laotienne ? Le Vietnam est lui aussi confronté à ce dilemme d'un réseau dual faisant cohabiter lignes métriques et lignes modernes à écartement standard, mais les annonces récentes laissent entendre un choix de Hanoi de miser sur la construction générale de lignes à écartement standard. Au Cambodge également, l'extension et la modernisation du réseau repose sur la construction de nouvelles lignes à écartement standard, se connectant au réseau vietnamien au sud (Clark, 2023).

3. Quel État formera le hub régional ?

Ces incertitudes sur la cohérence du réseau thaïlandais sur le long terme laissent planer des doutes sur la capacité du pays à concrétiser son objectif affiché de devenir le hub ferroviaire de l'Asie du Sud-est continentale.

Le gouvernement thaïlandais souligne que l'objectif du programme de développement des lignes à grande vitesse est d'améliorer la connectivité régionale. La Thaïlande s'inscrit délibérément dans cette optique de favoriser les transports régionaux, son programme ferroviaire étant présenté comme s'alignant sur le Master Plan on ASEAN Connectivity 2025, en particulier l'axe Kunming-Singapour, et les nouvelles routes de la soie (Bharti & Kumari, 2024).

L'argumentaire gouvernemental est ambitieux. Les autorités affirment que l'achèvement de la ligne Bangkok–Nong Khai est

un projet stratégique qui permettra à la Thaïlande de se connecter à l'économie mondiale dans le cadre de l'Initiative chinoise « Belt and Road », tout en confortant son objectif de devenir le véritable pôle logistique et de transport pour l'ASEAN (PRD, 2025 ; Bangkok Post, 2025b; State Railway of Thailand, s. d.). La géographie plaide en effet pour ce positionnement : située au cœur de l'Asie du Sud-Est continentale, la Thaïlande est le carrefour naturel permettant de relier la province chinoise du Yunnan à la péninsule malaisienne, et ce jusqu'à Singapour. La connexion avec le réseau laotien et chinois via le port sec de Nong Khai ouvrira ainsi un accès ferroviaire direct au marché chinois.

Cet objectif politique, asseoir le rôle de plaque tournante ferroviaire du réseau thaïlandais, est fragilisé par la lenteur de construction du projet, à la suite de nombreux désaccords entre partenaires chinois et thaïlandais (Wu, 2022). Elle est également confrontée à la concurrence des ambitions des autres États de la région.

Le Laos revendique également cette position de carrefour régional, fort déjà d'une ligne fonctionnelle à vitesse semi-rapide (160 km/h)³⁵ entre Kunming et Vientiane, et du projet d'interconnexion avec une ligne vers Vung Ang au Vietnam, qui permettra au Laos de disposer d'un accès direct à la Chine via Kunming et de servir d'intermédiaire obligé entre Chine et Thaïlande, mais aussi à la mer via Vung Ang (Mottet, 2017 ; Vietnam Chamber of Commerce, 2022; Pedrelotti, 2022).

³⁵ Le Laos et la Chine se plaisent à répéter que la ligne Kunming-Vientiane constitue une LGV, ce qui est inexact au regard des normes internationales de l'UIC, selon lesquelles la grande vitesse ferroviaire débute à 250 km/h (UIC, nd; Géoconfluences, 2023). De nombreuses lignes classiques en Europe fonctionnent à 160 km/h. De plus, à voie unique et faisant circuler des convois de fret à 120 km/h, la ligne ne pourra offrir un service cadencé à haute fréquence.

Fig. 8. Les projets de modernisation des réseaux ferroviaires en Asie du Sud-Est



Source : F. Lasserre

Le Vietnam, après les tentatives infructueuses de 2005 puis 2010, a relancé le projet de LGV entre Hanoi et Ho Chi Minh Ville, approuvé par l'Assemblée Nationale en novembre 2024, avec un coût estimé en 2024 de 67 milliards \$ (Strangio, 2024).

Hanoi va également de l'avant avec des lignes classiques semi-rapides vers la Chine et à travers le Vietnam du Nord ; vers le Laos ; vers le Cambodge, lignes à écartement standard moins chères et moins complexes à construire que les LGV.

Ces projets ferroviaires permettraient d'étoffer l'interconnexion avec les pays voisins, de proposer un axe majeur nord-sud et de contribuer à la mise en œuvre du projet trans-asiatique Chine-Asie du Sud-est (Li et Zhang, 2024; Nguyen, 2024; Yang et Chi, 2025).

Fig. 9. Le train semi-rapide Kunming-Vientiane, inauguré en 2021. Gare de Vientiane, 2024.



Source : F. Lasserre

Conclusion

La Thaïlande souhaite profiter de sa position géographique centrale en Asie du Sud-Est continentale pour, à la faveur de ses projets de modernisation du réseau ferroviaire, se positionner comme carrefour régional incontournable dans les échanges entre pays de l'ASEAN et Chine. Bangkok a donc décidé d'aller de l'avant avec un plan comportant la construction de quatre LGV permettant une interconnexion entre le Laos et la Malaisie à travers le nœud central de Bangkok, tout en développant le doublement de ses voies à écartement métrique.

Cet ambitieux projet s'est heurté à des difficultés politiques internes liées à l'instabilité politique, à des différends avec les partenaires chinois et japonais sur les montages financiers, et aux critiques qui soulignent les risques opérationnels que pourrait représenter la cohabitation d'un réseau de LGV à écartement standard, avec un réseau métrique ancien, certes modernisé mais où les capacités et les vitesses demeureraient modérées. Or, le Laos, le Vietnam ne cachent pas leurs ambitions de prendre eux aussi une place importante dans la recomposition du transport ferroviaire régional, alimentant les craintes du gouvernement thaïlandais que l'ascension du Vietnam ne vienne porter ombrage aux ambition thaïlandaises (The Nation, 2025b; Bangkok Post, 2025c).

Références bibliographiques

- AFP (2010). Critics urge brakes on Vietnam's high-speed rail. 16 juin, <https://web.archive.org/web/20100616163837/http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5jZt1P7ZKoy4cwjdo9y9vSc7-NloA>
- AidData (2023). China Eximbank pledges 38.2 billion baht loan for Phase 1 of the Nong Khai High-Speed Railway (Bangkok to Nakhon Ratchasima) Project, <https://china.aiddata.org/projects/64448>
- Aroonpipat, S. (2024). Is Thailand a Competitive Battlefield for High-speed Rail between China and Japan. *Journal of Mekong Societies*, 20(3), 92-127.
- ASEAN (2007). The Singapore-Kunming rail link project. ASEAN. 26 sept., <https://web.archive.org/web/20071009205609/http://www.aseansec.org/Fact%20Sheet/AEC/2007-AEC-010.pdf>
- ASEAN (2016), Master Plan on ASEAN Connectivity, Jakarta, https://asean.org/wp-content/uploads/2021/08/8_compressed.pdf
- Azizi, S. (2025). China's Belt and Road Initiative (BRI): A strategic framework for ASEAN engagement. *Discover Global Society*, 3(119), <https://link.springer.com/article/10.1007/s44282-025-00240-2>
- Bangkok BizNews (2023). เปิดเส้นทาง 'ไฮสปีดเทรน' ภาคเหนือ ลุ้นรัฐบาลใหม่เคาะตอกเสาเข็ม [La ligne de train à grande vitesse du nord de la Thaïlande va ouvrir ; on attend l'approbation du nouveau gouvernement pour commencer les travaux], 10 mars, <https://www.bangkokbiznews.com/business/economic/1057191>
- Bangkok Post (2014). Ageing trains 'cranky but safe'. 3 juin, <https://www.bangkokpost.com/business/general/413398/time-can-t-beat-ageing-locos-prapas>
- Bangkok Post (2015). Standardise track gauge, experts urge. Use of two widths 'incurs extra costs'. 29 janv., <https://www.bangkokpost.com/thailand/general/461308/standardise-track-gauge-experts-urge>
- Bangkok Post (2018). Japan rejects calls to invest in bullet train. 8 fév., <https://www.bangkokpost.com/business/general/1409146/japan-rejects-calls-to-invest-in-bullet-train>
- Bangkok Post (2025). Three-airport rail contract under review again. 28 nov., <https://www.bangkokpost.com/thailand/general/3144385/threeairport-rail-contract-under-review-again>

- Bangkok Post (2025b). High-speed rail linking Bangkok to China in 5 years. 29 janv., <https://www.bangkokpost.com/business/general/2950076/thai-high-speed-rail-linking-bangkok-to-china-eyes-2030-opening>
- Bangkok Post (2025c). PM's nightmare is Vietnam surge. 9 oct., <https://www.nationthailand.com/news/asean/40054199>
- Banomyong, R. (2010). Benchmarking Economic Corridors logistics performance: a GMS border crossing observation. *World Customs Journal*, 4(1), 29-38.
- BBC News (2001). SE-Asia railway idea revived, 4 nov., <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/1637032.stm>
- Bharti, M. S., & Kumari, S. (2024). China's Belt and Road Initiative in Southeast Asia and its implications for ASEAN–China strategic partnership, *Asian Review of Political Economy*, 3(1), 22, <https://link.springer.com/article/10.1007/s44216-024-00042-4>
- Bunnak, P., Song, N., Chen, X., & Thomson, R. (2024). A governance perspective on China's belt and road initiative: a case study of the Sino-Thai railway project. *Journal of Asian Public Policy*, 1-20, <https://doi.org/10.1080/17516234.2024.2386719>
- Chachavalpongpun, P. (2018). Why the Derailing of the Japan-Thailand Train Deal Makes Sense. *The Diplomat*, 28 fév., <https://thediplomat.com/2018/02/why-the-derailing-of-the-japan-thailand-train-deal-makes-sense/>
- Chaitrong, W. (2017). China's loan terms rejected. *The Nation*, 13 août, <https://www.nationthailand.com/in-focus/30323682>
- China Daily (2017). High-speed rail project finally gets on track. 22 déc., <https://global.chinadaily.com.cn/a/201712/23/WS5a3d64d2a31008cf16da2fae.html>
- Clark, J. (2022). The mixed-gauge mess of Thailand's railways. *Future Southeast Asia*, 18 avril, <https://futuresoutheastasia.com/the-mixed-gauge-mess-of-thailands-railways/>
- Clark, J. (2023). Current and proposed railways in Cambodia. *Future Southeast Asia*, 14 fév., <https://futuresoutheastasia.com/cambodia-railways/#proposedrailways>
- Clark, J. (2026). Bangkok – Chiang Mai High-Speed Railway. *Future Southeast Asia*, 26 janv., <https://futuresoutheastasia.com/bangkok-chiang-mai-high-speed-railway/>
- Construction Review (2025). 52.4% Complete and Falling Further Behind: The Contract-by-Contract Reality of the Thai-Chinese High-Speed Rail. 23 mars, <https://constructionreviewonline.com/52-4-complete-and-falling-further-behind-the-contract-by-contract-reality-of-the-thai-chinese-high-speed-rail/>
- Crispin, S. (2016). China-Thailand Railway Project gets Untracked. *The Diplomat*, 1er avril, <https://thediplomat.com/2016/04/china-thailand-railway-project-gets-untracked/>
- Fedorenko, V. (2013). The New Silk Road Initiatives in Central Asia. *Rethink Paper 10*, Rethink Institute, Washington, DC.
- France 24 (2019). Cambodia and Thailand reconnected by rail after 45 years. 22 avril, <https://www.france24.com/en/20190422-cambodia-thailand-reconnected-rail-after-45-years>
- Géoconfluences (2023). Grande vitesse ferroviaire (High speed rail). <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/hsr-high-speed-rail>
- Geopolitical Monitor (2017). Kunming-Singapore High Speed Rail Network, 19 déc., <https://www.geopoliticalmonitor.com/fact-sheet-kunming-singapore-high-speed-rail-network/>
- Global Construction Review (2023). First phase of Thai-China railway to be complete in 2027, 30 août, <https://www.globalconstructionreview.com/first-phase-of-thai-china-railway-to-be-complete-in-2027/>
- GMS, Greater Mekong Subregion (2018). Review of Configuration of the Greater Mekong Subregion Economic Corridors. Manille, <https://greatermekong.org/sites/default/files/gms-corridors-configuration-review.pdf>
- Hitkub (2025). Bangkok–Hua Hin High-Speed Rail Project: Status and Timeline 2025. 23 fév., <https://www.hitkub.com/post/bangkok-hua-hin-high-speed-rail-project-status-and-timeline-2025>
- Hongtong, T. (2017). Bullet train project set to cost B420bn. *Bangkok Post*, 16 déc., <https://www.bangkokpost.com/thailand/general/1379711/bullet-train-project-set-to-cost-b420bn>
- Hongtong, T. (2018). Losses predicted for high-speed railway. *Bangkok Post*, 25 juillet, <https://www.bangkokpost.com/learning/easy/1509798/losses-predicted-for-high-speed-railway>
- Hongtong, T. (2019). Govt mulls end of fast train plan. *Bangkok Post*, 27 sept., <https://www.bangkokpost.com/business/1759399/govt-mulls-end-of-fast-train-plan>
- IsraNews Agency / สำนักข่าวอิสรา (2017). 8ปี3รบ.!ย้อนอกิมหากภาพยี่"ไฮสปีดจีน" ก่อนคสช.ได้ถูกชดอกลงเสาเข็ม-ขาดทุนเพื่อชาติ5.9หมื่นล [8 ans, 3 guerres ! Retour sur l'épopée du projet de « train à

- grande vitesse chinois » avant que le NCPO (Conseil national pour la paix et l'ordre) ne lance officiellement les travaux – une perte nationale de 59 milliards de bahts]. 21 déc., <https://www.isranews.org/content-page/item/62142-report003-62142.html>
- Kakizaki, I. (2005). *Laying the tracks: the Thai economy and its railways 1885-1935*, Kyoto University Press.
- Khaosod English (2025). High-Speed Rail Linking Thailand's Three Airports On Brink Of Collapse, 20 oct., <https://www.khaosodenglish.com/news/business/2025/10/20/high-speed-rail-linking-thailands-three-airports-on-brink-of-collapse/>
- Krongkaew, M. (2004). The development of the Greater Mekong Subregion (GMS): real promise or false hope? *Journal of Asian Economics*, 15(5), 977-998.
- Lao News Agency (2025). Laos-Vietnam Railway to Begin Construction in 2026, Transforming Regional Trade by 2030. 9 déc., <https://kpl.gov.la/en/detail.aspx/detail.aspx?id=95937>
- Laotian Times (2025). Laos-Vietnam Railway construction to begin in 2026, operations targeted for 2030. 7 déc., <https://laotiantimes.com/2025/12/07/laos-vietnam-railway-construction-to-begin-in-2026-operations-targeted-for-2030/>
- Lasserre, F. (2019). Les corridors transasiatiques : une idée ancienne opportunément reprise par la Chine. Dans Lasserre, F.; É Mottet et B. Courmont (dir.). *Les nouvelles routes de la soie. Géopolitique d'un grand projet chinois*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 9-26.
- Lasserre, F. (2023). La grande vitesse ferroviaire, un produit industriel à forte dimension géopolitique ? La diplomatie ferroviaire du Japon face à l'ascension de l'offre chinoise. *Regards géopolitiques*, 9(3), 30-44, <https://cqegheulaval.com/wp-content/uploads/2023/09/automne-2023-v9n3-RG.pdf>
- Lasserre, F. et Alexeeva, O. (2024). Heurs et malheurs du projet de corridor Bangladesh-Chine-Inde-Myanmar. *Regards géopolitiques* 10(2), 19-31, <https://cqegheulaval.com/2024/06/05/heurs-et-malheurs-du-projet-de-corridor-bangladesh-chine-inde-myanmar/>
- Li, X., L et Zhang, Y. (2024). China-Vietnam cooperation on rail connectivity to bring Trans-Asian Railway dream closer. *Global Times* (Beijing), 22 août, <https://www.globaltimes.cn/page/202408/1318500.shtml>
- MOFA, Ministry of Foreign Affairs (2023). Exchange of Notes concerning Yen Loan to India for the Project for the Construction of Mumbai-Ahmedabad High Speed Rail (IV). Tokyo, 20 mars, https://www.mofa.go.jp/ic/cap2/page6e_000335.html
- Mottet, É. (2017). Le Laos devient un pôle géostratégique majeur des « nouvelles Routes de la Soie », *Asialyst*, 12 déc., <https://asialyst.com/fr/2017/12/11/laos-devient-pole-geostrategique-majeur-nouvelles-routes-soie/>
- Nguyen, K. G. (2024). The political economy of Vietnam's North-South High-speed rail project. *Fulcrum* (Singapour), 19 déc., <https://fulcrum.sg/the-political-economy-of-vietnams-north-south-high-speed-rail-project/>
- Nokkaew, M., Nongpong, K., Yeophantong, T., et al. (2024). Analyzing online public opinion on Thailand-China high-speed train and Laos-China railway mega-projects using advanced machine learning for sentiment analysis. *Social Network Analysis and Mining*, 14(15), <https://doi.org/10.1007/s13278-023-01168-8>
- OTP, Office of Transport and Traffic Policy and Planning (2018). *Rail Development Master Plan to Facilitate Special Economic Zones, Tourism and Local Area Development*. Bangkok, janvier, https://www.otp.go.th/uploads/tiny_uploads/ProjectOTP/2559/Project07/02-ExSummaryReportEng.pdf
- OTP, Office of Transport and Traffic Policy and Planning (2021). *The Study of an Approach to Tracking of Energy Consumption Reduction from Double Track Railway Development Executive Summary Report*. Ministry of Transport, Bangkok, https://www.otp.go.th/uploads/tiny_uploads/PolicyPlan/25650426-TrackingDBT_Exsum-EN%20Final.pdf
- Pedroletti, B. (2022). En position stratégique, le Laos veut devenir le hub logistique de l'Asie du Sud-Est. *Le Monde*, 3 août, https://www.lemonde.fr/economie/article/2022/08/03/en-position-strategique-le-laos-veut-devenir-le-hub-logistique-de-l-asie-du-sud-est_6136981_3234.html
- Perelman, R. (2015). Entre Asie et Europe, les Routes ferrées de la soie. *Asie 21*, www.asie21.com/2015/09/30/entre-asie-et-europe-les-routes-ferrees-de-la-soie/
- PRD - Public Relations Department (2023). Thailand and Japan to Launch First Phase of Ambitious Bangkok-Chiang Mai Rail Project, Bangkok, 16 mars, <https://thailand.prd.go.th/en/content/category/detail/id/2078/iid/166580>
- PRD - Public Relations Department (2025). Second Phase of Thai-Chinese High-Speed Railway Project. Bangkok, 6 fév., <https://thailand.prd.go.th/en/content/category/detail/id/48/iid/362505>
- Rail Asia (2025). Thailand's \$6.8 Billion Three-Airport High-Speed Rail Project Stalled, Facing Collapse Amidst Contract Disputes and Political Shifts. Octobre, <https://www.rail->

asia.com/articles/thailand-s-6.8-billion-three-airport-high-speed-rail-project-stalled-facing-collapse-amidst-contract-disputes-and-political-shifts.

Rail Asia (2025). Thailand's \$6.8 Billion Three-Airport High-Speed Rail Project Stalled, Facing Collapse Amidst Contract Disputes and Political Shifts. Octobre, <https://www.rail-asia.com/articles/thailand-s-6.8-billion-three-airport-high-speed-rail-project-stalled-facing-collapse-amidst-contract-disputes-and-political-shifts>

Shang-su, W. (2022). Thailand's Vision to Become A Rail Hub: A Long Shot. Fulcrum (Singapour), 22 fév., <https://fulcrum.sg/thailands-vision-to-become-a-rail-hub-a-long-shot/>

Southeast Asia Infrastructure (2025). Thailand's three-airport high-speed rail project faces collapse. 22 oct., <https://southeastasiainfra.com/thailands-three-airport-high-speed-rail-project-faces-collapse/>

State Railway of Thailand (2020). Create happiness for people. SRT Annual Report 2020, <https://www.rmu.ac.th/uploads/file/1616563822.pdf>

State Railway of Thailand (nd). Introduction to State Railways of Thailand. https://aseanrailways.org/?page_id=701

Strangio, S. (2024). Vietnam's National Assembly Approves High-Speed Rail Project. The Diplomat, 3 déc., <https://thediplomat.com/2024/12/vietnams-national-assembly-approves-high-speed-rail-project/>

Strangio, S. (2025). Thai High-Speed Rail Project Set For Completion in 2030, Government Says. The Diplomat, 30 janvier, <https://thediplomat.com/2025/01/thai-high-speed-rail-project-set-for-completion-in-2030-government-says/>

Sunida, A. (2024). Is Thailand a competitive battlefield for high-speed rail between China and Japan? Journal of Mekong Societies, 20(3), 92–127. <https://so03.tcithaijo.org/index.php/mekongjournal/article/view/271811>

Thaiger (2026). How Italian-Thai Development became Thailand's most controversial construction company, 20 janv., <https://thethaiger.com/hot-news/politics/italian-thai-development-controversial-construction-company>

The Guardian (2004). Asean signs historic deal with China. 29 nov., <https://www.theguardian.com/business/2004/nov/29/china.internationalnews>

The Nation (2017). 4 high speed rail projects in FY 2017 investment plan. Bangkok, 31 oct., <https://www.nationthailand.com/business/30298825>

The Nation (2025). Thailand and Laos advance railway bridge linking Nong Khai and Vientiane to boost regional logistics. 18 oct.,

<https://www.nationthailand.com/news/general/40056964>

The Nation (2025b). Vietnam emerges as Asia's rising economy, warning signs it may overtake Thailand on all fronts. 18 août, <https://www.nationthailand.com/news/asean/40054199>

The Nation (2026b). Thai-Chinese high-speed rail project risks delay, may miss 2030 launch. 21 mars, <https://www.nationthailand.com/blogs/news/general/40064094>

The Nation (2026a). Thai government to finalise high-speed rail tenders by 2026. Nation Thailand, 3 janv., <https://www.nationthailand.com/news/policy/40060697>

Travel Mole. (2025). Thailand's flagship high-speed airport rail project on the brink of collapse. 21 octobre, <https://www.travelmole.com/news/thailand-high-speed-project-collapse/>

UIC (nd). High speed rail. <https://uic.org/passenger/highspeed/>

Vietnam Business Forum (2005). Vietnam needs US\$38 Bln to build North-South Express Railway by 2025. 7 août, <https://vccinews.com/news/4338/.html>

Vietnam Chamber of Commerce (2022). The Laos-Vietnam Railway, Boosting Laos' Ambitions to Become a Logistics Hub, 23 juin, <https://en.aecvcci.vn/tin-tuc-n9696/the-laos-vietnam-railway-boosting-laos%E2%80%99-ambitions-to-become-a-logistics-hub.htm>

VietnamNet (2023). Vietnam to speed up US\$59-billion high-speed train project. 5 oct., <https://vietnamnet.vn/en/vietnam-to-speed-up-us-59-billion-high-speed-train-project-2198082.html>

Whyte, B. (2010). The Railway Atlas of Thailand, Laos and Cambodia. Bangkok: White Lotus.

Wikipédia (2026). 2025 Bangkok skyscraper collapse. https://en.wikipedia.org/wiki/2025_Bangkok_skyscraper_collapse

Yang, Y. et Chi, J. (2025). Vietnam approves railway project to link China, 'a step forward to form Pan Asia transport network', Global Times (Beijing), 20 fév., <https://www.globaltimes.cn/page/202502/1328746.shtml>

C O M P T E - R E N D U

**COMPRENDRE L'INDE CONTEMPORAINE :
ENTRE AMBITIONS GLOBALES ET CONTRAINTES INTERNES**

Thao HOANG

Thao Hoang est doctorante en Science politique à l'Université Laval. Sa thèse porte sur la formation des identités étatiques en Relations internationales. Ses intérêts de recherche incluent les théories des relations internationales, les Global IR, la théorie relationnelle, les pensées politiques est-asiatiques ainsi que la politique étrangère du Vietnam. Professeur d'études allemandes et européennes à CY Cergy Paris Université.

Le colloque « Comprendre l'Inde contemporaine : politique, société et stratégies régionales », organisé par la Chaire de recherche en études indo-pacifiques de l'université Laval le 30 mars 2026, a proposé une lecture multidimensionnelle des transformations actuelles de l'Inde. À travers des interventions qui portent à la fois sur la géopolitique en Indo-Pacifique, les dynamiques frontalières, les relations bilatérales, la diplomatie régionale et les structures sociales internes, le colloque met en lumière une tension centrale. Il s'agit de celle entre l'affirmation indienne d'une puissance globale et la persistance de contraintes internes et régionales qui en limitent la portée. Au-delà de la diversité des objets étudiés, les cinq interventions dégagent une cohérence claire qui démontre que l'Inde apparaît comme une puissance en recomposition dont la trajectoire est marquée par des arbitrages constants entre l'ouverture vers l'international, la sécurité régionale et les transformations internes.

Une stratégie indo-pacifique entre ambition et ambiguïté

La première intervention par Isabelle Saint-Mézard, professeure des Universités et Directrice adjointe de l'Institut français de Géopolitique de l'université Paris 8, a analysé l'approche indienne de l'Indo-Pacifique. Elle met en évidence l'absence d'une doctrine unifiée de l'Inde vis-à-vis de cette région maritime. En effet, la stratégie indienne se construit moins à partir d'un document cadre que d'un ensemble de

discours, d'initiatives et de pratiques, ce qui produit une impression de flou stratégique.

Selon la professeure, cette indétermination reflète en réalité une tension plus profonde. D'un côté, l'Inde promeut une vision inclusive et multilatérale de l'Indo-Pacifique, fondée sur la coopération régionale et le rôle central d'organisations comme l'ASEAN. De l'autre, elle s'engage de plus en plus dans des formats minilatéraux, notamment à travers le QUAD, aux côtés des États-Unis, du Japon et de l'Australie. Cette dualité ne caractérise pas une contradiction, mais une stratégie d'équilibre. De la sorte, elle permet à l'Inde de bénéficier d'un partenariat stratégique renforcé face à la Chine, tout en préservant son attachement historique au non-alignement.

Toutefois, cette posture présente des limites. Le manque de visibilité de ses initiatives et la reconnaissance encore relative de son rôle régional fragilisent sa capacité à structurer l'espace indo-pacifique. Plus encore, les évolutions récentes, telles que les complexifications dans les relations avec les États-Unis sous la seconde administration de Donald Trump, l'instabilité régionale et la résurgence de menaces sur le flanc occidental de l'Inde en lien avec le Pakistan et les dynamiques du Moyen-Orient, semblent réorienter l'attention stratégique de l'Inde vers son voisinage immédiat. Cette évolution pourrait limiter l'engagement indien en Indo-Pacifique et remettre en question l'équilibre entre ses différentes priorités stratégiques.

Dans ce contexte, la professeure souligne que l'approche indienne de l'Indo-Pacifique apparaît en recomposition.

Il demeure ainsi prématuré de tirer des conclusions définitives quant à son évolution future, bien que les dynamiques actuelles suggèrent un possible recentrage stratégique.

Le retour du terrestre : la centralité persistante des frontières

La tension entre les ambitions maritimes et les contraintes continentales est au cœur de la deuxième intervention par Emmanuel Gonon, directeur des programmes à l'Observatoire européen de géopolitique et consultant spécialiste des questions de frontière et d'Asie. L'intervention a analysé des frontières indiennes, considérées comme l'« arrière-cour » indienne de l'Indo-Pacifique. Dans le contexte où l'Inde intensifie ses discours stratégiques sur l'Indo-Pacifique, elle reste profondément structurée par des enjeux terrestres, en particulier face à la Chine et au Pakistan.

Selon le chercheur, l'évolution récente de la posture frontalière indienne se représente comme une approche proactive, rendue possible par sa croissance économique. Le développement d'infrastructures frontalières, la mise en œuvre de programmes de peuplement et le renforcement des forces paramilitaires témoignent d'une volonté de territorialisation accrue. Cette stratégie s'inscrit toutefois largement comme une imitation du modèle chinois de gestion frontalière, caractérisée par une intégration poussée des dimensions civiles et militaires et par une politique systématique de contrôle territorial. L'Inde apparaît ainsi dans une position d'adaptation plutôt que d'initiative. Cette imitation suit toujours une logique défensive. L'intervenant fait savoir que jusqu'à présent, l'Inde n'a jamais adopté de stratégie véritablement préventive face à la Chine, mais elle se contente de réagir aux avancées de celle-ci.

M. Gonon précise que la croissance économique indienne depuis quelques années a permis à ce pays d'introduire une forme de modernité dans des zones frontalières périphériques longtemps négligées. Le renforcement de la présence indienne aux frontières a déjà apporté certains fruits. Par exemple, l'affrontement récent avec la Chine dans la région de Chushul a tourné à l'avantage de l'Inde, ce qui illustre une capacité accrue de réaction de son armée frontalière. Cependant, cette dynamique reste fragile face à

une Chine qui poursuit également activement la consolidation de sa présence au Tibet. Dans ce contexte, il est peu probable que l'Inde accepte une position de subordination par rapport à la Chine, ce qui laisserait ouverte la question fondamentale de la frontière commune. Enfin, la discussion entre Mme. Saint-Mézard et M. Gonon suite à l'intervention met en lumière une autre limite importante de cette politique qui réside dans le décalage entre le discours politique et la mise en œuvre réelle. Les programmes frontaliers, fortement valorisés politiquement, produisent parfois des effets davantage symboliques que structurels. Cette observation démontre une tension récurrente dans l'action publique indienne, celle entre l'ambition affichée et les capacités institutionnelles.

En conclusion, loin d'être marginales, les frontières terrestres constituent un élément structurant de la puissance indienne, ce qui vient relativiser l'idée d'un basculement stratégique vers le maritime.

Une diplomatie régionale sous contrainte : entre rivalités et rééquilibrages

La tension entre les ambitions globales et les contraintes internes est également illustrée dans la diplomatie de voisinage de l'Inde, comme démontré dans l'intervention d'Amélie Chalivet, doctorante en sciences politiques en cotutelle à l'université Paris 2 Panthéon-Assas et à l'université du Québec à Montréal. L'intervenante souligne tout d'abord que l'environnement régional récent autour de l'Inde est marqué par une accumulation de crises, notamment la chute du gouvernement bangladais en 2024, la révolution népalaise en 2025 et la guerre de quatre jours entre l'Inde et le Pakistan la même année. Ces transformations politiques ont profondément modifié les équilibres régionaux. Cette situation oblige l'Inde à adapter sa diplomatie de voisinage et sa perception stratégique.

Selon la doctorante, face à ces évolutions, l'Inde repense d'abord sa perception des menaces.

Le schéma traditionnel du « double front », soit la Chine et le Pakistan, laisse la place à une vision plus intégrée, marquée par la crainte d'une coordination sino-pakistanaise plus étroite. Parallèlement, la réflexion stratégique indienne s'élargit pour intégrer pleinement la dimension maritime. Ses priorités sont maintenant repensées non seulement en termes géographiques avec les deux adversaires, mais en termes de théâtres d'opérations, à savoir un front terrestre et un front maritime. Le tournant vers la mer se manifeste récemment dans les doctrines, les discours et les allocations budgétaires, avec une attention accrue portée à la marine et à l'océan Indien, sans pour autant abandonner la centralité du front nord.

Cependant, toujours selon la doctorante, l'adaptation indienne aux nouvelles dynamiques régionales se heurte à plusieurs limites. D'une part, l'influence indienne dans son voisinage apparaît fragilisée par l'affirmation croissante de l'autonomie des États voisins. Le Népal et le Bangladesh ont récemment démontré leur capacité à diversifier leurs partenariats, notamment en direction de la Chine, dans un contexte marqué par la montée des sentiments anti-indiens dans ces pays. D'autre part, l'évolution de la doctrine sécuritaire indienne vis-à-vis du Pakistan et du terrorisme lié à l'État pakistanais marque un tournant vers une plus grande acceptation du recours à la force conventionnelle. Si cette posture vise à renforcer la crédibilité stratégique de l'Inde, elle soulève également des risques d'escalade et révèle les limites de son autonomie stratégique, notamment à travers l'intervention diplomatique américaine qui a mis l'Inde et le Pakistan sur un pied d'égalité.

L'intervenante conclut en disant que malgré un affaiblissement relatif de son influence régionale et des tensions accrues, l'Inde ne se trouve pas dans une position d'échec. Les recompositions politiques en cours lui offrent également des opportunités pour redéfinir des relations plus équilibrées avec ses voisins. Cela implique néanmoins pour New Delhi d'accepter des relations moins asymétriques et de s'adapter à des partenaires de plus en plus autonomes dans leurs choix stratégiques. Ainsi, la diplomatie de voisinage indienne oscille entre l'affirmation de sa puissance et l'adaptation contrainte à un environnement de plus en plus multipolaire.

Les fondements sociaux de la puissance : caste, terre et pouvoir

L'intervention de Solène Ferreira, doctorante en sciences des religions à l'université du Québec à Montréal, analyse les rapports entre caste, terre et pouvoir dans l'État de l'Uttarakhand, au nord de l'Inde. Elle rappelle que la puissance indienne ne peut être comprise sans prendre en compte ses dynamiques internes. L'étude de l'Uttarakhand, qui prend pour point de départ la notion centrale de Devbhūmi, littéralement la « terre des dieux », a mis en évidence la manière dont des constructions religieuses anciennes continuent de structurer les rapports sociaux contemporains.

L'Uttarakhand est présenté comme un espace où la dimension physique du territoire est indissociable de sa sacralité. Cette sacralisation s'inscrit dans une histoire longue, marquée par des dynamiques de peuplement et de hiérarchisation sociale. Les communautés aujourd'hui identifiées comme dalits, notamment les Shilpkar, sont considérées comme les populations autochtones de la région. Toutefois, avec l'arrivée historique des élites brahmaniques et rajpoutes, ces groupes ont été progressivement relégués aux marges géographiques et sociales, tandis que les castes dominantes s'approprièrent les terres centrales et les ressources.

La doctorante s'appuie sur deux textes majeurs appartenant au Skanda Purāṇa, le Kedāra Khaṇḍa et le Mānasa Khaṇḍa, qui datent approximativement du XIII^e siècle. Ces textes opèrent une transformation fondamentale du territoire, car ils ne se contentent pas de le décrire, mais le sacralisent en faisant de l'Himalaya un espace de pureté rituelle où résident les dieux.

Le concept de « savarnocratie » est ensuite introduit pour permettre de saisir la persistance d'un ordre social dominé par les hautes castes, notamment les brahmanes et les rajpoutes. Cette domination est légitimée par des récits théologiques susmentionnés.

La sacralisation du territoire par ces récits a des effets concrets sur la distribution des terres, des politiques publiques et les dynamiques économiques contemporaines.

En effet, les politiques contemporaines tendent à reproduire, voire à renforcer, les inégalités entre les élites brahmaniques et rajpoutes et les castes défavorisées (OBC). Par exemple, la libération foncière adoptée en 2018 a facilité l'accès des investisseurs extérieurs aux terres agricoles, ce qui entraîne leur réduction et la marginalisation des communautés dalits, dépendantes d'espaces désormais privatisés. Les politiques d'« encroachment », sous couvert de protection environnementale et de préservation de l'identité du Devbhūmi, permettent des campagnes d'expulsion visant des populations accusées d'occuper illégalement des terres. Ces mesures affectent de manière disproportionnée les communautés dalits, tandis que des occupations similaires par des membres de hautes castes restent largement impunies. Ou encore, la promotion de « Organic Uttarakhand » dans les politiques agricoles valorise une agriculture certifiée nécessitant des investissements importants, favorisant les acteurs dotés de capital. Ce modèle renforce les inégalités en exploitant le travail des dalits sans leur garantir des bénéfices équitables.

Ces politiques illustrent la continuité entre l'héritage religieux et les formes modernes de domination, tout en révélant les limites des transformations socio-économiques de l'Inde. Cette analyse invite à nuancer l'image d'une Inde émergente et homogène. Elle souligne au contraire la profondeur des fractures internes de l'Inde, qui constituent autant de contraintes pour son développement et sa projection internationale.

Les relations indo-canadiennes : entre principes, diasporas et pragmatisme

L'étude des relations indo-canadiennes, présentée par Mathieu Boisvert, professeur des études religieuses à l'université du Québec à Montréal, offre un éclairage complémentaire sur les tensions qui traversent la politique étrangère indienne, mais aussi canadienne. Ces relations bilatérales sont marquées par une alternance de rapprochement et de crises, souvent liées à des enjeux de sécurité, en particulier la question nucléaire et les dynamiques diasporiques.

L'intervenant souligne que la crise diplomatique récente de 2023-2025 constitue le point culminant de ces tensions. Elle met en évidence le rôle central de la diaspora indienne au Canada dans les relations bilatérales indo-canadiennes. En effet, en 2023, l'assassinat de Hardeep Singh Nijjar en Colombie-Britannique a provoqué une crise diplomatique entre New Delhi et Ottawa. Le Canada accuse le gouvernement indien d'être impliqué dans cet acte d'ingérence, ce que l'Inde nie fermement. Cette période de tensions dure près de deux ans, jusqu'à l'élection d'un nouveau gouvernement canadien en mars 2025. Un processus de réchauffement s'amorce rapidement, motivé notamment par des considérations économiques. Dans un contexte de diversification des partenariats commerciaux, le Canada cherche à renforcer ses liens avec l'Inde, perçue comme un acteur économique majeur.

La discussion continue à élargir la réflexion aux dynamiques de polarisation au sein de la diaspora indienne au Canada, en soulignant la coexistence de groupes liés au RSS (Rashtriya Swayamsevak Sangh), organisation paramilitaire nationaliste hindoue, et de mouvements pro-khalistanais militant en faveur de l'indépendance d'un État sikh. Cette polarisation soulève des inquiétudes quant à ses effets sur la cohésion sociale et sur la sécurité nationale du Canada, ainsi qu'à la question des ingérences étrangères menées par le gouvernement indien. Selon le professeur, bien que le gouvernement canadien soit conscient de ces enjeux et que ses services de renseignement surveillent de près les activités de ces groupes, il existe un écart entre la vigilance sécuritaire interne et le discours public dans lequel les autorités canadiennes tendent à minimiser l'ampleur des ingérences étrangères. Cette prudence s'explique en partie par des considérations économiques et stratégiques, quand le Canada cherche à préserver ses relations avec l'Inde.

Le revirement récent de la politique canadienne à l'égard de l'Inde est interprété comme étant lié à des facteurs géopolitiques plus larges, notamment la volonté de diversifier les partenariats économiques dans un contexte de tensions commerciales avec les États-Unis sous Donald Trump.

Ce repositionnement traduit ainsi une approche pragmatique, où les impératifs économiques tendent à primer sur les préoccupations liées aux ingérences et aux dynamiques internes des diasporas au Canada.

Cette dynamique révèle une tension plus générale entre les valeurs et les intérêts dans les relations internationales. Elle met également en lumière l'importance croissante des diasporas comme des acteurs transnationaux, capables d'influencer les politiques étrangères.

Conclusion : l'Inde – une puissance en tension

Pris ensemble, les communications et les débats du colloque ont mis en évidence que l'Inde est une puissance en tension. Trois lignes de fractures principales peuvent se dégager. Premièrement, la tension entre les ambitions globales et les contraintes régionales est illustrée par le fait que la projection indienne en Indo-Pacifique reste constamment rattrapée par les enjeux terrestres aux frontières et par la complexité du voisinage. Une deuxième tension existe entre le discours stratégique et les capacités réelles qui limitent la portée des politiques indiennes. Troisièmement, il existe une tension entre le développement économique de l'Inde et ses inerties sociales. En effet, les dynamiques de croissance coexistent avec des structures de domination et d'inégalités sociales profondément ancrées dans la société indienne. Ces tensions ne traduisent pas nécessairement une faiblesse, mais plutôt une phase de recomposition. L'absence de doctrine figée dans le cas de l'Inde, souvent perçue comme un manque de cohérence, peut également être interprétée comme une forme de flexibilité stratégique dans un environnement international incertain.

Ce colloque met en lumière la complexité de la trajectoire indienne contemporaine. Loin d'une lecture univoque, il révèle une puissance en construction, traversée par des contradictions mais capable d'adaptation. L'Inde apparaît ainsi moins comme une puissance pleinement affirmée que comme une puissance en devenir dont l'influence dépendra de sa capacité à articuler ses ambitions globales avec la gestion de ses contraintes internes et régionales. En ce sens, l'analyse des dynamiques contemporaines de l'Inde invite à

dépasser les lectures simplificatrices pour saisir les logiques d'un acteur dont la montée en puissance reste profondément conditionnée par ses propres tensions structurelles.

R E C E N S I O N S



Sarah Mohamed-Gaillard (2026). *Géopolitique de l'Océanie*. Paris : Le Cavalier Bleu.

Dans cette première édition, *Géopolitique de l'Océanie* de Sarah Mohamed-Gaillard s'inscrit dans un contexte international marqué par une intensification des rivalités stratégiques dans l'Indo-Pacifique et par une attention renouvelée portée aux petits États insulaires. L'ouvrage entend précisément « décentrer le regard » en proposant une lecture de l'Océanie qui ne soit plus uniquement façonnée par les grilles d'analyse occidentales, mais attentive aux dynamiques propres à la région.

Historienne spécialiste de l'Océanie contemporaine, maîtresse de conférences à l'INALCO et chercheuse associée au CESSMA UMR 245, l'autrice propose ici une synthèse accessible des grandes transformations géopolitiques

affectant cet espace. L'ambition est claire : restituer la complexité d'une région longtemps perçue comme périphérique, mais aujourd'hui pleinement intégrée aux recompositions du système international.

Une structure claire, au service d'une démarche essentiellement descriptive

L'ouvrage s'organise en quatre grandes parties, précédées d'une introduction et suivies d'une conclusion, offrant une progression thématique lisible. Sont ainsi successivement abordés : l'Océanie dans l'œil de l'Occident, les alliances historiques à l'épreuve des nouvelles influences, la région comme espace de compétition permanente, et enfin l'océan en tant que lieu de convoitises et de controverses.

L'introduction propose une définition large de l'Océanie, qui permet de poser utilement le cadre de l'analyse. Toutefois, si la structuration de l'ensemble est efficace, le propos demeure largement descriptif, parfois au détriment d'une problématisation plus approfondie des enjeux.

Une lecture occidentale persistante

La première partie met en lumière la manière dont l'Océanie a été historiquement construite comme une périphérie stratégique par les puissances occidentales, oscillant entre marginalité et regain d'intérêt géopolitique. L'analyse des héritages coloniaux et des représentations extérieures est convaincante, notamment lorsque la région est présentée comme une marge nucléarisée de la guerre froide.

Cependant, cette perspective demeure partiellement incomplète. L'absence de références à certains épisodes structurants, tels que l'affaire du Rainbow Warrior (Sawyer, 1986), limite la profondeur historique de l'analyse, en particulier en ce qui concerne les dynamiques propres aux sociétés et aux États océaniques eux-mêmes.

S'agissant de l'affaire du Rainbow Warrior, son omission semble pouvoir s'expliquer par une volonté de mettre à distance les interventions des puissances occidentales dans l'analyse.

Si tel est le cas, ce choix gagnerait à être explicitement formulé. En effet, s'il est tout à fait pertinent de chercher à recentrer l'analyse sur les dynamiques régionales et à se démarquer de lectures excessivement occidentalocentrées, cela ne saurait justifier le silence sur certains événements majeurs. De tels épisodes, bien qu'impliquant des acteurs extérieurs, ont profondément marqué les trajectoires politiques et les perceptions régionales, et participent pleinement à la compréhension des recompositions en Océanie.

Des recompositions stratégiques encore insuffisamment problématisées

La deuxième partie s'intéresse aux transformations des alliances et à l'évolution des rapports de force dans la région. L'émergence de la Chine est à juste titre identifiée comme un facteur structurant des recompositions en cours.

Néanmoins, plusieurs dimensions clés restent en retrait. Les logiques concrètes de ces recompositions sont davantage décrites qu'analysées, et certaines questions centrales auraient mérité un traitement plus approfondi. C'est notamment le cas du positionnement de l'Australie vis-à-vis des États-Unis, qui constitue aujourd'hui un élément majeur des équilibres régionaux. La dépendance stratégique croissante de l'Australie à l'égard des États-Unis, bien documentée dans la littérature récente (Cox et al., 2023), n'est que peu interrogée, alors même qu'elle éclaire les dynamiques d'alignement et de hiérarchisation au sein de l'espace indo-pacifique.

Une compétition régionale : un cadre pertinent et relativement convaincant

La troisième partie, consacrée à l'Océanie comme espace de compétition entre puissances, apparaît comme l'une des plus solides de l'ouvrage. Elle met en évidence la pluralité des acteurs engagés dans la région et la superposition de logiques stratégiques, diplomatiques et économiques.

Cette section est particulièrement réussie dans la mesure où elle restitue la complexité d'un espace qui ne se réduit pas à un simple théâtre d'affrontement entre grandes puissances, mais où les acteurs locaux conservent des marges de manœuvre et développent leurs propres stratégies. Elle

permet ainsi de nuancer une vision trop strictement binaire de la compétition géopolitique.

L'océan comme espace stratégique : des enjeux bien identifiés, mais peu étayés

Si les thèmes abordés sont pertinents et bien identifiés, l'analyse proposée se distingue par la clarté avec laquelle elle met en lumière les dynamiques contemporaines de l'Indo-Pacifique. Les enjeux sont structurés de manière cohérente et permettent de saisir les grandes logiques à l'œuvre, même si certains développements pourraient être davantage étayés par des données empiriques plus précises afin d'enrichir encore la démonstration.

Ce chapitre met particulièrement bien en évidence les enjeux liés à l'espace maritime, en soulignant les tensions entre convoitises et controverses. L'auteure accorde ainsi une place centrale à des problématiques essentielles telles que l'importance des zones économiques exclusives (ZEE), l'exploitation des ressources halieutiques — notamment la pêche au thon — ainsi que les dimensions stratégiques associées aux câbles sous-marins. Cette approche permet de restituer avec justesse le caractère structurant de l'océan dans les recompositions régionales.

En outre, l'analyse ouvre des pistes de réflexion stimulantes quant aux modalités d'action des États dans ces espaces maritimes. Elle invite à envisager à la fois des logiques d'affirmation souveraine et des dynamiques de coopération, notamment avec des puissances comme la France, ce qui contribue à enrichir la compréhension des rapports de force et des mécanismes de gouvernance.

Enfin, le lien établi entre ces enjeux maritimes et les dynamiques géoéconomiques constitue un apport particulièrement intéressant. En mettant en évidence l'articulation entre ressources, infrastructures et stratégies d'influence, l'auteure propose une lecture cohérente et pertinente des transformations en cours dans la région indo-pacifique.

Un ouvrage accessible aux qualités réelles, mais aux limites scientifiques marquées

L'ouvrage présente plusieurs qualités indéniables : une structuration claire, un effort de synthèse sur un espace encore relativement peu traité dans la littérature francophone, ainsi qu'une volonté affirmée de donner une plus grande visibilité aux acteurs océaniques.

Cependant, ces qualités s'accompagnent de limites importantes. La bibliographie apparaît peu développée et insuffisamment mobilisée, l'absence de notes de bas de page affaiblit la rigueur académique de l'ensemble, et le recours limité à des références scientifiques structurantes réduit la profondeur analytique du propos.

Conclusion

Géopolitique de l'Océanie constitue ainsi une introduction utile aux enjeux contemporains de la région, en particulier pour un public non spécialiste. L'ouvrage remplit une fonction de cadrage et de mise en perspective, en offrant une vision d'ensemble des dynamiques à l'œuvre dans l'espace océanique.

Néanmoins, malgré une ambition affichée de « décentrer le regard », l'analyse demeure en partie inscrite dans des cadres classiques. L'ensemble gagnerait à approfondir sa problématisation, à mobiliser davantage de données actualisées et à intégrer plus finement les recompositions stratégiques contemporaines.

L'ouvrage apparaît ainsi comme une synthèse claire et accessible, qui ouvre des pistes de réflexion pertinentes, sans toutefois en épuiser pleinement les enjeux.

Abigaël Colin-Delille

Doctorante en Sciences géographiques, Université

Laval

Coordnatrice de la Chaire en Études indo-pacifiques

Références

- Cox, L., Cooper, D., & O'Connor, B. (2023). The AUKUS umbrella: Australia-US relations and strategic culture in the shadow of China's rise. *International Journal*, 78(3), 307-326. <https://doi.org/10.1177/00207020231195631>
- Sawyer, S. (1986). Rainbow warrior : Nuclear war in the pacific. *Third World Quarterly*, 8(4), 1325-1336. <https://doi.org/10.1080/01436598608419952>

Le CQEG en bref...

COMITÉ DE DIRECTION

DIRECTEUR : Frédéric LASSERRE, Département de géographie, Université Laval

DIRECTEUR ADJOINT : Éric MOTTET, CREIP

Gina ALBEROLA, Abigaël DELILLE
Rédactrices du bulletin *Regards géopolitiques*

Pierre-Alain CLÉMENT,
Rédacteur adjoint du bulletin *Regard géopolitiques*

Inès Carine SINGHE,
Représentante des étudiants de 3^e cycle

Marianne L'ÉCUYER
Représentante des étudiants de 2^e cycle

Conception graphique : Sylvie ST-JACQUES

Réviseurs : Pierre-Alain CLÉMENT, Murielle PICHOT et Frédéric LASSERRE

MISSION

- Favoriser les recherches universitaires pluridisciplinaires en géopolitique au Québec, en se basant sur un réseau de chercheurs national et international.
- Contribuer à la réflexion sur l'apport de la géographie, plus particulièrement de la géographie politique, à la compréhension des phénomènes sociaux, économiques et politiques contemporains à travers le monde.
- Favoriser le recrutement d'étudiants gradués.
- Favoriser la pérennisation de la recherche en demandant à terme une reconnaissance institutionnelle auprès de la Commission de la recherche de l'Université Laval.
- Valoriser l'apport d'une réflexion géopolitique dans les recherches menées par les membres, en collaboration avec les autres groupes de recherche de l'IQHEI (GÉRAC, CSI notamment) et d'autres centres de recherche ailleurs au Canada et à l'étranger.

cqegheilaval.com | cqeg@eti.ulaval.ca



UNIVERSITÉ
LAVAL

Faculté de foresterie,
de géographie et de géomatique
Département de géographie



Conseil québécois
d'études **géopolitiques**



UNIVERSITÉ
LAVAL

École supérieure
d'études internationales